

L'EXPRESS

UE : Ursula von der Leyen, l'impératrice

Eva Illouz et la question juive

Quand les filles ont la bosse des maths

Assurance-vie : des actions en or

EMMANUEL MACRON

Le goût du risque



DOM : 6,90 € • ALLEMAGNE, BELGIQUE, ESPAGNE, GRÈCE,
ITALIE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, PORTUGAL CONT. : 6,90 €
AFRIQUE CFA : 4 200 CFA • POLYN. : 1 050 XPF
N. CAL. : 1 150 XPF • CANADA : 9,99 CAD • MAROC : 52 MAD
TUNISIE : 8 TND • SUISSE : 8,50 CHF

M 01722 - 3806 - F: 6,90 €





Modèle présenté : Range Rover Velar P400e Hybride électrique.
Consommation de carburant en cycle mixte l/100 km (WLTP) : de 1,6 à 1,9.
Land Rover France. 509 016 804 RCS Nanterre.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

RANGE ROVER VELAR



A 37g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

NOUS TROUVONS DES ROUTES QUI CONNECTENT VOS QUARTIERS

Nos experts en mobilité peuvent aider les collectivités à améliorer l'accès au transport pour les particuliers et les entreprises. Car les collectivités se développent lorsque tout le monde va de l'avant ensemble.

En savoir plus sur
entreprisemobility.fr



ENTERPRISE MOBILITY et le logo « e » sont des marques déposées d'Enterprise Holdings, et toutes les autres marques commerciales sont la propriété de leurs propriétaires respectifs. © 2020 Enterprise Holdings, Inc. Tous droits réservés. Photographie retouchée.

SOMMAIRE

Courrier des lecteurs

- 8** Le Hamas affaiblit les partisans de la paix ;
Deux Etats, oui, mais comment ?...

Edito

- 10** M. Macron, si vous voulez empêcher un sombre dimanche...

L'œil de L'Express

- 12** A Bruxelles, l'influence française affaiblie
12 Jordan Bardella et le mur de la dette
14 Fin de vie : tout ça pour ça
14 D'un Front populaire à l'autre

Le décrypteur

- 15** Le mot de la semaine
15 Les off de L'Express

Périscopes

- 16** Macron-Scholz, un duo à l'agonie
16 Le tour du monde en 6 infos

Dossier

20 Emmanuel Macron, les scénarios de juillet

« Aimez-moi les uns les autres » : le président veut multiplier les interventions en juin. Mais ce qui se passera après ne dépendra plus de lui...

- 24** François Ruffin, un coup d'avance
25 Nous avons plongé le 9 juin dans un inconnu vertigineux
26 Edouard Philippe : le prétendant à contretemps
29 Thomas Bauer : « L'individualisme égocentrique est responsable du populisme »

Chaque jeudi,
recevez L'Express
chez vous

Abonnez-vous au 0969 325 723



Tous les articles sont disponibles en version audio sur l'application de L'Express. Ce service est réservé à nos abonnés. Pour les autres lecteurs, abonnez-vous sans engagement sur le site de [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr), le premier mois à 1 euro.



France

Société

- 32** Ces vétérans de la DST qui racontent l'antiterrorisme
34 Les filles et les maths : haro sur les idées reçues !

Sans détour

- 36** L'antisémitisme est la victoire morale de l'islamisme en Occident, par Abnousse Shalmani



Europe

- 38** **Union européenne** Ursula von der Leyen, les secrets d'un caméléon

Points cardinaux

- 42** Et maintenant, quelle politique étrangère pour l'Europe ?, par Frédéric Encel



Monde

Amériques

- 43** **Etats-Unis** Elue américaine et passionaria pro-Gaza

Asie-Pacifique

- 44** **Inde** Pas si simple de devenir la nouvelle Chine

Afrique | Moyen-Orient

- 46** **Israël** Yaïr Golan, la gauche musclée



L'Express à l'heure des JO

À l'approche des JO, L'Express se mobilise pour vous offrir des contenus décalés. Retrouvez les articles consacrés à l'événement dans l'hebdomadaire et sur la page dédiée sur notre site [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr)

SOMMAIRE

Economie

- 48 A Bercy, un commando au secours des entreprises
 52 E-citadines, la fausse route de Tavares
Les (dés)illusions du progrès
 53 L'intelligence artificielle aura les vertus que nous voudrions bien lui donner, par Nicolas Bouzou

Patrimoine

- 54 Assurance-vie : mettez des actions dans votre contrat
 55 Porcelaines de Meissen, un marché solide
 55 Un score pour jauger les multinationales

Entreprises

- 56 La descente aux enfers de l'ex-filiale de Sanofi

Climat & Transitions

- 58 Eric Niedziela (ArcelorMittal) : « Nous ne sommes plus dans une compétition loyale »
 60 Des billets d'avion renchériss par le climat

Tech & Transformations

- 62 Julien Nocetti : « Le Kremlin veut un contrôle total des données qui circulent en Russie »
 63 Les éminences grises de l'IA française
Nos futurs
 64 Les « accélérationnistes européens » veulent combattre le déclinisme, par Robin Rivaton

Sciences & Santé

- 65 Dormir seul ou à deux, les réponses de la science
Factualité
 67 Changement de sexe à l'état civil : une mauvaise réponse à une demande légitime, par Franck Ramus

IDÉES

- 68 Eva Illouz : « Un gouffre s'est ouvert à gauche autour de la question juive »

Leadership

- 71 Adam Grant : « Les perfectionnistes se concentrent sur les mauvaises choses »

Sans filtre

- 73 Emmanuel Macron est impardonnable, par Jean-François Copé

Evasion

LIVRES

- 74 Avec la « romantasy », passion et dragons font carton plein
 76 Gérard Guégan : Saint-Germain d'antan
 77 Palmarès
 77 Kafka l'immortel

ÉCRANS

- 78 D'Elite à *Merci et au suivant !* : la victoire du mode de vie américain

ARTS

- 80 Quand Guy Brunet fait son cinéma

JEUX

- 81 Mots croisés, sudoku...

ULTIMATUM

- 82 Le dernier MeToo à Paris, par Christophe Donner



Retrouvez la rédaction de L'Express dans *Le Monde de Poincaré* sur BFM Business, tous les lundis de 14 à 15 heures et en replay sur le site.



Société éditrice :
 Groupe L'Express
 112, avenue Kléber, 75116 Paris.
ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication : Alain Weill.
Directeur de la rédaction : Eric Chol.

Imprimé en France : Maury imprimeur SA (45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0328 C 82839
 Dépôt légal : juin 2024
 courrierlecteurs@lexpress.fr

Service abonnements
 Vous pouvez nous joindre au 0969 325 723 ou par email à abonnements@lexpress.fr

Adresse postale :
 CS 90006 - 59718 Lille Cedex 9

Tarifs abonnement France
 1 an, 52 numéros : 130 € (TVA 2,10 %).
 Pour en savoir plus, vous pouvez joindre notre service abonnements au 0969 325 723 de 9 heures à 18 heures du lundi au vendredi.
Services diffuseurs n° vert : 0 805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions confondues, a été tiré à 144 730 exemplaires.
 L'Express : cahier n° 1
 (édition générale : 84 pages).

Magazine imprimé sur du papier PEFC (sauf encarts). Origine du papier : Italie et Allemagne - taux de fibre recyclées : minimum 50 % ; eutrophisation, PToT : 0,004 kg/tonne.



Certifié PEFC



JOHNNIE WALKER

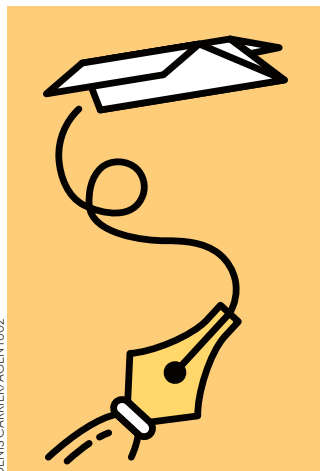


UN ASSEMBLAGE UNIQUE
DE SINGLE MALTS D'EXCEPTION*



*JOHNNIE WALKER BLUE LABEL (BLENDED SCOTCH) : MÉDAILLE D'OR 2023 À LA SAN FRANCISCO WORLD SPIRITS COMPETITION.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



DENIS CARRIER/AGENCY002

Le Hamas affaiblit les partisans de la paix

Christian Legrand, Perpignan (Pyrénées-Orientales)

La droite israélienne est arrivée au pouvoir démocratiquement ; y compris, hélas, les partis d'extrême droite. Ces partis ont été bien aidés par le Hamas qui, à chaque élection, s'est employé à tirer des roquettes sur le territoire israélien, ce qui a contribué à affaiblir des partis plus à même de favoriser la paix et une solution à deux Etats. On évoque par ailleurs souvent la *naqba*, l'émigration des Arabes depuis les territoires d'Israël. En revanche, on ne parle pas des juifs forcés d'émigrer d'Irak, d'Iran, du Yémen et des pays du Maghreb.

Enfin, Israël est accusé d'apartheid. Toutefois, sa population comprend 20 % d'Arabes, ceux-ci disposent d'un parti politique et d'un accès autorisé à des professions aussi diverses que policier, militaire, médecin ou journaliste. Drôle d'apartheid... (*« Israël-Hamas. Une guerre des chiffres et des récits », L'Express du 6 juin.*)

Deux Etats, oui, mais comment ?

Jean-Claude Bjaï, Plan-de-Cuques (Bouches-du-Rhône)

L'un de vos lecteurs affirme que la solution à deux Etats serait la meilleure garantie d'une paix durable entre Israël et les Palestiniens. Quelle naïveté et quelle méconnaissance de l'Histoire et de l'actualité ! A plusieurs reprises, les Etats arabes et/ou les Palestiniens ont refusé la création et l'existence d'Israël. De plus, dès que Mahmoud Abbas sera remplacé à la tête de l'OLP, le Hamas en prendra le contrôle. Ce même Hamas qui appelle dans sa charte à la destruction d'Israël. Les implantations en Cisjordanie sont-elles vraiment le problème pour arriver à la paix ? (*« Courrier des lecteurs », L'Express du 30 mai.*)

Quelles frontières pour Israël et la Palestine ?

Chantal Bourry, Jonzac (Charente-Maritime)

Il n'aurait jamais fallu qu'Israël soit coincé entre deux territoires palestiniens. Cela élève le nombre de kilomètres de frontières et augmente dangereusement les risques de conflits. Et bien sûr, il faudrait aujourd'hui deux Etats. Mais la grande question porte sur la détermination des limites géographiques. Les deux pays arriveront-ils à s'accorder sur la délimitation des frontières ? (*« Rafah, l'horreur de trop », L'Express du 30 mai.*)

Ukraine : la France en guerre

Laurent Opsomer, Saint-Amand-les-Eaux (Nord)

En août 2023, l'Elysée annonçait la mort de trois militaires français déployés en Irak dans le cadre d'activités « de conseil, d'assistance et d'autonomisation ». Ce ne sont ni les premiers ni les derniers instructeurs militaires à mourir en opération extérieure et il est à craindre que de prochaines victimes ne soient recensées

en Ukraine. Le chef d'état-major ukrainien a en effet annoncé le 27 mai que des instructeurs militaires français se rendront prochainement en Ukraine. Ils constitueront sans nul doute une cible privilégiée, voire prioritaire pour Moscou, d'autant que la France s'engage sans aucun mandat international (contrairement à ses précédents déploiements). Pis, l'exemple de la guerre du Vietnam rappelle que l'envoi de conseillers militaires peut être le prélude à un engagement militaire majeur. (*« Instructeurs en Ukraine : le Kremlin menace la France de représailles », sur L'express.fr.*)

Non à la fiscalité punitive !

Francis Lemaître, Monthyon (Seine-et-Marne)

Shahin Vallée a trouvé la solution : ponctionner toujours plus le patrimoine légitime lors de sa transmission et sanctionner les retraités qui se sont constitué une retraite par leur travail et leurs cotisations élevées. Cela relève ni plus ni moins de l'escroquerie ! A quel titre prendre aux particuliers ce qui leur appartient légitimement ? Une fiscalité raisonnable est évidemment nécessaire, mais la réussite professionnelle et l'épargne sont-elles des fautes punissables ? Comme le constatent les agences de notation, ce sont les dépenses excessives de l'Etat qui sont à considérer avant tout autre chose. (*« On ne pourra pas faire l'économie d'un nouveau débat sur les retraites », L'Express du 30 mai.*)

Découvrez les coulisses des JO avec L'Express

A moins de deux mois de la cérémonie d'ouverture de Paris 2024, L'Express révèle à travers plusieurs enquêtes les dessous de ces jeux exceptionnels, sur une page dédiée et dans une lettre d'information hebdomadaire. Quelles sont les exigences secrètes d'Emmanuel Macron pour l'organisation ? Quelles difficultés à s'équiper pour les athlètes paralympiques ? Y a-t-il un risque

épidémique lié aux JO ? Marie-José Pérec, Eric Fottorino, Jean-François Lamour et beaucoup d'autres nous ont aussi confié leurs meilleurs et leurs pires souvenirs des JO. A écouter, notre série de podcasts « Comment réussir ces JO », où nos journalistes s'intéressent aux erreurs du passé pour éviter de les reproduire. Pour ne rien rater : <https://www.lexpress.fr/jo-paris-2024/>

L'Express donne la parole à ses lecteurs. Adressez-nous vos lettres (**en précisant votre commune de résidence**) par courriel à courrierlecteurs@lexpress.fr ou par courrier à L'Express – Courrier des lecteurs – 112, avenue Kléber – 75116 Paris.



POUR TRANSMETTRE CE QUI COMPTE,
À CEUX QUI COMPTENT.

CRÉER DES PONTS ENTRE LES GÉNÉRATIONS. BANQUE DE GESTION PRIVÉE
DEPUIS 1881, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE ACCOMPAGNE LES FAMILLES EN
ADAPTANT LES STRATÉGIES PATRIMONIALES AUX ASPIRATIONS DES PLUS JEUNES.

BANQUE TRANSATLANTIQUE
UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

M. Macron, si vous voulez empêcher un sombre dimanche...

Difficile de reprocher au président de la République de rendre la parole au peuple. Mais il a échoué à rénover notre démocratie.



M. LANDRY POUR L'EXPRESS

PAR ÉRIC CHOL

DIRECTEUR
DE LA RÉDACTION

« Je ne dissoudrai pas, en ce moment, l'Assemblée nationale. » Cette phrase, c'est celle écrite par Charles de Gaulle, sur un premier brouillon de son discours du 30 mai 1968. Phrase biffée et remplacée par « Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale. » On connaît la suite : les élections des 23 et 30 juin vont non seulement mettre fin à la crise politique de mai 1968 mais déboucher sur un raz de marée gaulliste, avec 293 sièges de députés sur les 487 de l'Assemblée. Emmanuel Macron a-t-il connu, ce dimanche 9 juin, ce même moment d'hésitation, avant de faire à 21 h 02, devant les Français, table rase du paysage politique national ? Croit-il, lui aussi, dans cette magie des urnes, capable de transformer le chaos politique à l'œuvre dans notre pays depuis 2022 en une vraie majorité ? Ou alors est-il prêt à jouer le tout pour le tout, quitte à ouvrir en grand les portes de Matignon à Jordan Bardella ?

Redonner la parole au peuple n'est jamais une mauvaise idée. Dans un pays qui a mal à sa démocratie, on peut difficilement reprocher à son chef de placer les électeurs face à leurs responsabilités. De les laisser choisir, au nom l'article 12 de la Constitution, leur destin, que celui-ci exhale le goût rance de l'extrême droite, suinte l'outrance de l'extrême gauche ou distille les effluves démodés des partis incapables de se renouveler. Mais les Français vont-ils être en mesure de réinventer la politique en à peine vingt jours, comme leur propose Emmanuel Macron ?

« En politique, ce qu'il y a souvent de plus difficile à apprécier et à comprendre, c'est ce qui se passe sous nos yeux », disait Alexis de Tocqueville. Et malheureusement le spectacle relève plus de la tambouille politicienne de la IV^e République qu'à l'émergence d'un esprit de résistance citoyenne. « On va livrer bataille », assurent ministres et députés de la majorité, la voix tremblante, au vu des scores locaux impressionnants réalisés par les candidats du RN.

Mais n'est-ce pas précisément cette bataille que le jeune président de la République s'était déjà engagé à mener, le 7 mai 2017, quand, devant la pyramide du Louvre, il promettait « l'unité de notre peuple et de notre pays », allant jusqu'à assurer aux électeurs de Marine Le Pen de « faire tout pendant les cinq ans qui viennent pour qu'ils n'aient plus aucune raison de voter pour les extrêmes » ?

Ce combat, Emmanuel Macron l'a perdu. « Le résultat des élections, ce n'est pas un bon résultat pour les partis qui défendent l'Europe, dont celui de la majorité présidentielle », a-t-il admis. Non seulement ce n'est pas un bon résultat, mais ces presque 38 % d'électeurs optant pour l'extrême droite signent un revers pour la France, une gifle pour le chef de l'Etat. Ni Jacques Chirac, ni Nicolas Sarkozy, ni François Hollande n'avaient autant fait grandir le RN. Mais sans doute aucun d'entre eux n'avait autant joué avec le feu. S'il veut à tout prix empêcher le 7 juillet de ressembler à un sombre dimanche, Emmanuel Macron doit comprendre que les dés de la France ne sont pas tous entre ses mains. *

Voyagez à mille lieux de l'ordinaire

RÉSERVEZ TÔT ET ÉCONOMISEZ JUSQU'À 25% + MEILLEUR PRIX GARANTI

© ANDRES BALLESTEROS/SHUTTERSTOCK

Croisière All-Inclusive aux
Galápagos en 2025/2026

À PARTIR DE :
6432€ TTC/pers

Votre expédition dans les îles Galápagos vous emmènera sur les pas de Darwin. Rencontrez des créatures d'un autre temps. Des tortues géantes aux iguanes marins, la faune remarquable de ces îles isolées restées sauvages vous émerveillera. Rapprochez-vous de la nature comme vous ne l'auriez jamais imaginé.

Tél: 01 84 88 04 95

hxexpeditions.com/fr
ou dans votre agence
de voyages



Changez votre regard sur le monde.

Offre soumise à conditions, sous réserve de disponibilités, non rétroactive, valable sur nos croisières d'expédition pour des départs entre le 01.04.2025 et le 31.03.2026, sur la part maritime uniquement, pour toute nouvelle réservation faite jusqu'au 31.08.2024. Le montant de la remise varie en fonction de la destination, de l'itinéraire, du navire et de la date de départ. Meilleur prix garanti : si le prix du voyage, à l'identique, baisse après la réservation, nous ajusterons le solde du voyage. Cette offre est cumuleable uniquement avec la remise 1893 Ambassador. Hurtigruten France SAS au capital de 40 000€ - R.C.S Paris B 449 035 005 - IM 075100037 - APST RCPST HISCOX / 125 520.

Scannez
le QR Code
pour en
savoir plus



A Bruxelles, l'influence française affaiblie

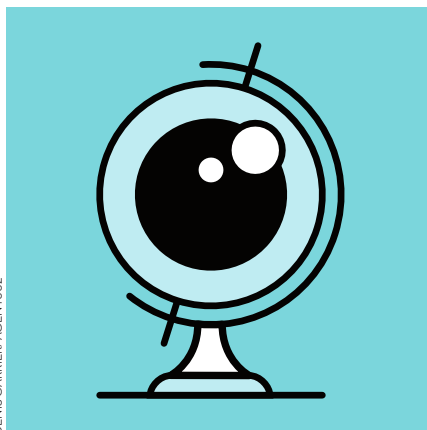
La déroute du parti présidentiel aux européennes et la dissolution de l'Assemblée ont entamé la capacité de Macron à peser.

PAR CYRILLE PLUYETTE

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT MONDE

« L'Europe est mortelle », avertissait Macron en avril, dans une tentative de relancer son camp avant les européennes. Désormais, après la déroute de son parti face au Rassemblement national (RN) et sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, c'est aussi l'influence française dans l'UE qui est menacée de disparition. Le parti présidentiel voit d'abord son emprise se réduire au Parlement européen. Jusqu'à présent leader du groupe des Libéraux (Renew), membre de la coalition majoritaire à Strasbourg, il n'y compte plus que 13 sièges (30 pour le RN). En déclin, cette formation reste la troisième en eurodéputés, mais pourrait être dépassée par ECR, celle de l'Italienne Giorgia Meloni, qui cherche de nouveaux alliés de droite radicale.

Dans ce contexte défavorable, le chef de l'Etat, qui a toujours cherché à imposer son tempo à Bruxelles, risque d'avoir plus de mal à faire entendre sa voix. Premier test, les dirigeants des Vingt-Sept se réuniront dès le 17 juin pour discuter de la répartition des « top jobs » : la présidence de la Commission, celle du Conseil européen, et le poste de haut



DENIS CARRIERE AGENT 002

représentant pour les affaires étrangères. Si Macron avait imposé l'Allemande Ursula von der Leyen à la tête de la Commission il y a cinq ans, les discussions pourraient cette fois se dérouler sans lui, ou presque, dans l'attente du résultat des législatives. « La position de la France était très attendue dans ces négociations : elle va être affaiblie », soupire Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Puis viendront les discussions pour les postes de commissaires européens. En cas de cohabitation avec le RN, il pourrait être plus difficile pour le président de décrocher à nouveau un super portefeuille de l'envergure de celui qu'occupe actuellement Thierry Breton, au Marché intérieur.

Macron devrait en effet voir son poids diminuer au Conseil européen, où sont débattues des questions stratégiques. « Même s'il continuera à y jouer un rôle important, sa crédibilité politique est affectée et les équilibres pourraient être bousculés dans cette instance », relève Thierry Chopin, de l'Institut Jacques-Delors. Si le RN l'emporte le 7 juillet, ses représentants participeraient à des conseils des ministres européens, dont les discussions se compliqueraient. D'ores et déjà, les engagements de Paris, en faveur de l'aide à l'Ukraine ou de l'élargissement sont sujets à caution. De quoi torpiller encore plus l'aura française. ✱

Jordan Bardella et le mur de la dette

En cas de victoire aux législatives, le piège de l'endettement public pourrait se refermer sur le Rassemblement national.

PAR BÉATRICE MATHIEU

GRAND REPORTER ÉCONOMIE

Qu'importe les promesses, le réel finit toujours par s'imposer. En cas de victoire du Rassemblement national aux prochaines élections législatives, la question des finances publiques risque de hanter très rapidement les nuits de Jordan Bardella, potentiel Premier ministre. Dans les prochaines semaines, la Commission européenne pourrait placer la France en « procédure de déficit excessif ». Derrière ce jargon technocratique bruxellois, une injonction : réaliser une vingtaine de milliards d'économies pérennes chaque année jusqu'à ce que le pays rentre dans les clous. Les optimistes ou cyniques – c'est selon – pourront toujours dire que ce

n'est pas la première fois que la France est rappelée à l'ordre par Bruxelles, sans jamais aucune conséquence. Certes, mais cette fois l'affaire pourrait être différente. Depuis les élections, l'écart entre les taux d'intérêt à long terme français et allemand s'est un peu creusé. L'indulgence dont ont fait preuve les marchés envers Paris pourrait ne pas durer si le RN met en musique ses promesses électorales dispendieuses. Un exemple ? La baisse de 20 % à 5,5 % de la fiscalité sur les carburants coûterait à elle seule 10 milliards d'euros par an, d'après l'Institut Montaigne. A l'automne 2022, la Première ministre britannique Liz Truss avait été poussée à la démission après la présentation d'un budget fantaisiste qui avait déclenché une véritable crise sur les taux d'intérêt. Jordan Bardella et le RN devraient s'en souvenir : qu'on le veuille ou non, à la fin, ceux qui nous prêtent de l'argent ont toujours raison. ✱

GARDEZ VOTRE ÉNERGIE POUR LES BONS MOMENTS

POUR RÉGLER UN CONFLIT
**CHOISISSEZ LA NOUVELLE
JUSTICE AMIABLE**

Conflit familial, patrimonial, professionnel,
la justice amiable vous apporte une solution négociée
dans un délai que vous maîtrisez.

RENDEZ-VOUS SUR
avocat.fr

— OU SUR —
justice.fr

Fin de vie : tout ça pour ça...

Sur l'autel de la dissolution, Emmanuel Macron a sacrifié une réforme emblématique voulue par une majorité de Français.

PAR AGNÈS LAURENT

GRAND REPORTER « RÉCITS »

Ce devait être la grande réforme sociétale du second quinquennat d'Emmanuel Macron, de celles qui laissent une trace dans l'histoire d'un président. Ça devait mais ça ne sera pas. En dissolvant l'Assemblée nationale, le Marcheur a choisi de sacrifier son projet de loi sur la fin de vie, en cours d'examen par les députés. Un projet victime de bien des hésitations présidentielles depuis 2017, auxquelles se sont ajoutées de cyniques arrières-pensées politiques ces dernières semaines.

Depuis son premier mandat, Emmanuel Macron tergiverse, hésite, consulte autour de l'inscription du suicide assisté ou de l'euthanasie dans la loi française. Beaucoup lui ont dit les insuffisances de la loi Claeys-Leonetti de 2016. Mais quelle piste retenir pour la suite ? Comment éviter de braquer les cultes et une partie des soignants, hostiles à un tel projet ? Avant de trancher, le chef de l'Etat a saisi le Comité consultatif national d'éthique et l'Académie nationale de médecine, il a convoqué une convention citoyenne. A la veille de la présentation du texte en Conseil des ministres en avril 2024,



DENIS CARRIERE/AGENCE TOUZ

nul ne comprenait encore quelle position le président embrassait vraiment. Il semblait vouloir réserver ce droit à des situations exceptionnelles tout en souhaitant laisser une grande liberté aux députés pour l'amender.

En lançant le texte dans l'arène parlementaire à la veille de la campagne des élections européennes, le chef de l'Etat a choisi d'en faire un objet politique. Son espoir ? Rattraper, avec la création de ce nouveau droit, une partie de l'électorat de centre gauche perdu avec le projet de loi immigration fin 2023 et attirer à lui des électeurs de droite plus favorables au texte fin de vie que François-Xavier Bellamy. Pari perdu. Et la règle est claire :

tout texte qui n'a pas été définitivement adopté à la fin d'une législature doit être rediscuté de A à Z. Depuis dimanche soir, le projet est quasi enterré. Et ce, quelle que soit la configuration de la future assemblée le 7 juillet. Si le Rassemblement national sort vainqueur des urnes, sa priorité sera ailleurs. Si une coalition nouvelle émerge, il est peu probable qu'elle ait envie de se déchirer sur un texte source de divisions. Et tant pis pour l'écrasante majorité de Français qui, sondage après sondage, se disait favorable à une évolution de la loi Claeys-Leonetti et à la création d'une aide active à mourir. *

D'un Front populaire à l'autre

François Ruffin n'est pas Léon Blum et ce néo-front populaire n'a rien de celui de 1936.

PAR OLIVIER PÉROU

GRAND REPORTER POLITIQUE

« Toute mémoire est une eau trouble/Que voulez-vous que l'on y voie/Si lentement que l'on s'y noie », écrivait Aragon. Et la gauche, qu'elle soit rouge ou rose, n'aime rien tant que revisiter son glorieux passé, le mythifier parfois. Un roman pour tenter de réenchanter son électorat, ou lorsqu'elle est dos au mur. La Nupes n'avait pas réussi à galvaniser, il fallait tourner la page. C'est ce qu'a fait François Ruffin, à la minute où Emmanuel Macron annonçait la dissolution. Un nouveau « Front populaire », rien que ça. Deux mots magiques loin d'être performatifs. Combien avant lui, Jean-Luc Mélenchon y compris, en ont usé et abusé ? En 1934, les ligues

poussent la gauche à se réunir. Union qui finit victorieuse. Quarante-vingt-dix ans plus tard, une nouvelle extrême droite est aux portes du pouvoir, largement en tête dans un scrutin à la participation élevée, et a désormais un pied à Matignon. Les convergences s'arrêtent là. François Ruffin n'est pas un nouveau Léon Blum et ce néo-Front populaire n'est pas celui de 1936. Il ne s'agissait pas alors d'envoyer un candidat unique : communistes, socialistes et radicaux avaient chacun leur champion au premier tour, et le désistement républicain était l'usage au second. Le programme commun se construit alors sur les bases du parti radical – qui a le vent en poupe. Bref, la composante la plus centrale de l'union des gauches. Les socialistes sortent vainqueurs, les communistes se tiennent à distance, mais soutiennent. Mélenchon n'est pas Thorez, et les Insoumis ont une majorité parmi la gauche à conserver. *

LE MOT DE LA SEMAINE

#Boeing

L'avionneur est cerné de toutes parts. Il avait jusqu'au 13 juin pour répondre au ministère de la Justice américain, qui lui reproche d'avoir manqué à ses obligations dans le cadre d'un accord conclu il y a trois ans autour des crashes des deux 737 Max ayant provoqué la mort de 346 personnes en 2018 et 2019. Peu avant, l'industriel avait remis un vaste plan à l'autorité nationale de contrôle de l'aviation, la FAA, destiné à remédier aux multiples problèmes de qualité observés sur l'ensemble de sa chaîne de production. Le 18 juin, ce sera auprès d'une commission du Sénat à Washington que témoignera David Calhoun. Le patron démissionnaire de Boeing devrait être attendu au tournant, tant l'entreprise peine à solder deux décennies de dérive qui l'ont éloignée de ses ingénieurs et des exigences de l'industrie aéronautique. Tout à sa quête d'économies et à l'optimisation de son cours de Bourse, le groupe a multiplié les erreurs et sombré dans une crise profonde. C'est cette culture, inspirée de l'ex-PDG de General Electric Jack Welch, dont le géant de Seattle doit aujourd'hui se défaire. Le chantier est colossal. Mais Boeing fait partie de la catégorie des *too big to fail*, ces entreprises trop grosses pour mourir.



À RETROUVER
sur [L'express.fr](https://www.lexpress.fr)

Alors que nos politiques accusent régulièrement l'Europe de tous les maux, on se demande qui, de l'UE ou de la France, a vraiment la main sur notre législation, qu'il soit question d'économie, d'immigration, de défense ou même de tech. Réponse dans la série « La faute de l'Europe, vraiment ? », disponible sur [L'express.fr](https://www.lexpress.fr) et toutes les plateformes d'écoute.

LES OFF DE L'EXPRESS

EN SUSPENS

Six mois de préparation, quatre ministres mobilisés (Bruno Le Maire, Rachida Dati, Olivia Grégoire, Roland Lescure)... Le gouvernement espérait, avant la dissolution annoncée par Emmanuel Macron, lancer courant juin un plan mode, pour muscler ce secteur qui porte haut les atouts tricolores. Avec notamment la création d'un incubateur et un meilleur rassemblement des forces vives autour de l'Institut français de la mode et de la Banque publique d'investissement.



CATTALINA/GETTY IMAGES/ISTOCK



« A tous ceux qui pensent que les énergies renouvelables c'est pour les poètes, je leur dis : regardez en Chine ! »

Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie, qui a fait du développement des énergies propres son cheval de bataille.

ENGIE

143 000

C'est le nombre d'entreprises françaises qui exportent. Franck Riester, qui pouvait se réjouir de ce chiffre, devait partir le 17 juin à leur rencontre. Sa « tournée de l'export » était bien ficelée pour débiter par le Centre-Val de Loire. Au programme, des visites de PME et ETI (cosmétiques, vins...). Le ministre délégué chargé du Commerce extérieur voulait en profiter pour faire un premier bilan du plan « Osez l'export » lancé il y a un an. La dissolution l'amène à annuler son voyage.

AXE COMMERCIAL

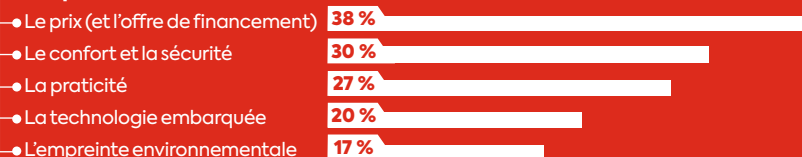
Surprise d'un homme d'affaires français en visite à Jérusalem, à la mi-mai. Dans son bureau, le ministre de l'Economie israélien lui déroule le plan d'un futur axe commercial pour rallier l'Asie et l'Europe, en faisant transiter les marchandises par des pays alliés du Moyen-Orient : l'Arabie saoudite, la Jordanie, Israël et... les territoires palestiniens. Une vision optimiste de l'avenir.

L'automobile fait toujours rêver

Des 14 000 personnes interrogées en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, plus d'un quart déclare avoir un projet d'achat automobile. Mais selon les pays, les raisons diffèrent : le prix, puis la sécurité et le confort côté français, l'innovation et la technologie pour les Espagnols, la praticité pour les Allemands, le coût de maintenance pour les Américains, et l'impact environnemental pour les Italiens.

27 % des sondés envisagent d'acheter une voiture dans les douze prochains mois.

Principales motivations



SOURCE : ÉTUDE DAILYMOTION ADVERTISING



Macron-Scholz, un duo à l'agonie

La presse étrangère désigne les deux dirigeants comme les grands perdants des européennes.

Emmanuel Macron et Olaf Scholz bras dessus, bras dessous, lors d'une visite amicale du président français à Potsdam. Le cliché date de juin 2023, un an tout juste avant des élections européennes catastrophiques pour les leaders du couple franco-allemand. Outre-Rhin, sur sa Une du 11 juin, la **Taz** reprend la photo, mais les surnomme désormais les « Blues Brothers européens »... 31,4 % pour le Rassemblement national. 16 % pour l'AfD, dont le chef de file avait assuré pendant la campagne que « tous les SS n'étaient pas des criminels ». En face, les sociaux-démocrates de Scholz ont réalisé leur plus mauvais résultat en cent cinquante ans d'existence (14 %), au même niveau que le parti présidentiel en France. « Le roi est nu au centre de l'Europe et il s'effondre dans son cœur carolingien : Macron et

Scholz sont les deux immenses perdants de ces élections », résume le **Corriere della Serra** en Italie.

Face au verdict des urnes, le locataire de l'Élysée a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale. Un tremble-

ment de terre politique français, avec des secousses européennes. « Macron joue à la roulette avec l'avenir de la France, et met en jeu celui de l'Europe au passage », estime l'hebdomadaire britannique **The New Statesman**. A Bruxelles, **Politico** compare le président français à « David Cameron lançant un référendum sur le Brexit dans le seul but de faire taire les eurosceptiques de son camp ». Avec le résultat que l'on connaît.

Mais le « maître des horloges » français bénéficie de la comparaison avec son homologue allemand. « Au moins, il ose faire quelque chose », appuie **Der Spiegel**, soulignant en creux la paralysie du chancelier. Le journal allemand décrit « une manœuvre risquée, mais qui convient au joueur Macron : il ne peut pas rester un spectateur passif comme Scholz, qui en a fait sa marque de fabrique politique ». Le magazine se souvient d'un coup similaire en 2005 : « Dos au mur, Gerhard Schröder avait provoqué un vote de confiance au Bundestag pour faire passer son programme controversé. Tout était allé de travers pour lui. La même chose pourrait se passer pour Macron. » *

CORENTIN PENNARGUEAR



1

ROYAUME-UNI

Sunak enchaîne les couacs

Depuis son annonce d'élections anticipées, le Premier ministre britannique multiplie les bourdes. Le 6 juin, Rishi Sunak a manqué une partie des cérémonies du Débarquement en Normandie, rentrant à Londres pour un entretien télévisé. La presse anglaise, unanime, y voit « la pire erreur politique de sa carrière », annonciatrice d'un désastre électoral en juillet.



6

ÉTATS-UNIS

Immigration : Biden durcit le ton

A cinq mois de la présidentielle, Joe Biden (*photo*) montre les muscles sur le dossier migratoire. L'hôte de la Maison-Blanche a annoncé, le 4 juin, que la frontière avec le Mexique serait fermée aux demandeurs d'asile quand leur nombre dépasse les 2 500 par jour. Son administration compte aussi faciliter les expulsions d'immigrés illégaux. Biden assure vouloir ainsi « reprendre le contrôle des frontières », avec les mesures migratoires les plus strictes jamais imposées par un gouvernement démocrate, au risque de fâcher son aile gauche. Dans les sondages, la gestion des sans-papiers constitue la deuxième préoccupation principale des électeurs américains, juste derrière l'inflation.

A. SCHULTZ/LA MAISON-BLANCHE

2

UKRAINE

Des promesses en cascade pour Zelensky

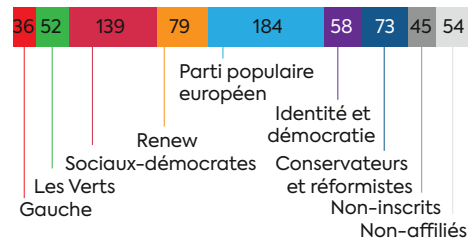
De passage en France pour les cérémonies du Débarquement, Zelensky ne repart pas les mains vides. Le président ukrainien, qui s'est exprimé devant une Assemblée nationale désertée par l'extrême droite et l'extrême gauche, a obtenu plusieurs promesses de Macron : des avions Mirage 2000-5, 650 millions d'euros d'aide et un plan pour envoyer des instructeurs militaires occidentaux en Ukraine. Il a aussi reçu l'assurance d'un soutien américain « inébranlable » de la part de Biden. En face, Poutine a menacé de fournir des armes à des organisations pouvant frapper les intérêts occidentaux.

3

UNION EUROPÉENNE

Le Parlement penche très à droite

Le 9 juin, le PPE a renforcé sa place de premier groupe politique d'Europe en gagnant de nouveaux eurodéputés pour la première fois depuis vingt ans. Les conservateurs remportent 184 sièges, soit 45 de plus que les sociaux-démocrates, deuxième force politique du Parlement. Les Libéraux et les Verts sont les grands perdants du scrutin. À l'inverse, les forces d'extrême droite peuvent se prévaloir de très bons résultats, notamment en France, en Italie, en Autriche et en Allemagne.



L'EXPRESS

5

ISRAËL

Netanyahou, seul avec l'extrême droite

Au lendemain de la libération de quatre otages dans la bande de Gaza, Benny Gantz a annoncé sa démission du cabinet de guerre israélien, le 9 juin. L'ancien chef d'état-major avait accepté de rejoindre la coalition d'union nationale menée par son ennemi juré, Benjamin Netanyahu, après les massacres du 7 octobre. Il reproche désormais au Premier ministre d'empêcher Israël « d'avancer vers une réelle victoire » contre le Hamas en négligeant l'après-guerre. Sa démission ne fait toutefois pas chuter le gouvernement israélien, composé de Netanyahu et de ses alliés messianiques, qui veulent intensifier la guerre et installer des colonies à Gaza.

4

IRAN

Une présidentielle entre ultraconservateurs

Sans surprise, aucun candidat modéré ne sera autorisé à succéder à Ebrahim Raïssi, le président iranien mort dans un accident d'hélicoptère le 19 mai. Le Conseil des gardiens a annoncé la liste des six hommes qui se présenteront à la présidentielle du 28 juin : tous appartiennent aux forces les plus conservatrices et radicales de la République islamique. Même l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) a vu sa candidature rejetée. Dans ce processus opaque, le président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, fait figure de favori, aux côtés du maire de Téhéran Alireza Zakani.

NOUVELLE MG3 HYBRID+

À PARTIR DE **149€** TTC/mois⁽¹⁾

1^{er} loyer de 3 390€ TTC

LLD 37 mois, 30 000 km

**PORTES OUVERTES
DU 13 AU 17 JUIN**

Selon autorisation préfectorale



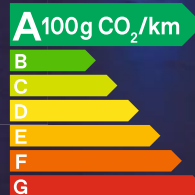
Consommation (cycle mixte WLTP) Gamme nouvelle MG3 : 4,4l/100 km
- Émissions de CO₂ (cycle mixte WLTP) : 100 g/km. Règlement 2018/1832.
Valeurs au 20/03/2024 susceptibles d'évolution. Plus d'informations sur mgmotor.fr

Garantie 7 ans ou 150 000 km. Détails et exclusions sur mgmotor.fr

*SMART = Intelligente

**À titre indicatif. Scénarios de conduite pouvant s'activer plus ou moins tôt selon charge de batterie, besoin d'accélération ou environnement de conduite.

***France métropolitaine, Corse et DROM



Modèle présenté : Nouvelle MG3 Hybrid+ Luxury avec option peinture métallisée aux mêmes conditions : **259€** TTC/mois

(1) Exemple pour une Nouvelle MG3 1,5L Hybrid+ Standard neuve hors option en Location Longue Durée sur 37 mois et 30 000 km maximum soit 36 loyers mensuels de 149€ TTC après un 1^{er} loyer de 3 390€ TTC. Offre non cumulable réservée aux particuliers pour toute commande d'un véhicule en LLD jusqu'au 31/08/2024 et livré au plus tard le 27/09/2024 dans la limite des stocks disponibles et dans le réseau participant en France métropolitaine et Corse, sous réserve d'acceptation par DRIVALIA Lease France, SA au capital de 68 954 580,86€, 1 Rue Victor Basch - 91300 MASSY, 342 499 126 RCS Evry. Intermédiaire d'assurance inscrit à l'ORIAS sous le N° 12 066 654 (www.orias.fr). Prix TTC excluant les frais de mise à la route valables dans le réseau participant et dans la limite des stocks disponibles. Détails et conditions sur mgmotor.fr



+ZEN

Sensation de conduite
électrique sans recharge

+SMART*

Conduite électrique
jusqu'à 60km/h**

+EFFICACE

Seulement 4.4l/100 km
avec la motorisation Hybrid+

LA CITADINE HYBRIDE SANS RECHARGE

La nouvelle **MG3 Hybrid+**, c'est la citadine hybride polyvalente qui va vous emmener + loin grâce à sa motorisation « **Full Hybrid** » non rechargeable. Sa tenue de route remarquable, son excellente insonorisation ou encore ses nombreuses aides à la conduite MG Pilot vous garantiront une véritable sérénité lors de tous vos trajets. **Rendez-vous dès maintenant dans l'une de nos 160 concessions ***** pour essayer la nouvelle **MG3 Hybrid+**.

Essayez, comparez, vous choisirez MG.

HASARDEUX

Emmanuel Macron, les scénarios de juillet

« Aimez-moi les uns les autres » :
le président veut multiplier
les interventions en juin. Mais ce qui
se passera après ne dépendra plus de lui...

PAR LAURELINE DUPONT ET ÉRIC MANDONNET

Vouloir pour obtenir. C'est à cela que ressemble, parfois, la vie d'un président. Début juin, lors des commémorations, Emmanuel Macron n'a pas besoin de remuer ciel et terre pour satisfaire son souhait : passer les troupes en revue, seul, délesté de la présence encombrante du chef d'état-major des Armées, et de celle du ministre des Armées. Images solennelles, le chef de l'Etat en majesté. « Demande expresse de l'Elysée. » « C'est le chef des armées mais pas une autorité de commandement », s'empare un gradé. Après enquête, il s'agit d'une rechute. « Cela fait des années » qu'Emmanuel Macron privilégie une présence solitaire devant les militaires. Il arrive que le pouvoir ne se partage pas.

Vouloir pour obtenir. Quitte à s'asseoir sur la Constitution : un président ne devrait pas faire cela. Dimanche 9 juin, à l'Elysée. Devant les responsables de la majorité, Emmanuel Macron évoque son

intention de dissoudre. Puis il entame un tour de table en donnant la parole à Yaël Braun-Pivet. La présidente de l'Assemblée nationale a appris quelques heures plus tôt qu'elle était conviée à l'Elysée, alors qu'on l'oublie « une fois sur deux ». Mais elle ne se contente pas de se satisfaire d'être présente, elle veut un tête-à-tête avec le chef de l'Etat. Parce qu'elle n'est pas d'accord avec lui ? Sans doute. Mais aussi parce que

la Constitution l'exige, tout simplement, via son article 12, qui parle d'une « consultation ». La voici à peine mieux traitée que Gaston Monnerville sondé (pas même prié de s'asseoir) par le général de Gaulle en 1962 : « Monsieur le président du Sénat, la Constitution me fait obligation de vous demander votre avis. Mais votre avis je le connais. Je vous remercie. » Yaël Braun-Pivet a pu ne pas rester debout.

« L'enfant qui n'a qu'à vouloir pour obtenir se croit le propriétaire de l'univers », foi de Jean-Jacques Rousseau. Ou le propriétaire des institutions, du calendrier, des oppositions, c'est selon. Aujourd'hui, le président ne peut compter que sur les idiots utiles du macronisme, ces élus qui ne pensent plus rien mais sont prêts à tout pour chasser le lepénisme – et ce n'est jamais bon signe pour un président d'en être réduit à cela. D'autant que ces idiots utiles qu'on essaie d'appâter au nom de la patrie en danger sont de moins en moins conciliants. Sauver Macron pour écarter le RN n'est pas leur priorité, ils veulent surtout préserver leur avenir.

Décidément, il ne peut compter que sur lui-même. Dès le dimanche soir, jour de scrutin, le chef de l'Etat prévient ses ministres, trois interventions par semaine jusqu'aux élections ; il avait été absent de la campagne des législatives en 2022, cette fois-ci on le verra matin/midi/soir, l'enfant gâté n'est jamais rassasié, surtout quand il s'agit de s'écouter. Si seulement il pouvait imprimer des affiches avec son slogan rêvé... « Aimez-moi les uns les autres » – la formule est soufflée par un stratège du président. « Il imagine qu'il lui suffit d'arriver pour tout changer », « il aime se mettre en scène comme un surhomme » : les formules acerbes, signées François Bayrou, visaient alors « l'égocratie » d'un autre président, Nicolas Sarkozy dépeint sous les traits de « l'enfant barbare ».

Evidemment, Emmanuel Macron a confiance en lui, « il se regarde trop pour voir les autres », escamote un ancien ami. Ce 9 juin, les résultats lui ont sauté au visage et avec eux la figure marmoréenne et juvénile de Jordan Bardella. Il n'a pas eu d'autres choix que de voir. Il a pris la pleine mesure du bouleversement, il a voulu montrer qu'il ne détournait pas le regard mais l'un de ses interlocuteurs quotidiens se souvient encore de cette analyse présidentielle livrée dans un sourire quelques semaines avant le scrutin : « Les gens





A ses ministres le 9 juin, le chef de l'Etat a annoncé : « Je ferai trois interventions par semaine jusqu'aux législatives. »

m'aiment mais ils ne supportent plus le gouvernement. » Réplique amusée du visiteur : « Les Français nous détestent ! » « Non, ils vous détestent ! » Qu'il est bon de rire. Qu'il est bon d'y croire.

La dissolution ? Le résultat d'une quête, entamée depuis les gilets jaunes, de « respirations démocratiques », selon un conseiller élyséen. Ou la dépersonnalisation érigée en art de vivre. Le problème ne s'appelle pas Emmanuel Macron mais encore et toujours les institutions, les oppositions... Voyez donc sa cote de popularité : « Elle demeure assez forte, même très forte chez nos sympathisants », se réjouit-on à l'Elysée. Le verre à moitié plein. Rappeler qu'il avait promis de renouer avec la jeunesse pour sa réélection et constater que deux ans plus tard seuls 5 % des 18-34 ans ont voté pour la majorité ? Le verre à moitié vide, inutile d'insister.

On connaissait Emmanuel Macron le comédien, le voici scénariste. Mais pas maître du jeu. Bien sûr, il aura tenté d'attirer sous la bannière présidentielle, avant la clôture du dépôt des candidatures le 16 juin à 18 heures, quelques bonnes volontés ; évidemment il sera enclin, au

lendemain du premier tour, quand chacun choisira son camp, de trouver un clivage qui lui soit favorable. Mais au lendemain du 7 juillet, lorsque la nouvelle Assemblée nationale aura été désignée, plusieurs cas de figure peuvent se présenter.

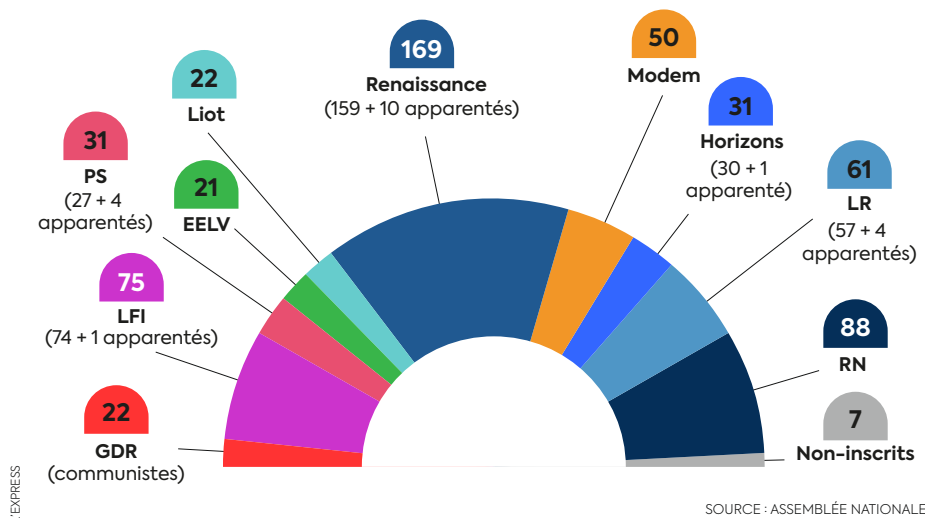
Le plus défavorable ? Le Rassemblement national et ses éventuels alliés détiennent la majorité absolue. Dans ce cas, le président « respectera les institutions », avancent ses proches (qui ne peuvent évidemment pas dire autre chose à ce stade, au risque de transformer le scrutin en référendum pour ou contre Macron). Il garde en théorie le pouvoir de choisir le Premier ministre dans les rangs du parti majoritaire. Mais on se rappelle que lors des cohabitations, le choix de François Mitterrand fut contraint : en 1986, il fit mine d'hésiter entre Jacques Chirac, Jacques Chaban-Delmas et Valéry Giscard d'Estaing, chez qui des émissaires furent envoyés ; mais la décision de nommer le premier s'imposa vite en évidence. En 1993, le socialiste n'eut d'autre liberté que d'appeler Edouard Balladur, que son président de parti avait désigné pour aller à Matignon. En 2007, avec Jacques Chirac,

le fléchage fut tout aussi évident : Lionel Jospin, premier secrétaire du PS arrivé en tête, devient, dès le lendemain matin, chef du gouvernement.

Deuxième scénario : la majorité présidentielle se sauve, mieux, s'accroît pour devenir absolue. Emmanuel Macron devient le Machiavel des temps modernes. Ou un simple capitaine de mauvais temps si le cabotage organisé tant bien que mal depuis 2022 se poursuit.

Troisième scénario : il faut bâtir une entente avec les forces de « l'arc républicain » se présentant sous leurs propres bannières (LR, PS, etc.) et qui dépasseraient l'extrême droite. « Cette coalition » impossible au fil de l'eau, peut se provoquer par les urnes », veut-on croire à l'Elysée. Mais une donne institutionnelle nouvelle viendrait perturber ces scénarios. Au début de la prochaine législature, prime sera donnée aux petits groupes susceptibles de voter, le cas échéant, une motion de censure : ils seront en effet en position de force pour obtenir gain de cause et voir leurs caprices satisfaits dès lors que le président ne pourra pas dissoudre pendant un an.

Une Assemblée nationale déjà éclatée aujourd'hui



► Fini de jouer. Le temps aidant, le président s'est cru autorisé à n'en faire qu'à sa tête. Ni Dieu, ni maître, la liberté s'arrête où commence le cynisme. Car c'en était de délibérément placer l'examen du projet de loi sur la fin de vie en pleine campagne des européennes, à seule fin électoraliste, avec l'espoir d'adresser un clin d'œil à la gauche et, en même temps, d'embarasser François-Xavier Bellamy, qui avait été rattrapé par ses positions conservatrices lors des européennes de 2019. A présent, le texte a été emporté par la dissolution, il ne reste que l'impression d'une immense duperie. Emmanuel Macron et le sens du moment, tragédie en plusieurs actes. Souvent, en privé, il questionne : « Comment fait-on l'opinion publique

dans une campagne ? » Lui a bien sa petite idée, répétée, ressassée : « Il faut saisir son moment. » C'est ce qu'il a fait en 2017 en allant au-devant des salariés de Whirlpool, ce qu'il a cru faire en changeant de gouvernement en janvier dernier et en installant à Matignon celui qui devait tordre le cou à Bardella lors des européennes. C'est aussi ce qu'il amorce désormais avec cette dissolution dont l'un de ses proches explique qu'elle aurait été subie si elle avait été consécutive à une censure au moment du budget, à l'automne prochain. Le président, finalement, a saisi son moment. Mais les conséquences, plus encore que les fois précédentes, apparaissent incertaines. L'heure d'apprendre que vouloir ne permet pas toujours d'obtenir ? *

La forme avant le fond

Bardella : les secrets de son ambition

Jeunes et friands de réseaux sociaux, le président du RN et ses proches ont misé sur une communication superficielle et dépourvue d'idéologie.

Année 2019. Jordan Bardella a 23 ans, des costumes un peu mal taillés, une démarche pas encore très assurée et une largeur d'épaule moins impressionnante. Porte-parole du Rassemblement national, il vient d'être nommé tête de liste pour les élections européennes et aime le répéter : « J'irai là où Marine me dira d'aller. » Cinq ans plus tard, il vient de remporter ces mêmes élections avec 31,4 % des voix et

travaille sur le plan qui pourrait faire de lui le nouveau Premier ministre, après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron. Pensait-il, déjà, à l'époque, que son parcours de parfait apparatchik pourrait le conduire à Matignon ?

A 16 ans, quand il s'encarte au Front national pour la première fois, Jordan Bardella fait partie de cette génération qui

voit dans l'arrivée de Marine Le Pen le renouveau de l'extrême droite. La fille de Jean-Marie est-elle celle qui parviendra, enfin, à sortir leur camp de la marginalité et à porter le FN (devenu RN) au pouvoir ? Chez les jeunes, souvent, le premier engagement se fait aux marges. Pas celui de Jordan Bardella. Biberonné à la culture de parti et sensibilisé à la quête de respectabilité, il est déjà persuadé que le salut ne peut se trouver que dans l'appareil. Alors, il achète ses premières vestes et chaussures cirées, occupe les forums du mouvement de jeunesse du FN et commence à tisser son réseau. Jamais un mot de travers, jamais un pas de côté, le doigt sur la pliure du pantalon (à pinces désormais). S'il n'avait pas fait de politique, d'ailleurs, Jordan Bardella aurait aimé entrer dans les forces de l'ordre. A défaut, c'est au parti qu'il prend du galon, et passe en quelques années de responsable de la fédération locale de Saint-Denis à président du RN.

Dans les clous, toujours, mais jamais bien loin d'une jeunesse radicale qui évolue dans le même écosystème et qu'il croise régulièrement dans les bars étudiants du VI^e arrondissement parisien. Car Paris est tout petit pour ceux qui communient dans une même idéologie identitaire. Groupuscules, syndicats, jeunes LR, RN et proches de Dupont-Aignan, tous se connaissent et se côtoient. A l'époque, Jordan Bardella l'assure, déjà : « Tous les chemins mènent au RN. » Il entraîne avec lui une poignée de jeunes militants qui constituent, aujourd'hui, sa garde rapprochée et partagent tous la même conception de l'identité française. C'est avec eux qu'il a mené cette campagne européenne. Certains, comme ses conseillers François Paradol et Donatien Véret, sont de purs produits frontistes. Engagés à l'époque où la dédramatisation était un lointain concept, où l'on se passait encore des auteurs antisémites sous le manteau en écoutant les diatribes de Jean-Marie Le Pen. D'autres viennent d'un milieu plus groupusculaire. C'est le cas de son ami et ancien assistant parlementaire Pierre-Romain Thionnet, tout juste élu eurodéputé. Ancien secrétaire général de la Cocardie, un syndicat étudiant radical qui fournit des cadres au RN, le jeune homme est un lecteur assidu des auteurs de la Nouvelle droite, de Dominique Venner à Guillaume Faye, et en a beaucoup abreuvé le président du RN. Alexandre Loubet,

directeur de la campagne des européennes, député de Moselle et chargé de chapeauter les prochaines législatives, est issu des rangs de Nicolas Dupont-Aignan. Arthur Perrier, son jeune directeur de cabinet proche des réseaux zemmouristes, et Victor Chabert, un rallié plus récent, ancien journaliste à Europe 1, chargé des relations presse depuis septembre 2022.

Des profils hétérogènes, qui ont rapidement trouvé le mot d'ordre de leur première campagne nationale : le verrouillage. Tous ont bien en mémoire ces fois où fuites, divisions, et critiques anonymes dans la presse ont miné des aventures électorales. On avait donc prévenu les équipes : « Vous ne parlez pas aux journalistes. » « On est en mode commando », assurait, ravi, Alexandre Loubet à l'automne. Le bataillon a bien tenu. Pas grand-chose n'a filtré, et quasiment rien n'a réussi à entacher la campagne de leur champion. Ni le très maigre bilan de Jordan Bardella au Parlement européen, où il n'a déposé que 76 amendements, a séché 75 % de ses séances en commission et n'est l'auteur d'aucun rapport. Ni les projets de « remigration » envisagés pour des citoyens d'origine étrangère par ses alliés allemands au Parlement européen, ou les connexions russes de certains d'entre eux. Pas plus que ses revirements, notamment sur les prix planchers, la sortie de la France du commandement intégré de l'Otan ou celle du marché européen de l'électricité. Depuis septembre, aucune des contradictions du candidat n'a eu d'impact sur les intentions de vote et rien n'a permis d'enrayer la dynamique frontiste.

Pendant neuf mois, Jordan Bardella a fait campagne dans un cocon, peu challengé sur le fond, avec la bénédiction de Marine Le Pen qui lui a laissé quasiment carte blanche. A chaque cadre qui venait quémander une place sur la liste, elle rétorquait qu'il fallait voir avec son poulain à qui « revenait le choix de trancher », trop contente de se délester du fardeau de la composition de la liste. La députée du Pas-de-Calais répète souvent à ses proches que 2019 fait partie de ses pires souvenirs politiques. Elle a prévenu Jordan Bardella : « Avec ces listes, tu fais 20 heureux et 200 déçus. » L'eurodéputé a choisi de gérer ça à sa manière : « Il règle les conflits en faisant en sorte que tout se sache au dernier moment, et quand on l'apprend, c'est trop tard pour râler », résume un candidat.

Plus qu'en 2019, il a réussi à imposer une image personnelle. Quasiment une marque de fabrique. A mi-chemin entre la caricature physique du ténor de droite à l'ancienne et la star des réseaux sociaux. Une vitrine lisse, une surface de projection facile, qui a ravivé l'intérêt d'électeurs acquis à la droite sur fond de : « Il est bien ce jeune, il parle bien. » Ce n'est pas sorcier. De la retraitée qui voyait bien en l'eurodéputé un gendre idéal, au jeune patron séduit par les signaux probusiness distillés à longueur de campagne, en passant par le lycéen fan des « clashes » télévisés du jeune premier, presque aucune case n'a échappé à la « Bardellamania ».

Et pour ça, pas besoin de se fouler. Une communication bien rodée, un sourire affable et une multitude de plateaux télévisés. L'image du parti a évolué et Bardella est devenu le parfait représentant de cette version 2.0. Un RN plus marketing, TikTok compatible, que l'on commercialise en s'encombrant le moins possible de l'idéologie. Les réseaux sociaux ont été noyés sous un flot de vidéos de « coulisses » du candidat. Totalement dépourvus de fond, ces extraits courts où l'on aperçoit Jordan Bardella boire d'un trait du vin blanc ou grignoter des bonbons avant un débat comptabilisent des centaines de milliers de vues. Une tendance « télé réalité », qui agace certains cadres du parti. « Le côté visuel, oui c'est bien et on en a besoin, mais il ne faut pas que ça se fasse au détriment du fond », pique un proche de Marine Le Pen.

Même les anciens n'en reviennent pas. A Marseille, le 2 mars, pour le meeting de lancement de la campagne, la députée Laure Lavalette hallucine devant le flot de jeunes militants qui se pressent pour remplir la salle. « C'est dingue, ma fille est venue avec des copains ingénieurs, il y a des gens normaux, c'est fou mais c'était impensable quand j'étais jeune. Avant il y avait les renseignements généraux dans la salle et on se planquait pour venir. »

Désormais, la Macronie tresse des louanges à l'héritier de Jean-Marie Le Pen et la droite lui reconnaît un côté quasiment chiraquien. Oubliant presque les déclarations de l'aspirant Premier ministre qui n'a jamais amendé son discours sur la sécurité, l'immigration, le grand remplacement (la théorie raciste et complotiste popularisée par Renaud Camus) dont il reconnaît le « phénomène », et tape souvent plus fort que Marine Le Pen sur les sujets sécuritaires et migratoires. Derrière les selfies et les citations d'OSS 117, Jordan Bardella ne s'est jamais départi de l'idéologie frontiste, multipliant les clins d'œil identitaires, comme lorsqu'il déclare que « l'islam n'a pas poussé dans les prairies normandes » ou qu'il entend contrer le « déclin civilisationnel » auquel la France ferait face. La vitrine est brillante, les équipes sont neuves, le produit mieux emballé, mais c'est toujours le discours historique du Rassemblement national que portent Jordan Bardella et la nouvelle génération frontiste. ✱ MARYLOU MAGAL



Le poulain de Marine Le Pen est devenu le représentant d'une version 2.0 du RN.

Porte ouverte

François Ruffin, un coup d'avance

Capitaine de la création du nouveau « Front populaire », l'insoumis se pose comme alternative à Mélenchon pour mener l'union des gauches.



« Il a saisi la gravité du moment et s'est installé en position de [pivot] », dit un socialiste.

A gauche, un revolver sur la table. Une seule balle dans le barillet. Qui allait canarder l'autre ? Raphaël Glucksmann ? Jean-Luc Mélenchon ? Tout compte fait, c'est François Ruffin qui l'a tirée, prenant de court le leader de LFI et le nouveau chantre socialiste avec son appel à un nouveau « Front populaire ». La dissolution a changé la donne, précipité les choses. Il était urgent de ne pas attendre. Exit les conseils d'Olivier Faure – temporiser les coups de menton, coordonner les voix de l'union pour mieux préparer le chemin de la gauche en 2027 et cornériser Mélenchon. L'insoumis de la Somme a grillé la priorité, les conditions l'obligeaient. Compliment, un brin amer, d'un socialiste hier contempteur de la Nupes et pas vraiment un aficionado de Ruffin : « Il a saisi la gravité du moment et s'est installé en position de centralité. Qui est le pivot désormais ? C'est lui. »

Si la politique est parfois une question d'arithmétique, c'est souvent une affaire de dynamique. Et, à gauche, c'est aussi une histoire de gri-gri. On invoque le glorieux passé de la gauche dans les moments fatidiques. Ainsi, en 2022, Mélenchon appelait-il déjà à un nouveau Front populaire, lui qui tenait fermement le talisman de

l'union du haut de ses 22 % à la présidentielle. Les autres partis de gauche, alors décimés, n'avaient d'autres choix, pour survivre, que de le rejoindre dans un accord législatif lesté d'un lourd programme de 650 mesures. Un joyau qu'il a abandonné au fil de l'eau, avec l'affaire Quatennens, d'abord, son coup de Trafalgar contre l'union syndicale dans la bataille des retraites, ses tergiversations sémantiques après le 7 octobre et, enfin, ses outrances et ses sous-entendus que beaucoup ont qualifié d'antisémites. Les européennes allaient donc changer la donne, mais comment mettre Mélenchon sur la touche sans le fâcher, ni lui ni ses plus fidèles ? Faire avec lui mais sans lui, en somme. Le dire sans le dire, aussi.

Bien qu'en tête à gauche au soir des élections européennes du 9 juin, les socialistes d'Olivier Faure ont donc sciemment laissé François Ruffin récupérer le talisman de l'appel à l'union des gauches. « La condition d'existence de Mélenchon est liée à l'absence d'alternative. Ruffin a ouvert une porte », veut croire un socialiste unitaire. Le clan du premier secrétaire n'a eu qu'à se faire l'écho de Ruffin, laissant ses détracteurs internes au PS – eux qui rêvaient d'un réveil

social-démocrate – prendre le risque de relancer une guerre des roses en décalage avec la situation politique. « Je n'ai pas d'adversaires à gauche, j'ai des désaccords profonds, mais je ne vais pas prendre le moindre risque face à l'extrême droite », dit prudemment Nicolas Mayer-Rossignol, opposant de Faure. Face au coup de force du RN et à l'appel à la lutte de Ruffin, les audacieux d'hier se révèlent plus mesurés. Même son de cloche chez Carole Delga, qui se refuse à rejouer 2022 et espère que LFI en fasse de même. L'option Ruffin, un mal pour un bien.

Le député sortant et réalisateur de *Merçi patron !* ne s'en est jamais caché : il se prépare à porter le drapeau de la gauche. Celui qui s'organise financièrement avec un budget dépassant le million d'euros – aidé par le philanthrope Olivier Legrain, comme l'a révélé *L'Express* – a sonné le tocsin à gauche à l'aune de cette dissolution. Il veut « faire mieux », comme l'appelait de ses vœux le chef insoumis au soir du premier tour de 2022, et surtout différemment. Son plan a commencé par la Une de *L'Obs* et sa main tendue au PS : « Je suis social et démocrate », sa volonté de changer de ton, en opposition au bruit et à la fureur de bien des insoumis, et se termine avec ces mots, les soirées européennes : « Moi, je veux gagner. »

Mais a-t-il besoin de plus désormais ? « Les syndicats », murmurent certains de ses amis. La CGT a très vite repris le mot d'ordre du Front populaire de Ruffin, qui a lancé une plateforme du « front commun » face à l'extrême droite dans cette campagne des législatives. Et cela pendant que les partis de gauche bavardaient de l'accord électoral à venir. Tous, y compris LFI et Place publique, ont approuvé sa démarche en signant un début d'accord qui tourne la page de la Nupes. Il y a quatre ans, celle-ci scandait : « Mélenchon, Premier ministre ! » D'aucuns suggèrent aujourd'hui en chuchotant Ruffin comme tête de pont de la campagne éclair des législatives. Premier ministrable, lui aussi ? Le plus dur est fait : instaurer une bataille de lignes au sein de LFI, de tons surtout, de méthodes, de « courants », osent certains, ce qui est pourtant censé ne pas exister dans la machine insoumise. Ces mêmes peccadilles de partis qui poussaient Mélenchon à claquer la porte du PS en 2008 reviennent à présent lui tendre un piège. « Il est minuit moins cinq avant l'extrême droite », aime à répéter Ruffin. Avant la retraite de Mélenchon aussi ? ★

OLIVIER PÉROU



Le regard d'Anne Rosenthal

Nous avons plongé le 9 juin dans un inconnu vertigineux

Un pays sur les dents se lance à nouveau dans cette machine à fracturer qu'on nomme débat politique. Que peut-il ressortir de ces vingt jours avant législatives ?

Soyons honnêtes : personne ne s'y attendait. Les Français devant leur téléviseur hier ont été cueillis dans le ronron habituel des plateaux de soirs d'élections par un Emmanuel Macron inhabituellement bref et sévère, annonçant : « J'ai décidé de vous redonner le choix de notre avenir parlementaire par le vote. Je dissous donc ce soir l'Assemblée nationale. » Depuis lors, chacun essaie de comprendre le sens et le pari de la décision présidentielle. Quel est le plan ? Quel est le calcul ? Surfer sur la faiblesse des oppositions hors Rassemblement national, afin d'obliger à une recomposition face à la menace Bardella ? Mobiliser un vote utile, et forcer une coalition de bloc central ? Ou alors purger l'hypothèse RN à l'Élysée en 2027, en l'installant dès cet été à Matignon pour qu'il y démontre son incurie ? On sait le président amateur de tactique, et chacun allait, ce lundi matin, de sa lecture pour expliquer la décision présidentielle et son calendrier.

Quoi qu'il en soit, la France vient d'entrer dans vingt jours d'une grande intensité politique. Emmanuel Macron a saisi dimanche l'occasion du score sans précédent du RN aux européennes pour prendre acte de l'impasse politique dans laquelle les Français l'avaient placé deux ans plus tôt : lors des législatives 2022, ils avaient réélu un président auquel ils n'avaient pas donné, dans la foulée, de majorité pour gouverner, le contraignant ainsi à l'exercice d'un « pouvoir impuissant ». En plus d'installer le pays dans une situation d'immobilisme difficilement tenable, cette situation faisait bouillir chaque jour un peu plus la Cocotte-Minute du rejet présidentiel, et des procès en illégitimité. C'est pourquoi, après avoir tenté de convaincre les Républicains de gouverner avec lui, et après avoir écarté plusieurs fois l'hypothèse d'une consultation référendaire, Emmanuel Macron a choisi de dissoudre. Et de fixer le premier tour des législatives au 30 juin prochain.

Que fera-t-il de ces vingt jours ? Ce « retour au peuple » – qui se veut un geste gaulliste – ne réglera pas grand-chose de la crise profonde que nous traversons, s'il ne consiste qu'à mobiliser des segments électoraux en espérant, par leur addition, arriver à une majorité de fortune. Contrairement à ce que dit la formule éculée : la politique, ça n'est pas de l'arithmétique. Qu'est-ce ? Une promesse assez simple : que par l'exercice du diagnostic, du débat et du vote, l'on prendra des décisions pour l'intérêt général. Cela nécessite de s'adresser à tout le monde, et non de galvaniser des clientèles. Cela implique de prendre en compte une multitude de diagnostics, y compris celle de sociologies qui ne votent pas pour soi.

Notre nation ne peut laisser se creuser encore la fracture culturelle, sociale, et géographique qui la cisaille au sang. Un coup d'œil à la carte, au lendemain de



L'enjeu du futur scrutin : s'adresser à tous et non galvaniser des clientèles.

ce scrutin européen, suffit à comprendre l'ampleur du divorce : le RN arrive en tête partout, sauf dans les métropoles et leurs environs immédiats. A Toulouse : PS-Place publique premier (21,3 %), LFI deuxième (19,8 %) ; à Rennes : PS-Place publique premier (24,9 %), LFI deuxième (17,9 %) ; à Nantes : PS-Place publique premier (23,8 %), LFI deuxième (15,4 %) ; à Bordeaux : PS-Place publique premier (22 %), Renaissance deuxième ; à Grenoble : LFI première (21,9 %), PS-Place publique deuxième. Et c'est bien sûr pareil à Paris, Lyon, ou Lille. Deux mondes se font face. Les métropoles, cœurs battants de l'économie des services, concentrent toute la croissance et ses bienfaits, comme des îlots « sous bulle » d'une France-qui-va-bien. Ailleurs, les scores du parti lepéniste sont impressionnants. « Il y a une France où l'on me dit : "Où tu connais des gens qui votent Macron ? On n'en voit pas autour de nous." Ils ont l'impression que c'est un complot », témoignait déjà en avril 2022 le sociologue Benoît Coquard, spécialiste de la France rurale.

Face une société qui se morcelle, il est urgent que les partis traditionnels refassent de la politique. Qu'ils aillent chercher d'autres sociologies, d'autres géographies que celles, chaque fois plus réduites, de leurs bases arrière électorales. Quitte à secouer, parfois, certains de leurs fidèles ! Qui aurait dit que de Gaulle, à peine arrivé au pouvoir, allait donner son indépendance à l'Algérie ? Au lieu de quoi, nous assistons depuis des années à une « archipélisation » des segments électoraux. Cela ressemble à de la politique, ça a le goût de la politique, mais ça n'est pas de la politique. La politique entend « métaboliser » les clivages – sans prétendre les effacer ; le clientélisme, lui, les exacerbe pour titiller les affects, et créer de la mobilisation militante.

C'est pourquoi beaucoup de Français ont accueilli l'annonce de la dissolution avec l'angoisse de replonger dans le cirque délétaire que constituent désormais nos campagnes électorales. Un pays sur les dents s'apprête à se lancer à nouveau dans cette machine à fracturer que l'on nomme aujourd'hui le débat politique. Que peut-il en ressortir en si peu de temps ? Par bien des aspects, nous avons plongé, hier soir, dans un inconnu vertigineux. *

ANNE ROSENCHER

Edouard Philippe

Le prétendant à contretemps

L'ancien Premier ministre, qui prépare en coulisses sa candidature à la présidentielle, doit composer avec la dissolution surprise de l'Assemblée.

On ne devrait jamais quitter Besançon. C'est là qu'Albert Savarus, cet avocat aux ambitions électorales affichées et assumées, avait prévenu : « Le jour des élections, je serai tout ce qu'il faudra que je sois. » Le héros de Balzac perdra tout, jusqu'à finir dans un couvent. Le 5 avril, Edouard Philippe est dans la préfecture du Doubs. Il connaît ses classiques et c'est tout sauf un hasard s'il prononce la phrase de Savarus. Les mots martèlent une détermination. L'ancien Premier ministre a ce qu'il appelle un infailible « volantomètre » : quand on veut une chose, il ne faut vouloir que cela, en vouloir deux, c'est ne pas vraiment vouloir. Mais la phrase est aussi riche de ses ambiguïtés. Être tout ce qu'il faudra être, c'est, sinon s'inspirer de Jacques Chirac et de son indépassable « Je vous surprendrai par ma démagogie », au moins prouver qu'on est prêt à beaucoup de choses. Même à des compromis, même à des radicalités, qui sait. voire à de la souplesse... Jusqu'où Edouard Philippe le prétendant est-il susceptible d'aller contre son histoire, contre sa personnalité, pour devenir le successeur ? Contre son tempérament, enfin ? Cet adepte du temps long subit l'accélération de l'histoire avec cette dissolution que lui, comme tant d'autres, n'avait pas vu venir.

La lucidité est une curieuse vertu. Elle vous libère des illusions. Mais agit comme un implacable révélateur de vos limites, parfois rédhibitoires pour l'élection suprême. Edouard Philippe ne manque pas de clairvoyance. L'homme mesure la soif de radicalité de l'époque. Dès 2017, Emmanuel Macron incarnait un dégagisme en col blanc. Au diable les gestionnaires, coupables de tous les maux. La supériorité technique rassurait ? Elle indiffère, au mieux, le triomphe de Jordan Bardella aux européennes l'a montré. Nourrit un procès en mépris social, au pire. Début juin, pour la troisième fois en dix ans – il y fut introduit par Henri de Castries en 2016 –, il participe à la conférence de Bilderberg à Madrid, une réunion du gratin mondial presque devenue une hérésie

à l'heure où populisme rime souvent avec complotisme, à l'heure où la raison a de moins en moins raison.

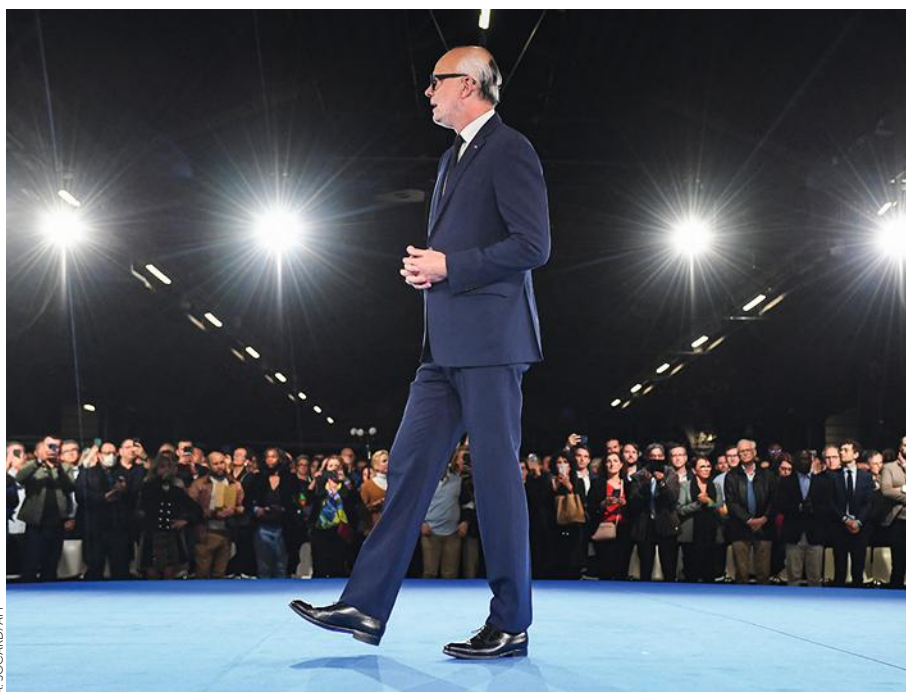
A quoi bon être subtil quand la nuance est suspecte ? Le président d'Horizons, fin lettré et vouant un culte à l'Etat, mesure ses propres insuffisances. « Le sérieux n'est pas caduc. Il sera toujours nécessaire, mais il risque bien de n'être plus suffisant », avance-t-il dans son ouvrage *Des lieux qui disent*. Il ne suffit pas d'être un bon élève pour être un bon président, encore moins un bon candidat.

Quand il écrit ces lignes, s'adresse-t-il une mise en garde ? Le maire du Havre a bâti sa popularité par sa gestion rigoureuse de la crise sanitaire. Son ton martial apaisait, loin des envolées lyriques de son supérieur. Mais les qualités d'un chef de gouvernement sont les failles d'un candidat à l'Elysée. « Edouard est conscient de ce que les gens racontent de lui. Le côté Juppé, ennuyeux... », confie un proche. « Il ne transporte pas », ajoute un autre. Un député qui l'a récemment rencontré loue un

« brillant analyste politique », mais guère « présidentiable ». Le maire du Havre échange avec Valérie Pécresse, grande brûlée de la présidentielle. Elle l'a prévenu : « Si tu n'es pas clivant, alors tu disparaîtras. » Qui imagine un tableau Excel à l'Elysée ?

Lui aussi était jugé trop « sérieux », incapable d'emporter un pays. François Fillon s'est débarrassé de ses oripeaux pour triompher à la primaire de la droite en 2016. Un ami d'Edouard Philippe lui a décortiqué cet éphémère succès. L'homme de la Sarthe n'a opéré nulle mue idéologique. Il a dessiné un projet politique simple, adossé à une posture personnelle. Ici, la crainte du décrochage de la France et la lutte contre l'islamisme. « Pas des mesures technocratiques que personne ne lit. Edouard doit verbaliser un diagnostic et une envie », souffle ce proche. Être un rempart au RN pourrait ne pas suffire, malgré le chamboule-tout de la dissolution. Nicolas Sarkozy avait, lui, marché sur l'Elysée grâce à son ode au travail et à l'identité. Et tiré une maxime de son épopée : « Les mauvais politiques lisent les sondages. Les bons interprètent ce que ne disent pas les sondages. »

Edouard Philippe saisit le chemin. Est-il capable de l'emprunter ? 2027 est loin, mais les cailloux semés sont encore ternes. Quand il lance son mouvement Horizons, ill'affuble d'un slogan aussi aride que froid :



« La haine de Macron envers Philippe, c'est pire que Sarkozy-Fillon », dit un ministre.

« L'ordre dans les comptes, et dans la rue. » Idéal pour conforter son image de père fouettard, nourri par ses contempteurs. Deux baffes et au lit, c'est court. Deux mandats en même temps, c'est long sur un CV : le cumul n'a plus la cote depuis belle lurette, mais quand le maire du Havre déjeune avec son homologue de Meaux, Jean-François Copé, ils tombent d'accord sur la nécessité de reconstituer une vraie classe politique professionnelle. L'ancien monde vous salue bien.

Edouard Philippe peine à se débarrasser de son ton professoral, clé d'un succès d'estime mais frein à l'engouement populaire. Sa campagne présidentielle n'a pas commencé, mais elle est déjà lestée de boulets. Comme ses propos ambigus sur la retraite à 67 ans, angle d'attaque du RN. De son passage à Matignon, la formation d'extrême droite retient nombre d'urticants, de l'abaissement de la vitesse à 80 kilomètres-heure à la taxe carbone. Lui y a forgé un désir d'Elysée.

Les anciens présidents sont formidables. Quand il déjeune avec Nicolas Sarkozy, en décembre 2023, l'échange est plus que cordial : constructif. Qu'il est loin, le temps où les deux hommes avaient été à deux doigts d'en venir aux mains, en 2002, au congrès fondateur de l'UMP. Edouard Philippe ne connaissait pas François Hollande, il avait juste débiné son quinquennat. Ce n'est plus le cas. Mieux, il a apprécié ses discussions avec lui. Ils déjeunent le 26 octobre 2023, alors que le socialiste est de passage au Havre. Le 28 mars, l'ex-président participe à un congrès, le maire le reçoit en tête-à-tête dans son bureau. Le rendez-vous est étonnamment sympathique, qui sait de quoi demain sera fait lorsqu'ils s'agira d'affronter les extrêmes des deux bords ? La première fois qu'il conversa avec Valéry Giscard d'Estaing après sa nomination à Matignon, Edouard Philippe fut soumis à la question. « Qu'avez-vous fait avant ? » « Juriste », répondit le conseiller d'Etat. « Oui, nous avons trop de juristes en France, lâcha aussitôt VGE. En Chine, il n'y a qu'un seul juriste et il est à la tête du gouvernement. Tous les autres sont des ingénieurs et ça marche beaucoup mieux. » Un ange passa.

Quand se profile le 40^e anniversaire de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, le maire du Havre songe à « l'attachement à la rationalité » qui fut le sien et qui « dit tout de son choix de la méthode ». Il loue son

exercice du pouvoir, fidèle à l'esprit de la V^e République. Giscard, ce président qui a « longtemps lutté pour éviter de gouverner », sans s'occuper de tout. Edouard Philippe ira jusqu'à glisser à un proche : « Le vrai patron qui montre le chemin, ce serait Giscard. » C'est décidé, le chiraquien d'hier n'a évidemment jamais été « un jeune giscardien », il sera plutôt « un vieux giscardien ».

Et macroniste, l'a-t-il jamais été ? L'histoire est ainsi faite, c'est avec celui qui est allé le chercher – mais pas celui à qui « il doit tout », la formule du chef horripile le Normand – que le courant ne passe plus. « La haine de Macron envers Philippe, c'est pire que Sarkozy-Fillon », a expliqué un ministre à un parlementaire. La moindre formule, souvent alambiquée, de l'ancien Premier ministre, suscite crispations et incompréhensions. « Ce n'est pas lui qui se décale, ce sont eux qui le décalent », pointe un ami d'Edouard Philippe. Au lendemain d'une interview aigre douce sur LCI, un conseiller de l'Elysée appelle des rédac-

Il devra incarner une forme d'alternance pour ne pas être affublé de l'étiquette de « sortant »

tions pour dépeindre un homme amer de ne pas avoir été missionné pour rétablir la concorde en Nouvelle-Calédonie. L'information arrive aussitôt aux oreilles de l'entourage du Havrais. Celui-ci a pleinement intégré la nouvelle donne. Fin mai, il indique à un macroniste du premier cercle qu'il s'est bien gardé de souffler une idée à l'Elysée : « Le président aurait fait le contraire. » Mais il n'entend pas s'en laisser conter. « Maintenant, le punching-ball répond », avertit un fidèle.

Méfiez-vous des imitations. Quand il était au Conseil d'Etat, il lui arrivait d'aller travailler en salle Parodi puis, raconte un camarade de l'époque, de « revenir avec les cheveux plaqués pour singer Chirac en tirant son ben jusqu'au nombril ». Succès garanti. Le 27 mai, Edouard Philippe participe au colloque consacré à l'Auvergnat, à l'Institut de France. Et voilà que lui, le maître des parodies de Giscard, fait du

Philippe devant un public qui voudrait du Giscard. Faire du Philippe, c'est, très vite dans son propos, allier humour et provocation. Il évoque le 10 mai 1981, jour de deuil pour son auditoire : « Pour moi, c'était un moment de joie. » Une partie de la salle est stupéfaite. Et qu'importe la cause réelle de ce bonheur d'enfant : il vient d'une famille de professeurs assez marqués à gauche, l'euphorie du moment lui a permis d'être libre toute la soirée. Très vite, certains de ses amis présents lui feront part des réactions qu'il a suscitées.

Double malaise : l'humour ne passe pas toujours ; parler à l'autre camp fait toujours grincer des dents. Le chemin est long jusqu'en 2027, il s'agit d'avancer sans froisser. L'exemple par Giscard, l'exemple par la Nouvelle-Calédonie aussi. Que l'ancien chef de gouvernement, lors d'une audition parlementaire, déclare : « Si l'on devait s'interroger sur le domaine réservé du Premier ministre, la Nouvelle-Calédonie serait dedans » et voilà que l'ami Gérald Darmanin prend la mouche. Il faut un échange de SMS pour ramener le calme, non pas dans l'archipel, mais entre les deux hommes. « Je ne veux rien faire qui gêne Gérald », glisse-t-il à un élu. A la demande du ministre de l'Intérieur, il a même décalé d'un mois son déplacement sur place. Auprès d'un président de région, il tance l'« irresponsabilité » et le « mépris » de l'Elysée, sourd à ces avertissements. Car à son retour, Edouard Philippe a téléphoné au directeur de cabinet d'Emmanuel Macron pour alerter sur la situation. Allo ? A l'eau. Son appel n'a servi à rien. « Sur ce dossier, résume un membre de l'exécutif, ce que l'on peut reprocher à Philippe, c'est d'être trop conseiller d'Etat. »

Voilà la difficulté stratégique à laquelle est confronté Edouard Philippe : dix ans de macronisme l'obligeront à incarner une forme d'alternance pour ne pas être affublé de l'étiquette vénéneuse de « sortant ». Mais en période de gros temps, il ne peut pas être celui par qui la division arrive. Il doit, comme il l'explique à certains, rester « correct » envers le président. Se démarquer sans marquer contre son camp.

Sa personnalité l'y incline. On ne commence pas une carrière de sarkozyste à 53 ans. Edouard Philippe est un homme prudent, guère adepte des coups de buttoir. Le mot « rupture » n'appartient pas à son vocabulaire. Et puis, rompre avec qui ? Le parti Renaissance, attaché à Emmanuel

► Macron, dont il aura besoin en 2027 ? Ce bloc central, dont il veut porter les couleurs ? Ecoutez ses silences. Celui qui s'affirmait de « droite » à son entrée à Matignon pose aujourd'hui un voile pudique sur cette sensibilité. Et promet de rassembler de la gauche mitterrandienne à la droite conservatrice. Emmanuel Macron érigeait le dépassement des clivages en offre politique. Chez Edouard Philippe, c'est un pragmatisme. « Aujourd'hui, on a un bloc Nupes et un bloc RN, il faut donc organiser le bloc central », observe-t-il. Clinique. Et tant pis pour les voix droitières d'Horizons qui déplorent un « compromis » aux airs de « déjà-vu », à rebours du « besoin de faire revivre un clivage droite-gauche ».

Edouard Philippe connaît ces critiques. Il jouerait le second tour avant le premier. Secondamnerait à la mollesse. Il n'en a cure et garde en tête l'épopée victorieuse de Nicolas Sarkozy. Ce dernier envoyait des signaux à des électors divers, parfois au désespoir d'une partie de ses équipes. Le patron de l'UMP balayait ces reproches. Cette campagne, c'était la sienne. Cette campagne, ce sera la sienne. Alors, quand le prétendant rencontre François Hollande, il a en tête cet électoral social-démocrate, attaché à la construction européenne et à la maîtrise des finances publiques. Invoquer la gauche est une chose. Lui parler en est une autre. Le Havrais n'a pas encore déployé de marqueurs, témoins d'une transgression idéologique. De la dénonciation d'une « immigration du fait accompli » dans les colonnes de L'Express à la critique du manque de « réformes », il cajole son hémisphère droit.

Mais Edouard Philippe est têtue. Il tient à cette « coalition » des raisonnables, clé supposée de la présidentielle. Elle brasse large, c'est sa force. Elle lui lie les mains, c'est sa faiblesse. « Il sait que la rupture totale le démarquerait plus de Macron mais que c'est léthal sur un plan électoral, décrypte un interlocuteur régulier. Il cherche à ne pas susciter la division du bloc central. » Il lui donne plutôt des gages. Auprès d'une députée Renaissance qu'il rencontre pour un café, il montre patte blanche : non, Horizons n'est pas dans une logique hégémonique. « Je ne suis pas là pour débaucher », lance-t-il cet hiver à des députés Renaissance d'Auvergne-Rhône-Alpes lors d'un petit-déjeuner. Prière de le croire.

Lui l'assure. Sa coalition ne sera pas un agrégat de débauchages individuels, signature d'Emmanuel Macron, mais un rassemblement de forces politiques. « Approcher des groupes, pas des gens », a-t-il coutume de dire. Le chef de l'Etat ralliait à son panache blanc ? Edouard Philippe revendique une approche plus collective. Et cherche à dévoiler une personnalité différente du président. Cette coalition, il faut bien la mettre sur pied. Agréger, à bas bruit, les soutiens de demain. Edouard Philippe a noué une relation étroite avec Gérard Larcher. Le président du Sénat n'a jamais répudié ce « traître », parti voguer vers le nouveau monde dès 2017. Doté d'un sens inégalé de l'équivoque, il glisse un jour au ministre de la Santé Frédéric Valletoux, proche de Philippe : « En 2027, on sera derrière le même candidat. » Sans évidemment prononcer le nom de l'heureux élu. Qu'il serait naïf d'abattre ses cartes !

Edouard Philippe s'intéresse, lui, au Sénat. Ce temple de la modération est stratégique en vue des municipales. Il connaît bien le patron des sénateurs centristes Hervé Marseille, qu'il rencontrait encore fin mai. Mais il ne s'est pas engagé dans une vaste opération de drague des élus LR. Avec Eric Ciotti, les relations sont inexistantes. Et ce ne sont pas quelques SMS échangés entre le patron de LR et Gilles Boyer, intime d'Edouard Philippe, qui changeront la donne. Les députés LR « constructifs », avides d'un grand rassemblement,



Le Havrais revendique une approche plus collective que celle de Macron.

guettent un signe. En vain. L'un d'entre eux s'en émeut en décembre auprès de Gérard Darmanin. « A Tourcoing, on frappait à la porte des gens. On se faisait retoquer, mais au moins on laissait une trace. Le problème d'Edouard, c'est qu'il ne laisse pas de trace », regrette le locataire de Beauvau. Les deux en parlent souvent.

Le ministre de l'Intérieur n'est pas un disciple de Nicolas Sarkozy pour rien : pour lui, ce devrait être le pont d'Arcole tous les matins. Il préférerait que le Havrais dise et montre chaque jour son obsession élyséenne quand ce dernier ne résume pas cette quête à une histoire d'envie. Le ministre de l'Intérieur cajole le moindre parlementaire, l'ancien Premier ministre laisse les gens venir à lui. Cette tempérance est stratégique. Edouard Philippe n'a aucun intérêt à mettre le feu à la maison LR, en sursis avant les législatives. Que le parti s'immole plutôt à coups de défaites, ses membres viendront à lui. A bas bruit, plusieurs cadres LR observent le Havrais avec intérêt. Mais son nom est encore prononcé avec pragmatisme, sans enthousiasme. « Un principe de réalité », résume un cadre. Philippe, le candidat de la fatalité.

La tactique a aussi bon dos. Edouard Philippe est à l'aise sur le terrain, jouant avec malice le « mec sympa », jamais loin d'une Corona. L'homme a mis en scène cette image de « techno cool » à Matignon, jonglant entre passion pour le rocket et baisse des APL. Mais il n'est pas un séducteur avec ses pairs, masquant mal une certaine condescendance. Derrière Chirac, Juppé n'est pas loin. Le patron du groupe LR Olivier Marleix garde en mémoire ce collègue distant à l'Assemblée nationale entre 2012 et 2017. « Il avait peur de nous instruire », se marre l'élu d'Eure-et-Loir.

Un interlocuteur du Havrais ne se formalise pas de cette discrétion : « Ces gens ne pèsent plus rien dans les vieux partis de droite et de gauche. Personne n'incarne chez eux. » Seule compte la rencontre entre un homme et un peuple. Ce rendez-vous n'aurait jamais dû arriver. Quand il voit son ami installé dans son bureau de Matignon en ce printemps 2017, Gérard Darmanin s'esclaffe : « C'est un hold-up ! » Sept ans ont passé. Edouard Philippe n'a cette fois aucun braquage à réaliser. Plutôt un curieux legs à conquérir. Philippe, l'héritier malgré lui. ✱

**PAUL CHAULET
ET ÉRIC MANDONNET**

Rétrécissement

« L'individualisme égocentrique est responsable du populisme »

Dans *Vers un monde univoque*, Thomas Bauer dissèque notre perte de tolérance à l'ambiguïté, sur laquelle les populistes de tout poil prospèrent.



GETTY IMAGES/ISTOCK

« Le moi est la dernière instance de vérité à laquelle on pense pouvoir faire confiance. »

Quelle lecture faites-vous des résultats des élections européennes ?

Thomas Bauer Les résultats sont intéressants. Le désastre des Verts allemands est notamment dû à l'idéologisation du parti, qui a souvent donné l'impression que la politique identitaire était plus importante pour lui que celle des transports, par exemple. A cela s'est ajouté un autre facteur négatif : les gens ne veulent pas d'un gouvernement divisé, ils veulent de la clarté, et tous les partis de cette coalition divisée ont donc obtenu de mauvais

résultats. En France, le fait que le président n'ait pas de majorité stable à l'Assemblée nationale a sans doute également joué un rôle, ce qu'il souhaite désormais corriger. Enfin, les partis nationalistes populaires ont gagné partout, élus par des personnes qui ne sont pas particulièrement solidaires de leurs concitoyens, mais qui voient le peuple comme une sorte d'extension de leur propre moi, qui leur garantit clarté et pureté.

En effet, lors de ces élections, le chant de la raison a montré qu'il peinait

à couvrir le bruit des sirènes du populisme. De quoi est-ce le symptôme ?

De nombreux bouleversements contemporains, notamment la montée des populismes, dissimulent un recul croissant de la tolérance à l'ambiguïté, c'est-à-dire de la capacité de supporter les contradictions, le vague et la complexité excessive. Ce phénomène est le fruit d'une longue histoire. L'évitement de l'ambiguïté – et la quête d'univocité ont beau être profondément ancrés dans la nature humaine, les différentes cultures ont appris à s'accommoder de l'ambivalence, car, sans tolérance à cette dernière, il devient impossible de vivre ensemble dans des sociétés complexes. J'ai décrit ce mécanisme pour les cultures islamiques prémodernes, où la tolérance à l'ambiguïté ne s'est effondrée de manière notable que dans la seconde moitié du XIX^e siècle pour laisser place à l'idéologisation. En Europe, la situation n'était guère différente au Moyen Âge : les scolastiques représentaient un modèle de tolérance à l'ambiguïté. La Réforme et les guerres de Religion y ont mis fin. Par la suite, une culture de l'ambiguïté s'est certes à nouveau développée à l'époque baroque, mais des philosophes ont voulu mettre un terme définitif à la confusion qui s'était manifestée lors des guerres de Religion et ont cru pouvoir créer un monde entièrement fondé sur la raison, dans lequel tout fonctionne selon des lois quasiment mathématiques et où les ambiguïtés sont abolies. Mais c'est une erreur : partout où l'on rase l'équivoque à grands frais, de nombreuses incertitudes repoussent aussitôt. C'est ce à quoi ont été confrontées les grandes idéologies du XIX^e siècle, finalement la technicisation et la bureaucratisation de la modernité ont permis à une mentalité intolérante à l'ambiguïté de se développer. Les troubles engendrés par les scissions et oppositions religieuses, que l'on a tenté de surmonter par la recherche de l'univocité, ont conduit à une multiplication de ces troubles et débouché sur les catastrophes du XX^e siècle. Et là encore, on a cru que la création d'un monde univoque permettrait de surmonter ces dernières et d'empêcher les affrontements futurs.

Les idéologies ont certes persisté, mais le repli dans la sphère privée a été plus fort. La société s'est vue délaissée au profit de l'individu. Le moi est devenu la dernière instance de vérité à laquelle on pensait

► pouvoir faire confiance sans condition. Après la Seconde Guerre mondiale, la démocratie a offert la possibilité bienvenue de, a minima, vivre ensemble en paix. Mais l'individualisme égocentrique, qui avait enflé entre-temps et qui a pour particularité d'être fondamentalement asocial, est devenu de plus en plus éloigné des valeurs de la démocratie. Cela se traduit par les deux grands maux politiques de notre époque : le populisme et le désintérêt généralisé pour la politique et la communauté en général.

Les politiques qui revendiquent, à l'instar d'Edouard Philippe, un attachement viscéral à la nuance, n'appartiennent-ils pas au « monde d'hier » ?

Les philosophes des Lumières rêvaient d'un monde raisonnable et sans contradictions et plaçaient leurs espoirs dans le despotisme éclairé. Le rêve ne s'est pas réalisé et, en réaction, la démocratie a pu s'imposer dans certaines parties de l'Europe au cours d'une histoire sanglante, une forme d'Etat désordonné qui dépend de l'acceptation des contradictions et des ambivalences. Si un homme politique sensible à la nuance appartient au passé, alors la démocratie dans son ensemble appartient également au passé et nous verrons surgir des Etats dans lesquels le retour de l'absolutisme sera souhaité.

Quelle attitude et quels mots adopter face à Marine Le Pen, dont le discours sur l'autorité, l'immigration, la sécurité, le pouvoir d'achat est... d'une simplicité déroutante ?

Pour ne pas se retrouver sur le même plan, il faudra continuer à argumenter de manière différenciée. Mais il faudra se garder de tomber dans le piège de l'idéologisation. On ne pourra pas lutter contre le populisme si l'on tente de lui opposer une autre vision du monde propre et fermée, qui s'accompagne, en prime, d'une exigence excessive de moralité. Cela ne conduit qu'à des réactions boudeuses, comme on l'observe très bien dans les débats sur le genre. Ici, on exige de toutes parts beaucoup d'univocité, que le genre lui-même ne peut pourtant pas offrir. Si en plus, la langue doit être modifiée de manière « genrée » parce que cela correspond à un certain concept idéologique, on heurte inutilement ceux qui aiment leur langue et ne veulent pas la voir déformée

– ils seront plus nombreux en France qu'en Allemagne – et, on risque, in fine, de les pousser dans le mauvais camp.

Vous observez que nos sociétés sont contaminées par ce que vous appelez le « virus de l'authenticité », qui n'est pas synonyme de sincérité – l'exemple de Trump est à ce sujet très frappant. Pensez-vous que le pouvoir laissé dans nos systèmes politiques aux purs techniciens, combiné à la déconnexion d'une partie des élites, a pu engendrer cette quête malade de « l'authenticité » ?

L'origine du culte de l'authenticité réside sans doute dans la recherche d'une instance qui laisse derrière elle les ambiguïtés du monde. Or les institutions de la société appartiennent à notre monde, elles sont donc par essence contaminées

par des confusions et des erreurs, et les valeurs qu'elles véhiculent sont complexes et non dénuées de contradictions. On cherche donc refuge dans ce que l'on appelle le « vrai moi ». Or cela n'existe pas, car le moi est lui aussi un

Mini bio

Thomas Bauer est professeur d'études arabes et islamiques à l'université de Münster et membre de l'Académie des sciences et des arts de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Son essai *Vers un monde univoque* a reçu le prix Tractatus.



Pour l'universitaire, « Trump séduit parce qu'il est un « menteur authentique » ».

produit façonné en partie par la société. Néanmoins, une conviction s'est imposée : il suffirait d'être à l'écoute de son moi pour trouver la meilleure solution « pour soi ». On a même généralisé et transformé cette croyance en une loi morale générale : l'injonction « sois qui tu es ! » ne peut être valable uniquement pour moi, elle doit l'être pour tous.

Il en résulte à présent cette morale nouvelle qui considère l'autodétermination et l'épanouissement personnel comme les seuls critères et qui rejette avec indignation tout ce qui apparaît comme une contrainte sociale ou religieuse. Cela débouche sur une éthique souvent plus intolérante que l'ancienne. Ce qui rend son propre moi plus supportable pour les autres, comme la politesse, les convenances, une mise soignée, n'est plus compris. L'engagement social diminue également. Non seulement les jeunes s'engagent moins dans les partis politiques, mais ils sont aussi de moins en moins nombreux à devenir pompiers volontaires ou à donner de leur temps à un club de sport.

En politique également, on veut voir des personnalités « authentiques », ce qui, en réalité, paraît impossible, car il s'agit d'un métier qui exige de la diplomatie – tout dire franchement n'est pas toujours possible –, une disposition au compromis, souvent, un peu de dissimulation, sans oublier une véritable empathie. Les responsables politiques des partis établis, souvent perçus comme des technocrates froids et des carriéristes ambitieux, qui jouent parfois habilement cette partition, ne peuvent pas répondre au désir d'authenticité. C'est ainsi que des politiciens comme Trump séduisent leurs partisans, non pas parce que Trump ne ment pas, mais parce qu'il est un menteur authentique : cela fait partie de sa personnalité, ainsi beaucoup ne lui en tiennent pas rigueur.

La quête effrénée de l'authenticité n'est-elle pas le mal nécessaire pour que les responsables politiques renouent avec un discours plus humble, c'est-à-dire un discours qui abandonne les grandes promesses et privilégie celles qui peuvent se traduire par des actes ?

Les questions liées au genre sont très polarisantes. Elles dissimulent des visions du monde différentes qui se rencontrent, se croisent difficilement ; par conséquent, les débats sur ces sujets dans un forum

démocratique ne mènent souvent à rien. En revanche, tout le monde souhaite profiter d'un bon revenu et d'une retraite suffisante, utiliser des transports qui fonctionnent et évoluer dans un environnement sain. Bien sûr, il y a, dans ces domaines, beaucoup d'idéologisation, mais un consensus de base existe sur le but à poursuivre, ce qui devrait permettre des discussions ouvertes. Mais les interrogations que nous venons d'évoquer sont liées à la question de la répartition de l'argent, et c'est là que la disposition au compromis touche rapidement à sa fin. Voilà comment éclôt, comme on peut le voir en Allemagne, l'exact contraire du raisonnable : une politique identitaire entraînant des décisions qui ne débouchent pas sur le bien-être du peuple, mais qui ont le mérite de ne pas coûter d'argent, ou très peu, tandis que, dans le même temps, on assiste à l'échec d'une politique concernant, par exemple, les transports, où l'argent doit être réparti et où les conflits d'intérêts doivent être surmontés. La démocratie paraît pourtant plus adaptée pour dompter ces difficultés que pour servir des constructions idéologiques.

Vous pointez du doigt « l'obsession de l'explication et de la compréhension aujourd'hui généralisée ». Qui va forcément de pair avec l'interdiction radicale du droit à l'erreur. Un responsable politique n'a plus le droit de dire qu'il lui a fallu du temps pour appréhender une situation, la pandémie de Covid a été une parfaite illustration de cela. En même temps, les populistes en tout genre donnent souvent des explications fausses ou biaisées et ne s'embarassent pas de comprendre le monde dans sa complexité. Croyez-vous que l'on se dirige vers l'avènement du mensonge perçu comme vérité parce qu'il est asséné avec assurance ?

Commençons par un exemple tiré de la religion : lors de la réforme liturgique des

« Les politiques doivent avoir le courage d'admettre la complexité des problèmes »



« La montée des populismes cache un recul de notre capacité à supporter la vague. »

années 1960, on a essayé de tout rendre compréhensible à tous, la langue du pays au lieu de la langue liturgique, le recours à beaucoup de pédagogie... En suggérant que l'on pouvait tout comprendre en matière de religion, on a de fait chassé le mystère et le sens du sacré.

C'est ainsi que l'on détruit la religion, qui s'occupe justement de ces choses qui ne sont pas accessibles immédiatement à la vue. On a promis de comprendre, mais on n'a pas pu tenir cette promesse, ne serait-ce qu'en raison du sujet lui-même. Là où on ne l'a pas fait – dans l'islam, l'orthodoxie et le catholicisme traditionnel –, la perte de confiance a été bien moindre. Naturellement, en politique, l'impératif de transparence totale apparaît encore plus aigu. Un regard presque pornographique exige transparence et clarté absolues, ce que la politique ne peut pas non plus offrir. Le monde d'ici-bas est trop complexe pour cela.

On attend cependant un comportement sans équivoque – un rire au mauvais endroit et au mauvais moment a coûté sa carrière à un candidat à la chancellerie allemande en 2021 – et des positions tout aussi claires, même s'il ne s'agit que d'un semblant d'unicité. Il y a un déficit à combler des deux côtés : les politiques doivent avoir le courage d'admettre la complexité des problèmes, et les citoyens peuvent bien sûr espérer des politiques honnêtes,

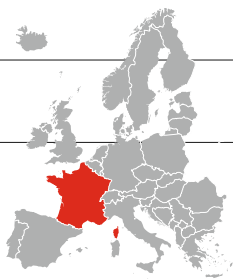
sincères et compétents, mais en gardant à l'esprit que, dans la vie, les comptes ne sont jamais faits et que demeure toujours une part d'ambiguïté.

Une dernière question afin de tenter d'insuffler un peu d'optimisme : qu'est-ce qui, à l'avenir, pourrait nous rendre plus tolérants à l'égard de l'ambiguïté ?

Difficile de répondre à cette question ! Regardez : dans les écoles, l'enseignement des matières dans lesquelles on peut « entraîner » la tolérance à l'ambiguïté, comme la musique ou les arts, semble de plus en plus réduit. Surtout, malgré leurs expériences vaines, de nombreuses personnes continuent de placer leurs espoirs dans le progrès technique. La technique est sans équivoque, et je crains que l'idée selon laquelle la machine pourrait nous délivrer des incertitudes et des ambiguïtés du monde ne soit profondément ancrée dans nos mentalités. Voire, l'espoir de devenir nous-mêmes des sortes de machines. Comment peut-on être optimiste face aux développements de l'intelligence artificielle ? *

**PROPOS RECUEILLIS
PAR LAURELINE DUPONT**

Vers un monde univoque. Sur la perte d'ambiguïté et de diversité, par Thomas Bauer. Trad. de l'allemand par Christophe Lucchese. L'Echappée, 160 p., 14 €.



MAÎTRES ESPIONS

Ces vétérans de la DST qui racontent l'antiterrorisme

Pour la première fois, trois anciens dirigeants du service français détaillent à L'Express les arcanes du renseignement sous la V^e République.

PAR ÉTIENNE GIRARD

Louis Caprioli et Michel Guérin incarnent un genre bien particulier d'hommes d'Etat : ceux qu'on croise au rayon surgelés du supermarché sans jamais se douter qu'ils détiennent un tombereau de secrets. Avec son association barbe-pull-over-veste de costume et son œil rieur, le premier pourrait facilement passer pour un maître de conférences en histoire. Le second, rasé de frais, a opté pour un élégant ensemble bleu caviar ; seule la rosette rouge sur le flanc gauche, synonyme de Légion d'honneur, révèle qu'il n'exerce pas dans le contrôle de gestion. Comme prévu, ces deux septuagénaires joviaux passent totalement inaperçus dans la rédaction de L'Express, ce qui n'est pas pour les surprendre ni même leur déplaire, après une vie passée à cultiver la discrétion absolue. « La plupart du temps, les gens ne sauront jamais qu'on leur a sauvé la vie », sourit Michel Guérin.

A les écouter, une évidence : le secret lie ses détenteurs comme une fratrie. Parfois, les deux anciens collègues semblent vous oublier, tout à leurs souvenirs complices d'une vie passée dans les affaires d'Etat : « Rondot, il est arrivé en quelle année, déjà ? » Une simple impression, tant on a affaire à deux professionnels de la manipulation humaine, dont le self-control est une seconde nature. Pendant plus de trente ans, ils ont été

agents secrets au sein de la Direction de la surveillance du territoire (DST), le service de renseignement intérieur, prédécesseur de l'actuelle DGSI, jusqu'à y occuper les plus hautes fonctions.

Dans le roman éponyme de Salinger, le héros, Holden Caulfield, imagine le métier d'« attrape-cœurs ». Il s'agit d'empêcher les enfants de tomber d'une falaise près de laquelle ils jouent. Michel Guérin et Louis Caprioli ont été, précisément, les « attrape-cœurs » de la société française. A ceci près

« La plupart du temps, les gens ne sauront jamais qu'on leur a sauvé la vie »

qu'eux couraient après les auteurs d'attentats. « On a couvert le terrorisme palestinien, puis le terrorisme d'Etat, le terrorisme islamiste, pour en arriver à ce qu'on appelle aujourd'hui le djihadisme », résume Louis Caprioli, ancien sous-directeur chargé de l'antiterrorisme à la DST.

En avril 1985, le policier se retrouve au centre d'un sérieux imbroglio entre la France et l'Algérie. Le directeur du service secret, Yves Bonnet, s'est rendu à Alger négocier la libération de Sydney Peyrolles,

un Français enlevé au Liban, contre celle du militant révolutionnaire George Ibrahim Abdallah. Sauf que dans le même temps, l'équipe de Caprioli découvre une cache du groupe Abdallah à Paris avec, à l'intérieur, l'arme de deux meurtres, celui d'un diplomate israélien et celui de l'attaché militaire américain à Paris. Le marché est annulé. « Politiquement, ça a posé problème ! Le ministre ne nous a jamais crus, le directeur de la DST a été viré. On a dit que nous connaissions la cache depuis des mois. Moi, j'y vois la preuve que nous travaillions dans le respect de la loi et de la justice avant tout. »

Des révélations comme celle-là, *La DST sur le front de la guerre contre le terrorisme* (Mareuil Editions), l'ouvrage que les deux policiers cosignent avec Jean-François Clair, qui fut lui directeur adjoint de la DST pendant dix ans, en fourmille. Qui savait qu'avant l'Euro 2000, les réseaux du djihadiste Adel Mechat projetaient un attentat contre l'équipe de France de football ? « Les terroristes recherchent le retentissement maximum. Les grandes manifestations sportives sont un objectif naturel pour eux », précise Michel Guérin, ex-sous-directeur de l'antiterrorisme à la DST, lui aussi, le seul du trio à avoir également exercé au sein de la DGSI. A un mois des Jeux olympiques, le raisonnement garde sa pertinence. Du 26 mai au 8 juin 1998, c'est-à-dire deux jours avant le début de la Coupe du monde de football en France, les agents du renseignement avaient arrêté 64 membres d'une cellule terroriste liée au GIA algérien, désireuse de frapper la compétition.

Du 2 au 16 janvier 2000, le rallye Paris-Dakar est lui suspendu en raison d'une menace d'attentat. La DST a déchiffré une conversation du réseau de Mokhtar Belmokhtar : les islamistes y égrènent des noms inconnus. « Le traducteur de la DST se rend compte que ces noms correspondent aux joueurs de l'équipe de football d'Algérie au mondial 1982. Chaque nom est lié à un numéro, la liste correspond en fait à un numéro de téléphone. C'est comme ça qu'on a découvert la menace », révèle Michel Guérin.

Si les trois ex-dirigeants de la DST couchent aujourd'hui leurs souvenirs sur le papier, c'est autant pour laisser une trace que pour rectifier les erreurs colportées de longue date dans la presse, pas toujours



DAVID LAMAS/ANNE BASTILLE

informée des faits exacts, disent-ils. Le livre bat par exemple en brèche la théorie, diffusée en son temps par Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, selon laquelle les services secrets algériens auraient été complices des attentats du GIA, en 1995. « Je n'y crois pas du tout. Que le renseignement algérien ait eu des sources au GIA, c'est une chose ; qu'il ait été complice, ça n'a rien à voir », argumente Louis Caprioli. « Il y a des choses fausses qui ont été écrites par les médias, désormais reprises par des chercheurs. On voulait rectifier. Et puis, nous avions envie de laisser un témoignage », poursuit Michel Guérin.

L'ouvrage a été relu par la DGSI, qui n'y a pas vu d'inconvénient. Les auteurs se sont reposés sur leurs souvenirs, et sur ceux des membres de l'association des anciens du renseignement intérieur (Adari), qui encourage ses membres à transmettre leur expérience, afin que la mémoire du contre-terrorisme se perpétue. Cette participation alimente notamment

d'intéressants passages sur les attentats liés à la guerre d'Algérie et les réseaux du FLN en France. On en lira en revanche assez peu sur l'activité de l'OAS, et plus globalement sur tous les groupes terroristes franco-français, comme les cellules corses ou Action directe : la DST a toujours été maintenue à l'écart de telles affaires, au profit de

Ces ex-agents se confient pour rectifier les erreurs colportées par les médias

la police judiciaire ou des renseignements généraux (RG). « Les politiques pensaient qu'il était forcément bénéfique d'avoir deux services spécialisés plutôt qu'un. Nous pensons tous que ça a été une erreur,

c'est pourquoi nous avons salué la création de la DGSI », indique Louis Caprioli. Plusieurs fois, les politiques ont cédé à la tentation de créer leur propre organe de renseignement. Pour le pire, disent Caprioli, Clair, et Guérin, sarcastiques sur l'amateurisme de la « cellule de l'Elysée » voulue par François Mitterrand pendant son premier septennat, comme sur celui de l'entourage de Charles Pasqua, ce qui se savait moins : en 1986, le ministre crée une petite cellule autour de lui qui recrute une source dans les groupes terroristes palestiniens... en fait un escroc au renseignement bien connu de la DST, jamais mise au courant de l'opération.

La DST sur le front de la guerre contre le terrorisme développe la vision de l'institution, c'est pourquoi on n'y trouvera peu d'autocritique, notamment pas sur les deux scandales auxquels son nom est lié, il est vrai éloignés de la lutte contre le terrorisme : la pose ratée de micros au *Canard enchaîné*, en 1973, et le vrai-faux passeport

Le terrorisme d'antan, soutenu par des Etats, a cédé le pas au djihadisme

► confié à Yves Chalié, ex-conseiller ministériel bientôt en cavale, en 1986. « Ces deux affaires nous ont plombés, mais je peux vous dire qu'au quotidien, la DST était un service extrêmement républicain », plaide Michel Guérin.

Les auteurs se font plus discrets sur les attentats que les services de sécurité n'ont pu éviter, souvent menés par une ramification d'organisations révolutionnaires arabes, dans les années 1970 et 1980. Pendant vingt ans, la bête noire du renseignement français se nomme Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos, insaisissable leader du Front populaire de libération de la Palestine, meurtrier de deux inspecteurs de la DST dans un appartement du Quartier latin, à Paris, en 1975. « Pendant toute cette période, on a été les seuls à s'intéresser à Carlos. Sans la DST, il n'aurait jamais été arrêté », fait valoir Michel Guérin.

En août 1994, grâce au tuyau d'un « grand service étranger », écrivent les auteurs, les officiers du renseignement français interpellent le terroriste à Khartoum, au Soudan, sans mandat d'extradition. Selon l'historien Etienne Augris, auteur de *Philippe Rondot, maître espion* (Nouveau Monde Editions), c'est le général Rondot, conseiller du directeur de la DST, qui a supervisé lui-même l'opération dans la capitale soudanaise. Un grand nom de la diplomatie secrète française auquel les trois anciens dirigeants français adressent une « pensée émue » dans les remerciements de leur livre. « Entre beaucoup de choses, le général Rondot nous a

permis de nous rapprocher de l'univers du Quai d'Orsay qui nous était quelque peu fermé », se souvient Louis Caprioli.

L'action du haut gradé militaire, en lien constant avec des pays arabes parfois complaisants, si ce n'est plus, à l'égard de groupes armés, raconte l'histoire du terrorisme d'hier, soutenu par des Etats selon un mot d'ordre révolutionnaire. Un univers balayé par l'irruption du djihadisme. « Mais les ressorts restent les mêmes. Il faut disposer de sources de renseignement, à commencer par des sources humaines. Il n'y a aucune affaire réussie sans source humaine », expose Michel Guérin. Dans leurs recrutements de sources terroristes, les deux spécialistes avaient l'habitude d'utiliser les leviers de l'argent et de l'« ego », en profitant des rivalités au sein de ces groupes. « Mais, attention, une source peut se retourner contre vous. Certains l'ont payé de leur vie. C'est très compliqué à gérer », poursuit l'ancien sous-directeur de la DST. Preuve, selon les auteurs, de l'expertise de la France sur le djihadisme, la CIA chargea la DST de fonder une alliance de renseignement anti-islamiste après le 11 Septembre.

Une action aujourd'hui poursuivie par la DGSI, qui continue d'apporter son concours à de vieilles affaires. En avril 2023, le Libano-Canadien Hassan Diab, apparenté au FPLP, a été condamné en son absence à la perpétuité pour sa participation à l'attentat de la rue Copernic, en 1980. En février 2024, la cour d'appel de Paris a, elle, confirmé la mise en examen d'Abou Zayed, un Norvégien accusé d'avoir participé à l'attentat de la rue des Rosiers, en 1982, en tant que membre du groupe dit Abou Nidal. En 2019, Yves Bonnet a raconté avoir alors passé un accord avec Abou Nidal, assurant à ses réseaux une libre circulation en France à condition de ne pas y commettre d'attentats. Louis Caprioli assure qu'il s'exprimera sur le sujet lors du procès, s'il a lieu. Il y a des souvenirs qui se transmettent d'abord à la justice. *

Education

Les filles et les maths : haro sur les idées reçues !

Elles seraient les grandes perdantes de la réforme du lycée dans les matières scientifiques. Des études récentes nuancent ce constat.

Depuis la réforme du lycée et du bac en 2019, les jeunes filles se détourneraient toujours plus des mathématiques. C'est du moins ce qui est ressorti de nombreux articles ou tribunes publiés ces derniers mois. Mais, à en croire les statistiques tirées d'une enquête de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) du ministère de l'Education nationale, le bilan serait bien plus nuancé. S'appuyant sur ces nouvelles données, les penseurs de la réforme, mise en place par l'ancien ministre Jean-Michel Blanquer, sortent du silence. « Dans ce débat, beaucoup de personnes, par méconnaissance ou militantisme, ont tourné le dos à la rationalité, au débat objectif et à la sincérité », dénonce Charles Torossian, auteur avec Cédric Villani d'un rapport sur l'enseignement des mathématiques en France, en 2018. Cet ex-inspecteur général de l'Education nationale a élaboré avec le principal architecte du nouveau bac, Pierre Mathiot, une note très détaillée dans laquelle il revient sur certaines idées reçues.

Les auteurs prennent le parti de ne pas concentrer leur analyse seulement sur les mathématiques, mais sur l'ensemble des disciplines scientifiques. Dans leur texte, que L'Express a pu consulter, ils rappellent qu'à la rentrée 2023, la triplette de spécialités maths, physique-chimie et sciences de la vie et de la terre (équivalent de l'ancien bac S) a été choisie en classe de première

Les informés de Bérengère Bonte
du lundi au vendredi à 20h
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

Chaque vendredi avec
un journaliste de

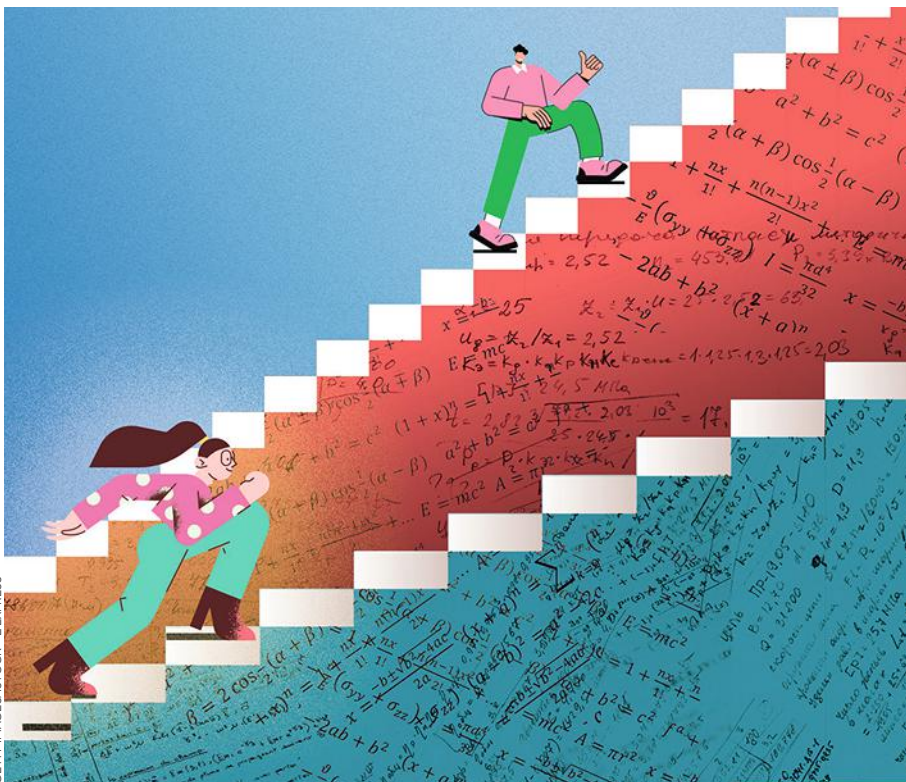
L'EXPRESS

par 89 000 élèves, dont 38 000 garçons et 51 000 filles. Ces dernières, qui représentent 57,3 % des effectifs, sont donc majoritaires ! Pour autant, « faire croire que les profils scientifiques se résument à cette triplète est un non-sens puisque la variété des choix a explosé », insiste Charles Torossian, qui dénombre 43 combinaisons majoritairement scientifiques possibles en deuxième année de lycée, c'est-à-dire avec au moins deux matières scientifiques sur trois spécialités. « Nous sommes passés d'une première S imposée à une liberté assumée de choix de différentes disciplines », poursuit-il.

Autre information tirée de l'étude de la Depp et qui va à l'encontre de certaines idées reçues : les mathématiques représentent aujourd'hui le deuxième enseignement de spécialité le plus choisi par les filles (33 %), juste après les sciences économiques et sociales (37 %). Depuis 2021, on note une forte croissance des effectifs pour la spécialité maths chez les filles, qui sont 14 000 de plus à la choisir. En dernière année de lycée, les élèves ont aussi la possibilité de renforcer encore leur expertise en prenant l'option maths expertes en plus de cette spécialité maths. Ce qui représente neuf heures de mathématiques par semaine. Sur la totalité des 60 000 élèves qui choisissent ce parcours très poussé, on compte 20 000 filles, soit un tiers des effectifs. Une déception ? « Non, car en 2021 elles n'étaient que 15 000 à opter pour les maths expertes, on peut donc parler de progrès. Et, en termes de volumétrie, nous n'avons jamais eu autant de filles aussi bien formées aux mathématiques », répond Charles Torossian.

Selon les statistiques de l'Education nationale, 203 000 lycéens ont choisi une triplète à dominante scientifique (c'est-à-dire avec deux enseignements de spécialité scientifique), dont 91 200 filles (45 % des effectifs) et 112 000 garçons (55 %). Ensuite, dans l'enseignement supérieur, les statistiques montrent une sous-représentation des jeunes femmes dans les études scientifiques, mais le fossé tend à se réduire (un peu). Selon l'enquête « Repères et références statistiques 2023 », plus de 2 étudiants en formation scientifique sur 5 sont des femmes (ce qui représente une hausse de 2,5 points en dix ans).

Très présentes dans les formations de santé à l'université (66,5 %), elles restent



minoritaires en classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques, dans les écoles d'ingénieurs hors université et encore davantage dans les instituts universitaires de technologie (IUT) et les sections de techniciens supérieurs (STS). « Il nous paraît important de casser un peu le mythe de l'élite médicale et de montrer d'autres voies d'épanouissement en lien avec les métiers de demain. On aura besoin de femmes scientifiques dans le cadre de la réindustrialisation, de la redynamisation, des enjeux de transition écologique ou du numérique », insiste le ministère de l'Education nationale.

La question de l'information et de l'orientation apparaît plus essentielle que jamais. Pour qu'elle porte véritablement ses fruits, la réforme se doit d'être pilotée au plus près du terrain. « Aux établissements de conseiller, d'informer, d'éclairer les jeunes filles, quitte à élaborer des stratégies et à se donner des objectifs chiffrés pour les amener à se tourner davantage vers les parcours scientifiques », explique l'entourage de la ministre Nicole Belloubet.

Et Charles Torossian d'attirer l'attention sur une autre problématique peu souvent abordée : la surreprésentation des garçons en mathématiques en classe de

première. « On met toujours en avant le déficit de filles mais le fait que 75 % des garçons de première générale et technologique se sentent obligés de prendre cet enseignement de spécialité est assez révélateur de la persistance des stéréotypes », estime-t-il. Selon les experts, beaucoup de parents auraient tendance à pousser leurs fils vers l'enseignement de spécialité mathématiques, même si ce dernier n'a qu'un niveau faible en seconde. À l'inverse, le manque de confiance en soi détournerait un trop grand nombre de filles, pourtant dotées d'un fort potentiel, des matières scientifiques.

A noter que ces dernières présentent des profils beaucoup plus « mixtes » que les garçons, n'hésitant pas à combiner enseignements de spécialités scientifiques et histoire-géographie, sciences économiques et sociales, humanités, littérature, philosophie, ou encore langues, littératures et cultures étrangères... Las !, le supérieur ne propose pas toujours de diplômes correspondant à ces profils spécifiques. « Aux licences de s'adapter pour mieux accueillir ces nouveaux profils mixtes qui seront essentiels pour certains métiers d'avenir », insiste Charles Torossian. ★

AMANDINE HIROU

L'antisémitisme est la victoire morale de l'islamisme en Occident

UNE CHRONIQUE D'ABNOUSSE SHALMANI

L'élite se courbe docilement au nom du « débat ». Elle creuse sa tombe en souriant poliment à des gamins qui n'ont jamais ouvert un livre d'histoire.



Il y a 15,7 millions de juifs dans le monde. 7,2 millions vivent en Israël, 6,3 millions aux Etats-Unis, 27 000 dans des pays arabo-musulmans et 440 000 en France. Depuis les pogroms du 7 octobre, les actes antisémites ont explosé partout dans le monde. Dans l'Hexagone, ils ont augmenté de 1 000 %. L'expression de l'antisémitisme s'est décomplexée, comme si le massacre d'hommes, de femmes et d'enfants, les tortures, les mutilations, les viols – filmés dans l'enthousiasme par des terroristes heureux d'avoir accompli leur devoir d'annihilation totale – autorisaient le quidam, dont l'antisémitisme ronflait tranquillement, d'exprimer sa haine au grand jour.

Et parce que cette haine trouve sa justification dans des discours de politiques aussi opportunistes que convaincus et d'intellectuels négationnistes et rances, ils en rajoutent en mots, en actes, en vociférations. Ils dressent des listes de sionistes à abattre « économiquement » – en attendant mieux. Les antisémites ne se cachent plus, ils sont fiers et applaudis, ils sont courtisés. L'antisionisme post-7 octobre est un antisémitisme enfin assumé. L'antisémitisme est un défi lancé au visage de la démocratie libérale, l'antisémitisme est la victoire morale de l'islamisme en Occident.

Les antisémites ne se cachent plus, ils sont fiers et applaudis, ils sont courtisés

Ici, on doute, sourire aux lèvres, résistance confortable de lâches bourgeois universitaires, des viols perpétrés par les terroristes du Hamas, là on se réjouit que l'Europe sorte enfin de sa culpabilité post-Shoah pour condamner Israël avec l'espoir à peine dissimulé de le rayer de la carte du Moyen-Orient ; ici on réécrit l'Histoire en considérant Israël comme une force d'occupation colonisatrice depuis 1947, là on accepte de débattre avec des étudiants incultes de la possibilité de cesser toute collaboration avec des universités israéliennes ; ici on veut interdire de parole un ancien ambassadeur israélien fervent soutien de la solution à deux Etats, là on arrache des affiches des otages israéliens car c'est un mensonge, une invention de « sionistes fascistes » ; ici on ovationne une militante franco-syrienne au mieux avec les autorités syriennes qui ont massacré sans ciller un demi-million d'individus, là s'installe, sans limites, sans honte, un négationnisme qui ronge la vérité, bousille la réalité, abîme l'humanité ; ici il devient inaudible de refuser les mots inadaptés de génocide, d'apartheid, de fascisme, là on intimide quiconque n'annonce pas le protocole des sages de Sion version 3.0.

L'intimidation fonctionne. Le pire est là. Une minorité d'idéologues biberonnés à des théories islamistes montées en mayonnaise par la synthèse identitaire tiennent la dragée haute à des responsables politiques, institutionnels, médiatiques. Ils gueulent, menacent, bloquent, signalent, signent des tribunes indigestes, mensonges sur lit d'antisémitisme. Et l'élite se courbe docilement – vous comprenez, nous sommes pour le débat –, l'élite recule – il faut savoir écouter la douleur de ceux qui pleurent pour les civils à Gaza même s'ils n'ont pas eu un instant

Une minorité d'idéologues intimident. Et cela fonctionne. Le pire est là

de compassion pour les milliers de juifs assassinés –, l'élite creuse sa tombe en souriant poliment à des gamins qui n'ont jamais ouvert un livre d'histoire, qui jouissent d'être félicités par la mollaharchie, qui crient à pleins poumons leur amour du Hamas, cette « armée de résistance anti-coloniale », en se peignant les mains de rouge sang, faisant semblant de ne pas savoir ce que ce geste a d'immonde, en n'imaginant pas que leurs cheveux roses, leur fluidité de genre, leur vaudront la mort dans le royaume rêvé de l'islamisme qui les vomit.

Il y a un pays, un seul, pas deux pas trois, un seul pays, qui est un refuge pour les juifs. Il y a un seul pays, un seul, pas deux pas trois, un seul pays à qui le monde réclame une réponse proportionnée à un pogrom ; il y a un pays un seul, pas deux pas trois, qui est dans la ligne de mire de toutes les organisations internationales, coupable de naissance, coupable d'exister. La grande faute d'Israël est d'être peuplé de juifs. Si nous voulons éviter qu'un jour je commence une chronique par « il était une fois un pays, Israël », il est temps de véritablement se battre contre l'antisémitisme qui est un antihumanisme et qui sera demain notre honte collective. ✱

Abnousse Shalmani, engagée contre l'obsession identitaire, est écrivain et journaliste.

Avec SG, faites grandir vos idées avec nos experts en patrimoine.

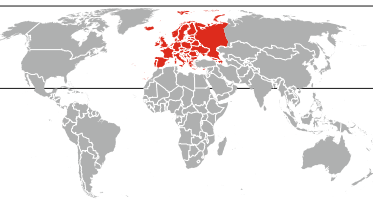
Nos banquiers patrimoniaux
vous accompagnent pour chercher
à développer, protéger ou transmettre
votre patrimoine.

SG



Rendez-vous en agence, sur [sg.fr](https://www.sg.fr) et au **3955** service gratuit
+ prix appel*

*3955 (service gratuit + prix appel) : des conseillers vous répondent du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 8h à 19h (sauf jours fériés). Tarifs au 04/02/2024.
Société Générale, S.A. au capital de 1 003 724 927,50 € - 552 120 222 RCS Paris – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS
sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Juin 2024.



UNION EUROPÉENNE

Ursula von der Leyen, les secrets d'un caméléon

Après le choc des élections, s'ouvre la bataille pour la tête de la Commission. Tacticienne et girouette, la présidente sortante a beaucoup de cartes en main.

PAR BÉATRICE MATHIEU, AVEC CHARLES HAQUET

Que Berlaymont lui semble loin, ce soir d'été – ce vaisseau de béton et de verre, siège de la Commission européenne, échoué en plein cœur de Bruxelles.

Dédale de coursives impersonnelles. Fourmilière travailleuse. Loin aussi, les guerres intestines au sein du collège des commissaires. Les chausse-trapes politiques. Les nuits de négociation, les aubes solitaires dans sa tanière, un studio sans fenêtre de 20 mètres carrés aménagé au 13^e étage de la tour. Une soupe lyophilisée le soir, goût tomate, prestement avalée, la tête dans les dossiers, une pomme croquée à la va-vite. Quelques sushis, parfois. Ce 27 août 2022, Ursula von der Leyen prie. Elle s'est échappée de Berlaymont pendant deux jours pour participer aux rencontres internationales œcuméniques de Taizé, un petit village de Saône-et-Loire, en France. Un événement où des jeunes du monde entier affluent pour échanger sur leur foi, leur engagement. Loin du fatras du monde. Le déplacement n'a pas été inscrit à l'agenda de la présidente de la Commission. Deux jours, une éternité dans son emploi du temps millimétré. Dès son arrivée, elle s'est pliée aux rituels. Les trois prières chantées quotidiennes dans l'église de la Réconciliation, les nuits dans une petite chambre de la maisonnée attenante, les repas frugaux à la table de frère Alois, le prieur de la communauté, un

prêtre catholique allemand – elle est protestante. Assise en tailleur à même le sol ou sur un modeste tabouret en bois, entourée de centaines de jeunes, elle répond posément aux questions. Le Covid, l'invasion de l'Ukraine quelques mois plus tôt par les troupes de Poutine, l'Afrique, le réchauffement climatique... Et pourquoi elle, ici, à Taizé ? Une promesse faite à l'adolescence, après la mort de sa sœur Eva, emportée à l'âge de 11 ans par un cancer fulgurant. Le brushing est toujours aussi impeccable, le collier de perles immuable, mais le sourire est, ce jour-là, un peu plus tendre, moins mécanique. Le regard menthe glaciale plus doux. « Dieu est toujours avec moi », souffle-t-elle. Alors que l'Europe redécouvre éberluée les horreurs de la guerre, les charniers, les files de réfugiés fuyant les combats, Ursula von der Leyen médite. « Malgré nos différences, quelque chose nous dépasse et nous unit ici. » Quelques jours plus tard, le 14 septembre, devant les députés européens réunis au Parlement de Strasbourg, elle évoquera dans son discours annuel sur l'état de l'Union le souvenir de Taizé. « Ils croient tous passionnément en

quelque chose qui les dépasse. Je souhaiterais que l'Europe ressemble davantage à ces jeunes. » L'Europe, une religion, Ursula von der Leyen, sa grande prêtresse.

La femme la plus puissante d'Europe est affable, polie, impassible. Le lendemain, carnassière, intransigeante, autoritaire. Un caméléon politique, acrobate ambitieuse. Plus tacticienne qu'intellectuelle. A-t-elle réussi à avaler ce procès en illégitimité qui lui colle aux basques depuis son élection au Parlement européen, le 16 juillet 2019 ? « Elle est arrivée à ce poste comme une météorite tombée sur Terre, par hasard », tacle un haut fonctionnaire européen, pas vraiment fan. Et un autre de rajouter : « Vous connaissez sa vision de l'Europe, vous ? Moi non. » Son nom est sorti du chapeau deux semaines avant le vote, lors d'un Conseil européen où les poignards ont volé. « L'une des réunions les plus tendues et violentes depuis le Brexit », se souvient un conseiller élyséen. Le traité de Lisbonne (2007) avait gravé dans le marbre la règle du « *Spitzenkandidat* » : le leader du parti arrivé en tête aux élections européennes prend la direction de la Commission. Une règle instaurée pour tisser un lien entre les électeurs et cet organe hors-sol, ovni technocratique accusé de tous les maux. En juin 2019, le Parti populaire européen (PPE, centre droit) rafle la mise. Son chef de file, le Bavarois Manfred Weber, dirige la CSU, l'Union chrétienne-sociale. Un homme rude qui ne sied guère à Emmanuel Macron, dont le nouveau parti, Renew, a réussi une percée spectaculaire au Parlement. Veto français. Angela Merkel propose alors le Néerlandais Frans Timmermans, le « *Spitzenkandidat* » des socialistes, arrivé en deuxième position. Banco pour Macron. Le couple franco-allemand s'envole pour un G20 à Osaka, au Japon, l'esprit léger, croyant avoir réglé l'affaire. A tort. Au Parlement européen, la droite s'insurge : déni de démocratie, on lui a volé la victoire. Au sein du Conseil européen, certains dirigeants proches du PPE s'agacent. Leur a-t-on seulement demandé leur avis ? Eux voteront contre Frans Timmermans. Quand les Vingt-Sept s'assoient autour de la vaste table du Conseil européen, à Bruxelles, le mardi matin, l'ambiance est électrique. Le Néerlandais est balayé – comme l'hypothèse Margrethe Vestager. Le président

Quelques dates

2003

Nomination au gouvernement régional de Basse-Saxe

2005

Première entrée au gouvernement fédéral de Merkel, chargée de la Famille.

2019

Election à la présidence de la Commission européenne



« Aux yeux des citoyens et des chefs d'Etat, elle a réussi à incarner l'Europe mieux que tous ses prédécesseurs, Jacques Delors mis à part », note l'eurodéputée Nathalie Loiseau.

Macron propose alors Michel Barnier, ancien commissaire européen, négociateur du Brexit. La chancelière allemande s'empare. La France, dit-elle, a imposé Christine Lagarde à la tête de la Banque centrale européenne. Trop de Français, c'est *nein*. Emmanuel Macron sort alors son joker : Ursula von der Leyen, ministre de la Défense allemande. Elle parle français, Bruno Le Maire l'apprécie, tout comme le chef de la diplomatie, Jean-Yves Le Drian. Elle est détestée outre-Rhin : un cadeau à Merkel, qui ne sait pas comment s'en débarrasser. La voilà propulsée. Le vote au Parlement passe « ric-rac », avec neuf voix d'avance seulement.

Ursula von der Leyen est un plan B qui a réussi. Et les résultats des élections européennes du 9 juin 2024 la confortent. Le PPE, dont elle est la cheffe de file, est arrivé en tête du scrutin, avec 186 sièges, soit 10 de plus qu'il y a cinq ans. Une

victoire qui la met en bonne position pour conserver son poste. Mais, voilà, en 2019, la règle du « *Spitzenkandidat* » a été bafouée. Pourquoi l'Histoire ne bégaierait-elle pas ? D'autant qu'Emmanuel Macron ne lui a, cette fois, pas officiellement apporté son soutien. « On ne lui donnera pas de chèque en blanc », assure l'eurodéputé Renew Pascal Canfin. En réalité, la victoire ne lui est pas plus acquise qu'il y a cinq ans. Les équilibres sont précaires. Chercher le soutien des Verts au Parlement, et c'est une bonne partie de la droite, notamment la CDU allemande, qui lui tournera le dos. Barrer à droite et se rapprocher de Giorgia Meloni, et ce sont les socio-démocrates qui plieront bagage. Avoir tant d'ennemis force le respect. Sauf que ces oppositions s'annulent. Car les options sont peu nombreuses. L'expresident du Conseil des ministres italien Mario Draghi, sauveur de l'euro pendant

**« Elle est arrivée
à ce poste comme
une météorite tombée
sur Terre, par hasard »**

la crise financière de 2012, lorsqu'il dirigeait la Banque centrale européenne ? Certes, le magicien italien s'apprête à sortir début juillet un rapport explosif, programme clés en main pour une Union européenne déterminée à retrouver sa puissance et sa souveraineté. Mais l'homme serait fatigué. Surtout, il n'est membre d'aucun parti au Parlement. « Macron susurre son nom pour montrer qu'il peut encore décider seul. Mais, au Conseil européen, on est puissant quand on est fort chez soi », tacle un commissaire européen. Certains évoquent l'hypothèse Roberta Metsola, la Maltaise qui préside le Parlement européen. Mais la représentante d'un paradis fiscal pas vraiment au carré sur le respect de l'état de droit peut-elle prendre la tête de la Commission ? D'autres avancent le nom du Premier ministre croate, Andrej Plenkovic. Un geste en direction des Balkans, mais l'homme n'a pas de surface politique européenne. Sur le papier, Ursula von der Leyen a donc beaucoup de cartes en main.

« C'est la meilleure présidente de la Commission depuis Jacques Delors, s'enflamme le Belge Philippe Lamberts, député et coprésident du groupe des Verts au Parlement européen. Et pourtant, je n'ai pas voté pour elle il y a cinq ans. » « Elle a réussi à incarner l'Europe aux yeux des citoyens et des chefs d'Etat, mieux que tous ses prédécesseurs, Jacques Delors mis à part », ajoute l'eurodéputée Renew Nathalie Loiseau. Et pourtant, les critiques fusent. Pour les Allemands, elle serait trop française. Pour la droite, trop à gauche. Pour les Français, trop atlantiste. « Mais peut-être est-ce le moyen de survivre quand on dirige la Commission », suggère Jérémie Gallon, avocat spécialiste des questions européennes, à Bruxelles.

Ursula Gertrud Albrecht est surtout née européenne avant d'être allemande. Elle voit le jour à Ixelles, commune limitrophe de Bruxelles, le 8 octobre 1958, ►

► dix-huit mois seulement après la signature du traité de Rome. Un pur produit de l'aristocratie allemande. Un pedigree familial qui pèse lourd sur les épaules : des pasteurs, grands commerçants de Brême, conseillers d'Etat à la pelle. Justement, Ernst Albrecht, son père, est un de ces jeunes Allemands de l'après-guerre qui veulent oublier l'horreur du nazisme dans l'engagement pour la construction européenne. N'a-t-il pas intitulé son mémoire de thèse « L'union monétaire est-elle une condition préalable à l'union économique » ? A 24 ans, il est nommé attaché à la Communauté européenne du charbon et de l'acier au Luxembourg, puis devient chef de cabinet du commissaire allemand à Bruxelles. En 1957, sur une photo sépia immortalisant la signature du traité de Rome, il est là, debout, droit comme un I, juste derrière le chancelier Adenauer. Dans la capitale européenne, Ursula vit une enfance dorée, surprotégée. L'Ecole européenne, français courant, équitation. Tirée à quatre épingles. Toujours, tout le temps. L'enfant chérie, « Röschen », « Petite Rose ». Le dimanche, chez les Albrecht, Ursula s'installe au piano, l'un de ses frères au violon, l'autre au hautbois, papa au violoncelle. Bach, Haendel. Du baroque évidemment. Rigueur luthérienne oblige.

Son ascension sera une succession de fuites et d'allers-retours, de volte-face inattendues. Comme s'il fallait chaque fois couper le cordon, s'autonomiser, capter la lumière pour elle seule. Echapper au « *Kinder, Küche, Kirche* » – littéralement, « enfants, cuisine, église » –, triptyque historique allemand qui a collé à la peau de toutes les femmes de la famille. Alors il lui faut s'affranchir du clan familial et politique, comme plus tard, de ses créateurs, Merkel et Macron.

La première fuite est pour Londres, en 1978, où, jeune étudiante, elle s'inscrit à la London School of Economics. Elle y vit sous un faux nom, Rose Ladson, tellement papa a peur que « Röschen » soit enlevée par des extrémistes gauchistes de la bande à Baader. Dans les ruelles pavées de Soho, elle oublie Bach et ses sonates, s'enthousiasme pour le punk. Retour en Allemagne, mariage en 1986 avec Heiko von der Leyen, un professeur de médecine. Le couple s'envole pour les Etats-Unis, où Heiko enseigne à Stanford pendant dix ans. De ses années américaines, elle se souvient de l'ennui. Et

les enfants. Un, deux, trois... et bientôt sept. Puis l'Allemagne, de nouveau, les gamins ont grandi, les nounous prennent le relais. En 1996, Ursula von der Leyen raccroche son tablier de cuisine pour se lancer en politique. Angela Merkel la repère, la propulse sur les plateaux télé où, habile communicante, elle fait un carton. Ursula von der Leyen n'aurait jamais existé sans Merkel. La chancelière la nomme ministre

Von der Leyen s'est liée les mains avec la CDU, soucieuse de compétitivité plus que de climat

de la Famille en 2005, puis ministre de la Défense en 2013. Mais, là, elle multiplie les faux pas et les scandales, n'en fait qu'à sa tête. Son goût pour la com lui vaut la haine des militaires et le rejet d'une bonne partie de la CDU. Son exfiltration à la Commission est un soulagement pour Merkel.

Mais, à Bruxelles, justement, l'atterrissage est délicat. Elle y est née, certes, mais n'en a pas les codes. A sa décharge, la Commission regorgée d'ego. Auréolée de ses batailles contre les Gafam, Margrethe Vestager est nommée vice-présidente exécutive. Tout comme Frans Timmermans,

qui s'empare du dossier du Green Deal, le Pacte vert. Régulation sur les pesticides, jachères dans l'agriculture, interdiction des ventes de voitures thermiques dès 2035... Il avance à marche forcée. Et tant pis si les constructeurs automobiles allemands s'étouffent et si les agriculteurs français s'alarment du risque de perte de souveraineté alimentaire. Mais Ursula von der Leyen peut-elle freiner Frans Timmermans, alors qu'elle a tant promis aux socio-démocrates et aux Verts en échange de leur soutien ? Avec Thierry Breton, la relation est vite électrique. La pandémie de Covid crispe les esprits. Dans le secret, sans embarquer personne, ni son commissaire à la Santé ni celui à l'Industrie, elle négocie des contrats d'achats anticipés de vaccins avec Pfizer. Ces mystérieux échanges de SMS avec le grand patron du laboratoire, qui ne seront jamais révélés au grand public, interrogent encore. Problème : début 2021, les contrats sont passés depuis des mois mais les vaccins tardent à arriver. Le commissaire français veut prendre les choses en main, elle résiste. Il passe en force, organise les filières industrielles et les approvisionnements. « Avec von der Leyen, c'est toujours trop peu ou trop tard et il faut toujours lui forcer la main », souffle l'entourage de Thierry Breton. D'autres dossiers prennent du retard. « Le programme d'investissement européen de défense est arrivé en mars 2024, alors qu'il était annoncé en septembre 2023 ! Pourquoi, en tant



En 2005, la mère de sept enfants est nommée ministre de la Famille par Angela Merkel.



En froid avec le président du Conseil (à g.), elle a un lien privilégié avec Joe Biden (à dr.).

qu'ex-ministre de la Défense, n'en a-t-elle pas fait une priorité ? Ça, c'est une véritable faute », attaque Nathalie Loiseau.

Certes, elle a engrangé des victoires : le grand emprunt commun de 750 milliards d'euros. Une première dans l'histoire de l'UE. Ou la régulation des plateformes – des règlements qui font figure d'exemples aux Etats-Unis. Cette libérale, libre-échangiste, a rejoint le président français dans la nécessité d'instaurer une véritable politique commerciale européenne. Et elle s'est résolue à lancer deux enquêtes contre la Chine pour concurrence déloyale et aides d'Etat abusives, notamment dans le domaine des véhicules électriques. Là aussi, du jamais-vu. Des victoires, certes, mais dans un climat étouffant, fielleux. « Elle incarne l'Europe. On ne peut pas lui retirer ça, même si elle marche sur les pieds de tout le monde », pointe Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman. Avec le Belge Charles Michel, président du Conseil européen, les relations ont vite viré à la guerre de tranchées. Tout les oppose. Lui, c'est le chaos total. Elle, le contrôle permanent. Elle pense être le visage de l'UE alors pas question de partager la scène. Quitte à publier sur les réseaux sociaux des photos officielles où ses équipes ont soigneusement recadré l'image pour que le Belge disparaisse.

Aurait-elle joué trop solo ? En matière de politique étrangère, où elle n'a pas de mandat clair, elle irrite les chancelleries

européennes. Eclipsant au passage le chef de la diplomatie européenne, l'Espagnol Josep Borrell. Des exemples ? En juillet 2022, elle se précipite en Azerbaïdjan, qualifiant le président Aliyev de partenaire fiable parce qu'il fallait passer un mémorandum sur le gaz. En mars 2023, elle signe à Washington un accord de coopération économique entre l'UE et les Etats-Unis portant sur la sécurisation des métaux critiques sans que le Conseil ni les commissaires chargés du sujet n'aient pu le lire. A l'été 2023, elle se félicite dans un tweet de l'annonce faite par Joe Biden de l'Inflation Reduction Act, vaste plan de subventions pour les industries vertes, véritable aimant pour les entreprises européennes. Après la tragédie du 7 octobre en Israël, elle s'impose dans le voyage de la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, invitée par la Knesset. Là-bas, elle manque totalement de sens politique, apportant un soutien inconditionnel à Netanyahu sans, à aucun moment, rappeler la solution à deux Etats.

« Je n'ai jamais vu une Commission aussi dysfonctionnelle », commente, désabusé, un haut fonctionnaire européen. Au fil des années, elle s'est isolée à Berlaymont, avec son chef de cabinet, Bjoern Seibert, fidèle cerbère gardant la porte du royaume. Si elle est la femme la plus puissante d'Europe, lui est sans doute l'homme le plus influent. « Bjoern est son chien d'aveugle », cingle un ancien de la Commission. Les deux se connaissent depuis plus de quinze ans, il est

arrivé dans ses valises, sans connaissance des us et coutumes de la maison. Travailleur acharné, quatre heures de sommeil par nuit. Il surveille tout, décide de toutes les nominations. Et pilote « l'hebdo », la réunion du lundi à 9 heures entre tous les chefs de cabinet des commissaires. C'est là que les sujets sont vraiment discutés. S'il y a un consensus, ils ne remontent même pas à la réunion du mardi, celle du collège des commissaires. « Le problème, c'est que l'on voit souvent arriver le lundi à 8h50 des textes dont nous n'avons jamais entendu parler. Comme il n'y a pas assez de temps pour les décortiquer, la discussion n'a pas lieu. Et même s'il y a un consensus, on s'aperçoit qu'entre le lundi et le mardi, le texte a été retouché », grogne le chef de cabinet d'un commissaire européen. Entre-temps ? Un coup de fil de von der Leyen ou de Siebert à Berlin. Et parfois à Washington. Siebert est réputé très proche du secrétaire à la Défense américain, Jake Sullivan. Et von der Leyen a tissé un lien privilégié avec Joe Biden, par l'entremise de l'ambassadeur américain auprès de l'UE, Mark Gitenstein, ancien conseiller du président démocrate. « Une proximité qui la pousse parfois à prendre, sur la question des relations avec Pékin, des positions plus proches de celles des Américains que de Paris ou Berlin », souligne Alexandra de Hoop Scheffer, spécialiste des questions géostratégiques au think tank German Marshall Fund of the United States. Au point d'agacer Macron, comme, l'an dernier, dans l'avion qui les ramènent tous deux d'un voyage officiel à Pékin. Pas question que les Européens, qui ont une autre manière d'approcher la question chinoise, deviennent des suiveurs de l'Amérique, lui dit-il.

Quelles seront les couleurs des cinq prochaines années si Ursula von der Leyen parvient à conserver son poste ? Moins vertes, sans doute. En se présentant comme cheffe de file de la droite européenne, von der Leyen s'est liée les mains avec la CDU allemande, plus soucieuse de compétitivité que de climat. « Elle n'aura plus les moyens de faire adopter des textes qui confortent le virage écolo », s'inquiète Philippe Lamberts. Le caméléon von der Leyen l'a déjà acté. Et tant pis pour les critiques. « Vous ne pouvez tomber plus bas que dans les mains de Dieu », avait-elle lancé aux jeunes réunis à Taizé, citant le poète allemand Arno Pötsch. On en revient toujours là. ✱

Et maintenant, quelle politique étrangère pour l'Europe ?

UNE CHRONIQUE DE FRÉDÉRIC ENCEL

Face aux menaces russe, chinoise ou islamiste et au possible retour de Trump, l'UE doit assumer la puissance politique et stratégique. Devant la montée des radicalismes, c'est peut-être sa dernière chance.



Sans surprise au vu des principaux sondages et de l'évolution des opinions publiques ces derniers mois, le scrutin du 9 juin a renforcé le centre droit, la droite conservatrice et l'extrême droite. Les deux premiers courants, sur les grands dossiers internationaux, représentent une tendance relativement cohérente : atlantiste bien qu'avec des nuances fortes selon les pays, assez (voire très) européiste en même temps, hostile aux régimes autoritaires et notamment à la Russie depuis son attaque de l'Ukraine, et globalement favorable à Israël sur la scène proche-orientale. Pour sa part, l'extrême droite ne constituera toujours pas un bloc homogène tant sont profonds ses clivages et diverses ses natures, nationaliste ici, séparatiste là, fascisante ailleurs ; en matière de politique étrangère toujours, les partis d'extrême droite français, néerlandais, suédois, autrichien, italien ou polonais divergent, en particulier sur le rapport à la Russie et au soutien à l'Ukraine. Quant aux gauches, surtout si on y inclut les partis écologistes et les formations d'inspiration marxiste, elles apparaissent tout aussi divisées sur l'Ukraine, moins sur le Proche-Orient. Rappelons que sur le dossier israélo-palestinien, les parlementaires votent rarement de façon majoritaire, traduisant en cela fidèlement les votes sur les trois positions « pour », « abstention » et « contre » des

Ils oublient que la dimension politique implique le militaire et la sécurité collective

chancelleries ! L'arrivée de nouveaux députés radicaux (sinon fanatiques) ne devrait pas modifier cet état de fait.

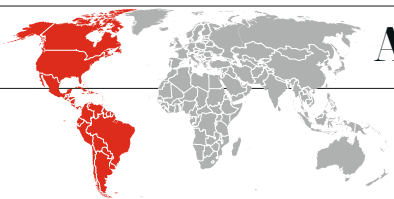
Mais au-delà des aléas politiques, on rappellera d'abord qu'en matière d'affaires étrangères, le Conseil et la Commission disposent de leviers et de prérogatives plus considérables que ceux du Parlement. Ensuite et surtout, l'Europe du traité de Rome de 1957, qui prolongeait dans l'esprit celle de la Communauté économique du charbon et de l'acier, forte de la France, de l'Italie, de la République fédérale d'Allemagne (l'Allemagne de l'Ouest), et des trois pays du Benelux, entretenait une vocation essentiellement économique, industrielle, et dans une certaine mesure sociale et normative. Puis viendraient les échanges universitaires (Erasmus) et culturels, voire énergétiques mais bien plus tardivement (le choc pétrolier de 1973 n'avait pas illustré une grande solidarité entre Européens !) par temps de grave crise sur le continent géographique (Ukraine, 2020).

Mais en tout état de cause, l'ADN de l'UE, même après l'Acte unique de 1986 et le traité de Maastricht de 1992 – et en dépit d'un article évoquant la solidarité sécuritaire – n'avait pas vocation au politique. Or nombre d'observateurs oublient fâcheusement que la dimension politique implique le militaire et la sécurité collective. Depuis 1949, c'est l'Otan, qui épouse au demeurant sans cesse davantage les contours de l'UE, qui jouait et assume encore le rôle de protecteur du continent. Et avec l'attaque russe de l'Ukraine, on jauge à quel point l'UE est extrêmement faible non seulement en tant que telle, mais aussi au niveau de chacun de ses membres, aux (imparfaites) exceptions britannique et française, sachant que le Royaume-Uni n'en est même plus membre !

Pousser l'exécutif à infléchir l'union vers plus d'intégration, d'action stratégique

Crises ukrainienne, israélo-palestinienne, taïwanaise ou (climato-migratoire) sahélienne : le nouveau parlement issu du scrutin 2024 n'aura-t-il pas pour mission de pousser l'exécutif à infléchir l'union vers plus d'intégration, d'action stratégique, de positionnement comme puissance ? Trois enjeux existentiels menacent l'Europe : un régime russe ayant décidé de renverser la table des relations internationales et qui adopte une posture sans cesse plus belliqueuse ; un régime chinois revanchiste (du siècle des humiliations), économiquement et militairement de plus en plus agressif, et une nébuleuse islamiste avec en fer de lance les Frères musulmans alliés aux « idiots utiles » de l'extrême gauche. Ajoutons le spectre du retour à la Maison-Blanche en 2025 d'un Trump à l'imprévisibilité légendaire et que l'Europe, au mieux, indiffère, au pire, exaspère. Si elle veut pérenniser son influence et ses capacités de sauvegarde, l'UE ne peut plus se contenter du « doux commerce » et d'un modèle sociétal et institutionnel décrié ; elle doit assumer la puissance politique et stratégique. Avec une majorité favorable à cette perspective salutaire, le parlement issu de ce scrutin devrait s'y atteler. C'est peut-être la dernière fenêtre d'opportunité. ✱

Frédéric Encel, essayiste et géopolitologue, est professeur à la Paris School of Business (PSB) et maître de conférences à Sciences Po.



ÉTATS-UNIS

Elue américaine et passionaria pro-Gaza

Unique membre palestinienne du Congrès, Rashida Tlaib pourrait faire perdre son camp en novembre dans le *swing state* du Michigan.

PAR HÉLÈNE VISSIÈRE (WASHINGTON)

Pendant son discours sur l'état de l'Union, en mars, tous les démocrates du Congrès, comme le veut la coutume, se sont levés pour applaudir les propos de Joe Biden. Tous, sauf Rashida Tlaib, la représentante du Michigan, et une poignée d'élues portant le keffieh palestinien qui sont restées assises pour protester contre le soutien des Etats-Unis à Israël. Depuis le début de la guerre à Gaza, la seule membre du Congrès d'origine palestinienne est le fer de lance de l'opposition à l'Etat hébreu. Elle accuse le président Biden et ses collègues démocrates d'être responsables d'un « génocide » en envoyant des armes à Israël. Et réclame un mandat d'arrêt à la Cour internationale de justice contre Benjamin Netanyahu. En février, lors des primaires démocrates du Michigan, elle a appelé à voter blanc en signe de mécontentement envers la politique pro-Israël de Joe Biden. Plus de 100 000 électeurs ont suivi ses consignes ! Or, en novembre, ce genre d'abstentionnisme pourrait faire basculer ce *swing state* dans le camp trumpiste.

Fille de Palestiniens immigrés, Rashida Tlaib fait des études de droit avant d'être élue en 2008 au congrès local du Michigan, puis de siéger à la Chambre des représentants dix ans plus tard. Elle s'y fait remarquer par son franc-parler et des positions très à gauche. Mère de deux enfants, divorcée, elle devient la bête noire des pro-Israël



Très à gauche, Rashida Tlaib s'est fait remarquer par son franc-parler.

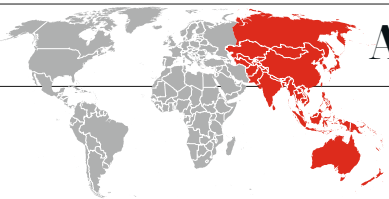
après l'attaque du 7 octobre. Ils lui reprochent de ne pas assez condamner le Hamas et d'appeler « au démantèlement du régime d'apartheid ». Début novembre, sur X, elle dénonce le soutien de Biden au massacre des Palestiniens et le prévient : sans cessez-le-feu, « ne comptez pas sur nous en 2024 », dit-elle, sur fond d'images de manifestants qui scandent « du fleuve [NDLR : le Jourdain] à la mer, la Palestine sera libre », un slogan considéré comme un appel à l'élimination de l'Etat hébreu.

Ulcérés, les républicains de la Chambre lancent une procédure de censure, rare mesure disciplinaire réservée aux cas extrêmes. Rashida Tlaib, émue, se justifie dans un discours en brandissant une photo de sa grand-mère, résidant en Cisjordanie. « Nous sommes des êtres humains (...) Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi les cris des Palestiniens n'ont pas la même résonance pour vous. » Si nombre de démocrates défendent celle qui, à la suite de menaces de mort, se déplace avec des gardes du corps, 22 d'entre eux votent avec les républicains pour la censurer.

Les pro-Palestiniens, pour la plupart jeunes et très à gauche, sont minoritaires au Congrès. « Ils n'ont pas gagné plus d'influence, mais ils ont réussi à susciter davantage de débats critiques sur l'action d'Israël », juge le professeur Michael Kazin, spécialiste du Parti démocrate à l'université de Georgetown. A mesure que la crise humanitaire s'aggrave, les divisions s'accroissent dans le camp Biden. « Les attaques contre le gouvernement israélien s'intensifient, poursuit le Pr Kazin. Près de la majorité des élus démocrates sont en faveur d'un cessez-le-feu et veulent un président plus ferme. » Ce qui reflète l'opinion de leurs électeurs. Selon un sondage, seulement 32 % d'entre eux se disent favorables à la livraison d'armes à Israël, une baisse de 15 points depuis octobre.

Le Congrès continue cependant à soutenir en bloc la politique de l'administration. En avril, la Chambre a voté pour une assistance militaire et humanitaire de 26 milliards de dollars à l'Etat hébreu. Seuls 37 démocrates, sur les 213, s'y sont opposés. « Dans un sens, c'est beaucoup, note Shadi Hamid, professeur d'études islamiques au Fuller Seminary. Voter contre une aide à Israël était naguère extraordinairement risqué. » D'un autre côté, reconnaît-il, « 37 semble un nombre faible » pour « une guerre aussi brutale et impopulaire ». Le lobby pro-Israël se mobilise afin de torpiller la réélection en novembre des opposants au gouvernement Netanyahu en finançant des candidats rivaux. Rashida Tlaib, dont la circonscription comprend un fort pourcentage d'Arabes américains, semble de pas avoir d'adversaire sérieux et a bénéficié d'un afflux de dons depuis qu'elle a été censurée. « On ne me fera pas taire », a-t-elle lancé à la Chambre. ✱

CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS



INDE

Pas si simple de devenir la nouvelle Chine

Réélu péniblement, le Premier ministre Modi a les ailes coupées. Sa capacité à profiter du ralentissement économique de son rival interroge.

PAR GUILLAUME DELACROIX

New Delhi, en retard sur son rival asiatique

INDE

CHINE

Population
(en millions d'habitants, 2023)

1 429

1 426

SOURCE : NATIONS UNIES

Croissance du PIB (2023)

8,2 %

5,2 %

SOURCE : BANQUE MONDIALE

PIB (en milliards de dollars, avril 2024)

3 940

18 530

SOURCE : FMI

Investissements directs étrangers
(net, en milliards de dollars, 2023)

10,6

33

SOURCES : RESERVE BANK OF INDIA ; STATE ADMINISTRATION OF FOREIGN EXCHANGE

Nombre de consommateurs
(personnes pouvant dépenser plus de
12 dollars par jour en millions, 2022)

473

899

SOURCE : WORLD DATA LAB

Part dans les exportations mondiales (2021)

1,8 %

15,2 %

SOURCE : LSEG DATASTREAM

Le mirage du XXI^e siècle présenté comme « le siècle de l'Inde » est-il en train de se dissiper ? Réélu péniblement pour un troisième quinquennat début juin, Narendra Modi a les ailes coupées. Son parti, le BJP, avec soixante députés en moins, a perdu la majorité absolue au Parlement, et la difficulté des tâches qui l'attendent relègue au second plan la sourde bataille économique et commerciale que le dirigeant autodidacte se figurait mener contre Pékin pour faire du sous-continent le nouvel atelier du monde.

Objet depuis un an de tous les fantasmes dans les milieux d'affaires occidentaux, le prétendu eldorado indien peut certes se targuer de son avance démographique, avec une population qui dépasse désormais celle de l'empire du Milieu, et un PIB mécaniquement devenu le cinquième de la planète. Mais la richesse produite en Inde est encore près de cinq fois inférieure à celle de la Chine.

Et le contexte politique s'est compliqué pour rattraper ce retard : à l'issue de législatives aigres-douces pour eux, les nationalistes hindous doivent maintenant composer avec plusieurs potentats régionaux à la loyauté douteuse, au sein d'une coalition hétéroclite où chaque décision fera l'objet de marchandages. Les ressorts de la démocratie indienne ont en tout cas retrouvé de la vigueur, et le régime autoritaire et répressif en place depuis 2014 va devoir apprendre l'art du compromis. Politiquement, après avoir suscité des craintes, l'Inde s'éloigne donc du chemin pris par la Chine.

Sur le plan économique, en apparence, l'Inde peut aussi nourrir de l'espoir, forte de son indéniable accélération dans les énergies renouvelables, les services informatiques, la pharmacie, ou des succès fulgurants de certains de ses conglomérats. Quelques heures avant la fin des législatives, New Delhi a annoncé que le PIB indien avait bondi de 8,2 % l'an dernier, l'une des croissances les plus dynamiques au monde, contrastant avec le ralentissement chinois (5,2 %). Selon l'agence Bloomberg, le tigre indien pourrait accélérer pour atteindre 9 % d'ici la fin de la décennie, tandis que le dragon chinois pourrait plafonner à 3,5 %, ce qui permettrait à l'Inde de doubler la Chine en 2028 en

tant que plus gros contributeur à la croissance mondiale (le FMI, lui, table sur 2037).

Rien n'est moins sûr, cependant. Alors que les deux pays étaient à un niveau comparable de développement en 1980, l'Inde de Modi ne pèse que 3,5 % du PIB mondial, contre 18 % pour la Chine de Xi Jinping, observe la Banque mondiale. Elle ne représente en outre que 1,5 % des échanges de biens mondiaux, contre 13 % pour sa rivale, dont elle reste très dépendante pour ses approvisionnements en biens manufacturés. Sans compter que de nombreux économistes doutent de la véracité des chiffres indiens et affirment que l'économie réelle du sous-continent connaît un ralentissement continu depuis la sortie de la pandémie du Covid – mais les statistiques chinoises sont également sujettes à caution... Selon JP Morgan, la valeur ajoutée brute est un meilleur indicateur de la croissance, car ne tenant pas compte du coût des matières premières, actuellement à la hausse. En Inde, elle progressait fin mars de 6,3 % en glissement annuel, contre 8,3 % il y a un an.

Quoi qu'il en soit, la croissance à deux chiffres visée par Narendra Modi pour se doter d'un niveau de développement satisfaisant reste une chimère. « Cet objectif n'est toujours pas atteint, l'économie étant affaiblie par des enjeux structurels que le gouvernement ne parvient pas à traiter », relève sous couvert d'anonymat un diplomate occidental en poste à New Delhi. « Le potentiel de l'Inde est très relatif », acquiesce un ambassadeur européen qui préfère lui aussi taire son nom. « Son économie est tirée par au mieux 200 millions d'individus, pendant que 1,2 milliard d'habitants demeurent plongés dans l'économie informelle, ne participent en rien au développement et ne dégagent aucune épargne susceptible de financer l'activité », rappelle-t-il.

À cet égard, le fossé est immense avec la Chine, où la population vieillissante épargne plus de 30 % de ses revenus bruts. Déclarer que l'Inde va supplanter la Chine est « prématuré », convient de fait l'ancien conseiller économique en chef du gouvernement Modi, Arvind Subramanian. Parmi les boulets de l'Inde, l'insuffisance de ses infrastructures (malgré une franche amélioration depuis dix ans), le niveau de son taux d'activité (l'un des plus faibles au monde, 40 %, contre 68 % en Chine),



Malgré ses succès technologiques, le tigre indien est loin du dragon chinois.

et l'incapacité de son système éducatif à former convenablement, ce qui relativise l'avantage comparatif du moindre coût de sa main-d'œuvre (le salaire mensuel équivalait à 95 dollars par mois en Inde, contre 361 dollars en Chine). En clair, les Indiens ne coûtent pas cher, mais ils ne possèdent pas les compétences requises par l'économie mondialisée, à quelques exceptions près, comme en informatique. Chez les plus de 15 ans, 25 % sont illettrés, neuf fois plus qu'en Chine.

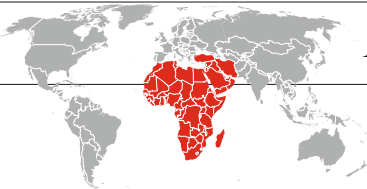
Autre limite de l'Inde, son appareil productif, incapable de créer suffisamment d'emplois pour les 12 millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Enfin, son maillon faible est toujours l'industrie (15 % des actifs, 20 % du PIB en 2021), par rapport à une agriculture peu productive mais encore prépondérante (44 % de la main-d'œuvre, 17 % du PIB) et au surpoids des services. Signe qui ne trompe pas, la part de marché mondiale de l'Inde dans la production de biens manufacturés est cantonnée à 1 %. Trente fois plus petite que celle de la Chine et ce, malgré quelques récents transferts d'usines vers l'Inde, par exemple celles d'Apple ou de Samsung dans les smartphones.

D'une manière générale, le décalage entre les deux géants asiatiques demeure

colossal, d'après le cabinet Bernstein Research. L'Inde accuserait un retard de treize ans sur la Chine en matière de consommation ; de quinze ans s'agissant du revenu annuel par habitant (2 730 dollars pour la première, 13 140 dollars pour la seconde) ; de vingt ans quant aux investissements directs étrangers. Et cela ne risque pas de s'arranger de sitôt. Face à la nouvelle donne politique à New Delhi, les investisseurs étrangers vont sans nul doute se montrer circonspects. À la Bourse de Bombay, le cours des entreprises détenues par les oligarques proches du pouvoir a dégringolé le 4 juin, à l'annonce de la victoire de justesse du leader nationaliste. Certains ont perdu jusqu'à 20 % en une seule séance.

Les premiers signes de perte de confiance vis-à-vis de l'Inde se sont fait sentir dès 2023, avec un décrochage très net des investissements directs étrangers, alors même que ceux-ci, à 40 milliards de dollars en moyenne par an depuis dix ans, étaient déjà très en deçà des flux entrant en Chine (232 milliards) ou dans les pays de l'Asean (140 milliards au total), Vietnam, Indonésie et Philippines notamment. « Narendra Modi n'est pas Deng Xiaoping », relève-t-on dans les chancelleries occidentales, pour rappeler qu'à l'inverse du leader chinois, artisan dans les années 1980 de la conversion capitaliste du régime fondé par Mao, le Premier ministre indien s'est révélé protectionniste à l'épreuve du pouvoir, en augmentant les barrières douanières aux frontières de son pays.

Dans la perspective des cent premiers jours de son troisième mandat, le nationaliste hindou a demandé à son administration de préparer la relance des programmes « Make in India » (« Produire en Inde ») et « Atmanirbhar Bharat » (« Pour une Inde autosuffisante »). Une forme de repli sur soi. Néanmoins, tout n'est peut-être pas encore complètement perdu pour New Delhi. D'après le politologue Raja Mohan, « certains analystes pensent que Xi Jinping n'est pas en mesure d'inverser le déclin économique relatif de la Chine, quoi qu'il fasse. Pour en profiter, l'Inde doit éviter l'orgueil nationaliste qui a miné la fortune de Pékin ». C'est précisément ce que les électeurs indiens viennent de demander à Narendra Modi, en lui infligeant une victoire au goût amer aux législatives. *



ISRAËL

Yaïr Golan, la gauche musclée

Le nouveau chef du parti travailliste a montré un courage hors norme pendant l'attaque du Hamas. Mais sa radicalité en fait une figure controversée.

PAR STÉPHANE AMAR (JÉRUSALEM)

Le 7 octobre au matin, le journaliste Nir Gontarz tente désespérément de sauver son fils Amir, réfugié dans un verger près du festival de musique Tribe of Nova.

Autour du jeune homme de 23 ans, des dizaines de terroristes du Hamas abattent méthodiquement les festivaliers. Au téléphone, le fils décrit une scène d'apocalypse. « Amir me disait qu'on lui tirait dessus et j'entendais les tirs dans le téléphone », raconte Nir Gontarz. Roulant à 180 kilomètres-heure et brûlant tous les feux rouges, le père descend à toute allure vers le sud d'Israël. Mais il se retrouve bloqué par la police à 15 kilomètres du festival.

Désespéré, Gontarz apprend la présence de Yaïr Golan sur les lieux des massacres. Député d'opposition et général de réserve, Golan a pris le chemin de la région de Gaza dès l'annonce de l'invasion du Hamas. « J'ai appelé Yaïr Golan, retrace Nir Gontarz. Il a demandé que mon fils envoie une localisation par WhatsApp puis m'a dit qu'il allait le chercher. Et effectivement, il l'a ramené sain et sauf. Sa mère a donné la vie à mon fils en 2000. Yaïr Golan lui a redonné la vie en 2023. »

Ce matin-là, Yaïr Golan aura sorti au moins six personnes de l'enfer. Ancien chef d'état-major adjoint de l'armée, familier des combats urbains, il a aussi coordonné l'action de dizaines d'Israéliens en civil affluant spontanément vers la région de



Yaïr Golan a été chef d'état-major adjoint de l'armée.

Gaza. La veille encore, Golan n'était qu'un banal politicien de gauche. Le 7 octobre, il devient un héros national, emblématique d'une société unie dans l'épreuve au-delà de ses féroces affrontements idéologiques. « Je te détestais pour tes opinions politiques, maintenant je t'aime. Pardonne-moi pour cette haine », lui a lancé une jeune orthodoxe alors qu'il revenait aux abords de Gaza avec une équipe de la télévision israélienne.

Convaincu de n'avoir fait que son devoir, Yaïr Golan sait que sa bravoure lui a rapporté gros électoralement. Le 28 mai, les militants du parti travailliste l'ont porté

à la tête de leur formation avec plus de 95 % des voix. Un sacre. Golan a promis de revivifier un parti de gauche moribond, jamais remis de l'échec des accords d'Oslo au début des années 2000. Crédité d'une poignée de députés dans les sondages, Golan devra affronter les deux poids lourds de l'opposition : le centriste Benny Gantz et le social-démocrate Yaïr Lapid. Les coups commencent déjà à pleuvoir.

La controverse porte sur un sujet explosif en Israël. Quelques jours après sa victoire, Yaïr Golan a appelé les réservistes de Tsahal à refuser de servir tant que Netanyahu dirige le pays. Immense tollé à droite mais aussi au sein du parti de Gantz, lui-même ancien chef d'état-major. « On ne refuse pas les ordres, on ne refuse pas de servir dans l'armée. Je le dis à Yaïr Golan et à tous les responsables politiques : laissez l'armée en dehors des polémiques », a tancé le chef de l'opposition, qui vient de quitter le cabinet de guerre. Volontairement ou non, Gantz instruit un procès en gauchisme déjà ancien. En 2016, Yaïr Golan avait fait scandale en comparant la radicalisation de la droite israélienne à la montée du nazisme dans l'Allemagne des années 1930. Idem en 2020 quand, au nom de la liberté d'expression, il a défendu le droit d'une députée arabe de la Knesset à rendre hommage à Samir Kuntar, un terroriste libanais qui a tué de ses propres mains une petite fille israélienne en 1979.

La route vers le pouvoir s'annonce compliquée pour Yaïr Golan. S'il fédère les protestataires de Kaplan, l'avenue de Tel-Aviv où se rassemblent chaque samedi soir des dizaines de milliers d'opposants à Netanyahu, il devra prouver sa capacité à rassembler au-delà de la gauche pure et dure. « Bien que Yaïr Golan soit perçu comme un adversaire facile pour Netanyahu, qui va souligner sa radicalité, la bataille entre Golan, Gantz et Lapid ne fait que commencer pour savoir qui dirigera le bloc de centre gauche », annonce l'analyste politique Ori Wertman.

Son destin politique dépendra de l'évolution du conflit entre Israël et le Hamas. Si Netanyahu échoue à ramener les otages et à terrasser l'organisation terroriste, le héros du 7 octobre aura beau jeu d'affirmer que seule la gauche sait protéger Israël, comme au temps de David Ben Gourion et de Yitzhak Rabin. Un héritage lourd à porter. ✱

NOUVELLE JEEP® AVENGER - HYBRID

EXISTE AUSSI EN  100% ÉLECTRIQUE OU ESSENCE

À PARTIR DE **199** €/MOIS
LLD 49 MOIS/40 000KM - 1^{ER} LOYER DE 5 000 €



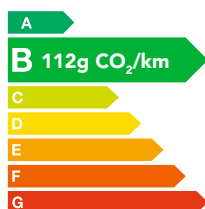
#FREEDOMFOLLOWERS

Jeep®

THERE'S ONLY ONE



Le 6 Juin 1944, lors du D-Day, les premières Jeep® foulaient le sol français ! Ce jour-là, avec leurs Jeep® Willys, les Alliés menaient une grande offensive qui s'est révélée décisive. Pour marquer cette présence en France, les Freedom Days, organisés du 1^{er} au 30 juin dans le réseau, permettront de célébrer Jeep®, moteur de Liberté depuis 80 ans.



(1) Jeep® Avenger MY24 Longitude 1.2 Turbo T3 100ch BVR6 e-Hybrid neuve, sans option au tarif du 03/05/2024, en location longue durée (LLD) sur 49 mois et 40000km maximum, soit 48 loyers mensuels de 199 € après un premier loyer de 5000 € TTC. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable jusqu'au 30/06/2024, dans le réseau Jeep® participant. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par CREDIPAR, loueur et SA au capital de 138517008 €, RCS Versailles n°317425981, ORIAS n°07004921 (www.orias.fr), n° ADEME : FR231747_03GHJZ, 2-10 boulevard de l'Europe 78300 Poissy. Modèle présenté : Avenger Summit 1.2 Turbo T3 100ch BVR6 e-Hybrid avec options, à **299 €/mois** aux mêmes conditions. Gamme Avenger électrique MY24 : consommation d'énergie électrique (kWh/100km) : 16,0-15,4 ; émissions de CO₂ (g/km) : 0 ; autonomie électrique (km) : 400-385 ; autonomie électrique en ville (km) : 601-562. Gamme e-Hybrid et essence MY24 : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 5,8-4,9 ; émissions de CO₂ (g/km) : 131-111. Freedom days = Les journées Liberté. There's only one = Seul Jeep® est unique.

www.jeep.fr

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer

MÉDIATION ET REDRESSEMENT

A Bercy, un commando au secours des entreprises

Le comité interministériel de restructuration industrielle joue un rôle majeur dans le sauvetage de sociétés mal en point. En toute discrétion.

PAR THIBAUT MAROTTE

Le 16 mars 2020, à 20 heures, le président de la République annonce l'entrée de la France en confinement, seul moyen de contrer la propagation du coronavirus. « Nous sommes en guerre », lance solennellement Emmanuel Macron. Pour Cédric Dugardin, la décision sonne comme un coup de massue de plus. Mais il se trouve déjà au front. A peine un mois auparavant, ce « dirigeant de crise » avait été nommé à la tête de Presstalis, le principal distributeur français de journaux et magazines, de nouveau en mauvaise posture, afin d'en assurer le redressement. A la veille de la mise sous cloche de l'Hexagone, il en a la conviction : dans quelques heures, il se rendra au tribunal de commerce de Paris pour déposer le bilan. Coup de théâtre, dans la soirée, il reçoit un appel pour le moins catégorique de Louis Margueritte, alors secrétaire général du comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri). « C'est un secteur stratégique, vous ne déposez pas », lui intime son interlocuteur au bout du fil. « Je n'ai pas de quoi payer les salaires, je n'ai pas le choix », répond Cédric Dugardin. « Je vous arrange ça d'ici à demain matin », promet en retour Louis Margueritte. Au lever du soleil, le patron reçoit un e-mail lui signifiant que le Ciri accordait à Presstalis un prêt de 16 millions d'euros via le fonds de développement

économique et social (FDES), dont il a la charge. L'entreprise obtient ainsi un premier répit de plusieurs semaines et peut continuer à distribuer la presse.

Doux, Conforama, Toys "R" Us, Go Sport ou, plus récemment, Atos... Le Ciri a joué les premiers rôles ces dix dernières années dans des dossiers emblématiques dans lesquels des centaines, voire des milliers d'emplois étaient en jeu. Cet organisme, rattaché à la direction générale du Trésor, accompagne les entreprises de plus

**Des dossiers dans
lesquels des centaines,
voire des milliers
d'emplois sont en jeu**

de 400 salariés qui en font la demande lorsqu'elles se retrouvent en difficulté. Créé en 1982, le Ciri a pris la suite du comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (Ciasi), en réponse au deuxième choc pétrolier. Pensé à l'origine comme une structure temporaire, il s'est rapidement imposé comme un acteur incontournable dans le paysage économique. « Le Ciri a été constitué avec un but assez simple : avoir une vision interministérielle coordonnée des sujets de

restructuration. Avant qu'il ne soit trop tard, il peut être utile que l'Etat accompagne une entreprise en difficulté en l'aidant à s'en sortir », décrit Pierre-Olivier Chotard, secrétaire général de l'organisme depuis 2022.

Sur chaque dossier, cette *task force* d'une dizaine de personnes seulement joue à la fois un rôle de médiateur et d'apporteur de solutions. Avec un mot d'ordre : la discrétion. « Personne n'est au courant que le Ciri accompagne une entreprise. Si quelqu'un s'aperçoit qu'il y a des difficultés, cela peut les accroître et créer un cercle vicieux : ses clients et ses fournisseurs pourraient être tentés de se détourner », explique Pierre-Olivier Chotard. Il n'est pas rare que soient conviées à Bercy une cinquantaine de personnes – administrateurs, mandataires judiciaires, créanciers et avocats –, avec pour seule ambition de mettre tout le monde autour d'une table. Un format unique dans le monde.

« Le Ciri est une spécificité française, cela n'existe nulle part ailleurs. Quand vous expliquez à des institutions financières étrangères que vous allez négocier au ministère de l'Economie, il arrive qu'on vous regarde avec des yeux ronds », sourit le président du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires, Frédéric Abitbol, abonné aux dossiers médiatiques. Un mode de fonctionnement qui peut paraître interventionniste mais qui a ses vertus. En 2017, avant Presstalis, Cédric Dugardin effectuait sa première mission de sauvetage auprès de l'armateur Bourbon. « Nous avions alors des créanciers chinois qui sont venus au Ciri. Ils ont demandé à avoir le drapeau tricolore et le sigle de Bercy en bas des documents pour rassurer leur direction », raconte le dirigeant. Frédéric Abitbol confirme le poids de la puissance publique dans les tractations. « Concrètement, quand un conciliateur négocie avec une banque, il peut se heurter à un refus, et c'est le pot de terre contre le pot de fer. Avec l'Etat, évidemment, c'est différent. Si le directeur du cabinet du ministre intervient au niveau institutionnel, l'impact est réel. Pendant le Covid, ce *soft power* s'est considérablement renforcé. »

Au sein du Ciri, les rapporteurs et le secrétaire général ont la charge de suivre les entreprises qui ont saisi le comité. Tous ou presque sont passés par l'ENA, certains,



Rattaché au ministère de l'Economie, le Ciri a notamment accompagné les dirigeants de Conforama, de Go Sport et d'AccorInvest.

plus rares, par de grandes écoles de commerce parisiennes ou par Polytechnique, souvent sans avoir jamais mis un pied dans le monde très complexe et rude de la restructuration. Qu'importe. « J'ai vu arriver de nouveaux rapporteurs lors d'une réunion qui semblaient ne rien comprendre à ce qu'il se passait. Quelques semaines plus tard, nous étions tous bluffés par la façon dont ils avaient pris en main le dossier », raconte un participant. « Ils déboulent dans un monde qui n'est pas le leur et sont généralement remarquables », abonde Olivier Puech, associé du cabinet d'avocats Bredin Prat.

« Têtes bien faites », « brillants », « bouseurs »... Les qualificatifs élogieux pleuvent lorsqu'il s'agit d'évoquer les membres du comité interministériel. De jour comme de nuit, ils ne comptent pas leurs heures et savent toujours se rendre disponibles. « Ce qui m'a toujours frappé, c'est à quel point ces serveurs de l'Etat sont dévoués et prennent à cœur leur mission. Ce service est vraiment de nature à redorer le blason de l'Etat, un peu écorné parfois. C'est une structure exceptionnelle avec des gens qui ont la patience et le dévouement que l'on peut trouver chez les médecins urgentistes », salue Jean-Pierre Farges, avocat associé du cabinet Gibson Dunn.

Gilles Clavie peut en témoigner. Nommé en juillet 2020, entre deux confinements, directeur général d'AccorInvest – une filiale à 30 % du groupe Accor gérant plus de 900 hôtels dans le monde –, il saisit le Ciri trois mois plus tard, écrasé par une dette de plus de 4 milliards d'euros : « Nous avons acquis la certitude que, pour être capables de remettre en place une véritable structure de financement, sachant que nous avions un pool bancaire de 20 parties prenantes, il nous fallait passer par une conciliation. » S'ensuivront des heures d'échanges par téléphone ou en visio. « A partir du moment où j'ai contacté le Ciri, pendant sept mois, il ne s'est pas passé un jour où je n'ai pas été en contact avec eux. J'ai reçu ensuite des appels de suivi pendant un an à raison d'une ou deux fois par semestre », raconte-t-il. Bloqué en Pologne, où il dirigeait jusqu'alors le groupe hôtelier Orbis, Gilles Clavie portait une lourde responsabilité à l'égard des 30 000 salariés d'AccorInvest. « Dans cette situation où l'on était contraint de rester chez soi, le fait d'échanger régulièrement avec Louis Margueritte et ses deux assesseurs était un sacré confort. Ils avaient vu des dizaines de dossiers similaires, je profitais de leur expérience et de ce qui avait pu être négocié auparavant. »

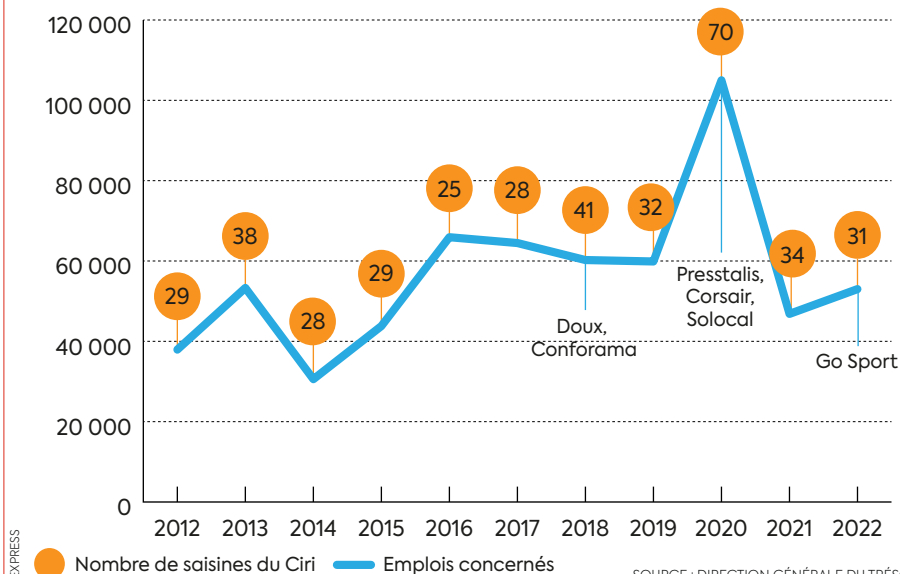
A la tête du Ciri entre 2018 et 2021, Louis Margueritte a marqué les esprits. « La période Covid a été extrêmement dense. Il a fait un travail exceptionnel pour à la fois accompagner les entreprises et garantir l'équité de traitement d'un dossier à un autre », se souvient Hélène Bourbouloux, administratrice judiciaire et associée gérante de l'étude FHBX. Aujourd'hui député (Renaissance) de la 5^e circonscription de Saône-et-Loire, Louis Margueritte, 39 ans, garde un souvenir intact de son passage au sein du comité. « Il s'agit du poste le plus intense que j'ai occupé au cours des quinze dernières années. Vous êtes au cœur du réacteur. C'est extrêmement riche professionnellement et d'une force incroyable humainement. Vous apprenez beaucoup sur vous-même et sur les autres », confie le polytechnicien, qui a traité en trois ans pas moins de 150 dossiers. « L'espace de quelques semaines, on se retrouve non pas aux commandes, mais en tout cas très proche du dirigeant pour essayer de trouver une solution. On a ce rôle d'arbitre. C'est un peu une équipe commando », juge-t-il. Le mandataire judiciaire Marc Sénéchal, qui a mené la restructuration de Casino, recourt à la même image : « Et comme dans tout commando, le chef de ►

► groupe est très important, c'est lui qui donne l'impulsion, qui organise les actions et le travail. Il est le gardien des grandes orientations que le Ciri doit prendre. C'est lui qui, le cas échéant, intervient quand il faut trancher. »

Lors de sa première réunion, en 2018, Louis Margueritte, encore novice, débarque dans une salle à Bercy où se trouvent plus d'une centaine de personnes ainsi que des cabines de traduction. « Tout le monde m'attendait. Ces dirigeants voient arriver un jeune de 35 ans, cela ne va pas de soi, se souvient-il. J'ai eu des patrons en pleurs dans mon bureau. Ce n'est pas en deux heures de rencontre que vous créez de la confiance. » Un terme qui revient souvent dans la bouche des acteurs de la restructuration. « Elle est essentielle pour la conduite de nos dossiers. Dans l'effervescence et l'intensité qui caractérisent ces interventions, la confiance est un bienfait, c'est un bénéfice pour ceux qui ont à organiser et orienter les discussions, mais également pour les acteurs de ces procédures », explique Marc Sénéchal. « Le monde de la restructuration financière est dur. Il y a des patrons qui risquent de tout perdre, des créanciers qui se rendent compte qu'ils ne vont pas être remboursés. La charge émotionnelle dans la négociation est très importante. Quand on réunit 50 personnes à Bercy, cela peut être surprenant. Le climat n'est pas feutré comme il peut l'être dans des discussions diplomatiques. C'est un cadre de négociation très brutal », reconnaît Pierre-Olivier Chotard.

La personnalité du secrétaire général joue beaucoup dans la réussite des missions du Ciri. Or ses équipes sont en moyenne renouvelées tous les trois ans. « Soit on a quelqu'un comme Louis Margueritte, qui mouille la chemise, et, dans ce cas-là, l'organisme est hyper efficace. Soit on a quelqu'un de moins impliqué, et ça peut être l'inverse », éreinte un banquier d'affaires. Pour juger de la qualité du Ciri, un avocat a trouvé un bon indicateur : suivre le nombre de dossiers qui se dirigent vers le comité par rapport à ceux transmis à la délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises (Dire), dont les missions sont similaires. « Quand on est en grande difficulté et qu'on se tourne vers la Dire, c'est que le Ciri n'est

Une trentaine de dossiers par an, à fort enjeu social



pas bon, assène-t-il. Certains sont au comité juste pour cocher une case et passer au poste suivant. Ceux qui se sentent investis d'une mission, ils s'impliquent à 100 %, ils ne sont pas là pour faire de la politique, pour plaire aux uns ou aux autres et pour préparer leur prochaine position dans une grande administration. Quand l'équipe du Ciri se met au service de l'intérêt général, cela peut être extraordinaire. »

« Quand le Ciri se met au service de l'intérêt général, cela peut être extraordinaire »

Durant la pandémie, le rôle du comité a largement évolué du fait du déploiement des prêts garantis par l'Etat (PGE). « Nous n'étions plus seulement un arbitre, mais nous nous placions aussi en défense des intérêts de l'Etat », pointe le secrétaire général Pierre-Olivier Chotard. « L'action du Ciri et son évolution dépendent beaucoup du rôle de l'Etat et de sa force vis-à-vis des acteurs bancaires, juge François Guichot-Pérère, associé gérant de Lazard. En 2008, lors de la crise des subprimes, on a eu un Etat très fort, parce que les

banques avaient besoin de lui, le Ciri était alors à la manœuvre. Aujourd'hui, l'Etat a beaucoup moins d'influence sur les banques et le Ciri se comporte davantage comme un créancier que comme un organisme au-dessus de la mêlée. »

Au point de durcir son action depuis quelques mois. « J'ai l'impression que, depuis la fin de la crise du Covid et à mesure que le robinet des finances publiques s'est tari, il est plus soucieux qu'avant du recouvrement de ce qui est dû », confie un avocat, bon connaisseur du comité. Au risque de se détourner de sa mission ? Le dirigeant d'une entreprise ayant récemment fait appel au Ciri a regretté le manque « de prise de position ». « Nous n'avons pas sollicité tout de suite le Ciri, ce qui n'est pas très courant, car nous pensions pouvoir céder le groupe. Ils n'ont pas trop aimé. Pour les avoir à bord, il faut les saisir plus rapidement », raconte-t-il. Un autre dirigeant d'entreprise estime de son côté que le Ciri n'opte pas toujours pour la solution la plus pérenne. Il prend notamment les exemples de Solocal (ex-Pages jaunes), passé sous pavillon étranger, et de Casino : « Avant, on ne voulait pas d'investisseurs étrangers. Aujourd'hui, on ne sait plus si Daniel Kretinsky est tchèque ou français. » Une forme d'opportunisme qui profite parfois à Bercy, parfois aux créanciers. Les entreprises, elles, ressortent en tout cas gagnantes : depuis 2012, 9 sociétés en difficulté sur 10 ont été sauvées. *

LE COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)

UN DISPOSITIF D'AVENIR QUI A FAIT SES PREUVES

Depuis 2015, le Compte personnel de formation (CPF) a remplacé le droit individuel à la formation (DIF), et mis en œuvre par la Caisse des Dépôts, il s'est imposé comme un outil incontournable. La loi de 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » a été un catalyseur, transformant le CPF en un levier majeur pour les actifs français. L'émission « Objectif compétences, le CPF au service de l'emploi » de l'Express, en partenariat avec la Caisse des Dépôts, a mis en lumière cette transformation avec des experts comme Marianne Kermoal-Berthomé, Jérôme Marchand-Arvier, et Thibaut Guilluy.

tenaires qui a permis la simplification de ce dispositif mis en œuvre par la CDC.

UTILISATION DU CPF CES CINQ DERNIÈRES ANNÉES :

- **7,74 millions** de dossiers de formation validés
- **1 400 €** de prix moyen des achats
- **10,84 milliards** d'euros de coût pédagogique engagé



Thibaut Guilluy, Directeur général de France Travail. Marianne Kermoal-Berthomé, Directrice des politiques sociales de la Caisse des Dépôts. Jérôme Marchand-Arvier, Délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP - ministère du Travail)

DES FINANCEMENTS ADAPTÉS

Le financement complémentaire des formations répond efficacement aux besoins réels des entreprises dans les secteurs en tension. Chaque actif voit son budget formation augmenter de 500 € par an (avec un plafond de 5 000 €), et jusqu'à 800 € pour les personnes sans diplômes ou en situation de handicap (plafond de 8 000 €). Ce socle de financement provient des cotisations des entreprises réparties par France Compétences entre les dispositifs de formation professionnelle dont le CPF. D'autres acteurs peuvent abonder ce compte, selon le secteur, le territoire, le profil.

UNE RÉVOLUTION

Le service numérique Mon Compte Formation, via un site internet et une application mobile, vise un objectif : rendre le CPF accessible à tous les actifs et permettre l'achat de formation « en 3 clics ». Dès son lancement, ce service rencontre l'engouement des Français.

Il est individuel, la consultation du solde disponible est immédiate, et l'achat parmi un large choix de formations est simplifié. L'accès est sécurisé grâce à France Connect+ et face aux risques d'abus, le démarchage téléphonique est désormais interdit et les organismes de formation sont minutieusement contrôlés. Selon le délégué général à l'emploi et la formation professionnelle Jérôme Marchand-Arvier : « La situation n'est plus la même que celle que nous

avons connue il y a quelques années ».

Depuis 2020, France Travail a co-financé environ 2 millions de formations pour les demandeurs d'emploi, accélérant leur retour à la vie active. Pour son directeur général Thibaut Guilluy : « On réussit toujours mieux les mises en œuvre quand on joue collectif ». C'est le travail de ses équipes, de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle du ministère du Travail, et d'autres par-



Marianne Kermoal-Berthomé, Directrice des politiques sociales de la Caisse des Dépôts

LE CPF ÉVOLUE

Pour Marianne Kermoal-Berthomé de la Caisse des Dépôts, maintenir la simplicité et la sécurité du CPF est crucial, tout comme « Il est important de développer les partenariats et d'approfondir les stratégies d'abondement des comptes par des tiers ». Mon Compte Formation s'enrichit en permanence. Actuellement en version bêta test, le passeport de compétences apporte la preuve des acquis obtenus lors de formations ou d'expériences professionnelles. Un outil précieux pour donner envie aux salariés de développer leurs aptitudes. Qualification et collaboration : les clefs du CPF de demain.

Retrouvez l'émission complète sur le site de L'Express www.lexpress.fr



Délocalisations

E-citadines, la fausse route de Tavares

Pour les petites voitures électriques, l'écart de compétitivité entre la France et ses voisins serait bien moindre que ne le dit le patron de Stellantis.

Elles jouent un rôle de premier plan dans la chute de la production automobile française. Elles, ce sont les citadines, ces petites voitures qui ont fait vivre des milliers d'ouvriers en France... jusqu'à la délocalisation massive de leur production, au tournant des années 2000. Qu'il s'agisse de la Twingo ou de la Clio de Renault, de la Peugeot 208 ou de la Citroën C3, côté Stellantis, aucun de ces modèles n'est produit en France. Et ce, alors qu'ils se disputent chaque année la tête des classements des véhicules qui y sont le plus vendus. Avec ses coûts élevés, l'Hexagone ne fait pas le poids face aux pays de l'Est ou à l'Espagne dans la production des petites voitures pas chères, ont longtemps expliqué les deux constructeurs tricolores.

Un argumentaire dont semble être revenu Renault, qui a décidé de produire sa R5 à batteries dans son pôle de production de voitures électriques de Douai, dans le Nord. Stellantis, en revanche, se refuse à un tel revirement. En juillet dernier, son patron, Carlos Tavares, a balayé d'un revers de la main la demande de Bruno Le Maire de localiser la production de la Peugeot 208 électrique sur le sol français, alors que le véhicule a très largement profité du dispositif de leasing social mis en œuvre par le gouvernement. Dans un entretien accordé au *Figaro*, Carlos Tavares expliquait avoir « un très gros doute sur le fait que l'on puisse produire des véhicules électriques très compacts de façon rentable dans notre pays », arguant que « l'équation économique liée à la relocalisation forcée de ce projet ne serait ni dans l'intérêt de l'entreprise ni dans celui du pays ».

Or, à en croire Jean-Philippe Hermine, directeur de l'Institut mobilités en transition – une émanation de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) –, l'arrivée des voitures à batteries change justement la donne. L'étude que cet ancien responsable de la stratégie environnement de Renault a publiée à la fin du mois de mai avec la Fondation pour la nature et

l'homme (FNH) démontre que l'écart de compétitivité entre la France et ses concurrents dans la production de petites voitures électriques est bien moindre qu'on aurait pu le croire.

En étudiant une ribambelle d'indicateurs – coût du travail, prix de l'énergie, subventions aux investissements, impôts de production... –, les auteurs concluent que l'écart de prix de revient d'ici à la pro-

« Des stratégies court-termistes visant à maximiser les marges à moindre effort »

chaine décennie ne serait que de 2,5 % avec l'Espagne, de 2 % avec la Slovaquie et de 6 % avec la Chine. Soit des montants oscillant entre 390 et 960 euros pour des véhicules coûtant une quinzaine de milliers d'euros. « Pour une marque généraliste, un écart de compétitivité de 6 % la placerait potentiellement en dehors du

cœur de marché. C'est le cas de l'écart avec la Chine, qui est, par conséquent, suffisant pour expliquer des délocalisations », conviennent les auteurs de l'étude. D'où l'intérêt de réfléchir, selon eux, à un relèvement des droits de douane entre 15 et 17 %, contre les 10 % pratiqués en Europe actuellement sur les véhicules électriques. Les auteurs plaident aussi en faveur du déploiement d'un score environnemental à l'échelle européenne. Un modèle pourrait être le dispositif mis en œuvre pour calculer le bonus écologique en France, qui intègre des critères autour de l'empreinte carbone de la batterie, des composants comme l'acier et de l'assemblage final.

« En revanche, un écart de 2,5 ou 3 % correspond à la moitié de l'écart-type au sein d'un marché », tranchent-ils. Et d'en conclure que les délocalisations qui profitent aujourd'hui aux pays d'Europe de l'Est ou à l'Espagne « sont plutôt la résultante de stratégies d'entreprise court-termistes (commerciales) visant à maximiser les marges à moindre effort, c'est-à-dire sans travailler la productivité d'un tissu industriel installé ».

Au-delà de l'intérêt écologique, l'Iddri et la FNH estiment que la production de 700 000 citadines de segments A et B sur le sol français permettrait de sauvegarder 25 800 emplois directs et autour de 70 000 à l'échelle de l'industrie automobile, tout en réduisant le déficit commercial de 14 milliards d'euros. De quoi en faire une opération gagnante sur tous les tableaux. ★

JULIE THOIN-BOUSQUIÉ



La R5 E-Tech de Renault est un des rares modèles à batteries produits dans l'Hexagone.

L'intelligence artificielle aura les vertus que nous voudrions bien lui donner

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

L'IA constitue une formidable opportunité pour les entreprises et les salariés d'améliorer leur efficacité. A condition de ne pas se tromper d'usages.



Inflation, salaires, déficit public : l'intelligence artificielle générative (IAG), façon ChatGPT, pourrait, en théorie, tout régler. L'accélération des gains de productivité liée à l'utilisation de cette technologie aurait, en effet, des conséquences économiques et financières cruciales. En réduisant les coûts de production des entreprises, elle diminuerait l'inflation et les taux d'intérêt. En augmentant l'efficacité des travailleurs, elle revaloriserait leurs salaires. En améliorant la croissance économique et donc les recettes fiscales, elle résoudrait une grande partie de nos déficits publics.

Mais ce miracle adviendra-t-il ? Le débat sur le lien entre IAG et productivité vient de prendre un nouveau tour surprenant avec la publication, à la mi-mai, d'un article intitulé « The simple macroeconomics of IA », écrit par l'un des professeurs d'économie les plus réputés au monde, Daron Acemoglu, actuellement en poste au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Ce texte a fait l'effet d'une douche froide pour les technoptimistes – dont l'auteur de ces lignes. Résumons l'argument.

Acemoglu souligne que l'IAG peut générer des gains de productivité de deux façons : en automatisant complètement des tâches faciles ou en augmentant la productivité des humains pour les tâches

complexes. D'après lui, le gain de productivité total serait néanmoins faible au bout du compte, de l'ordre de 0,5 % d'ici à dix ans, avec un impact nul sur la croissance du PIB. Pourquoi ce résultat si décevant ? Premièrement, les tâches facilement automatisables – vérifier l'identité d'une personne, résumer un texte, écrire un communiqué de presse... – sont en réalité peu nombreuses. Et les métiers monotâches, qui peuvent être totalement automatisés – on a beaucoup parlé ces dernières semaines des doubleurs de séries ou de films – sont encore moins répandus.

Deuxièmement, l'adoption de l'IAG par les entreprises semble encore lente, notamment parce qu'elle entraîne des réorganisations complexes et coûteuses. Dans les faits, et en France précisément, le phénomène paraît plus rapide que ce que suggère Acemoglu, j'y reviendrai dans une prochaine chronique. Troisièmement, on ne sait pas si la libération du temps de travail permise par l'IAG sera réallouée à du travail productif. Elle peut l'être à des activités à faible valeur ajoutée, voire à du temps de loisir. Quatrièmement, l'IAG destinée à des tâches complexes – comme la vérification de la fiabilité d'une information – s'entraîne sur des données humaines, elles-mêmes hétérogènes et parfois fausses. Sa progression a donc tendance à plafonner.

L'article d'Acemoglu rassurera ceux qui craignent que la vitesse d'adoption de l'IA modifie le travail et les emplois à une vitesse incompatible avec la capacité d'adaptation de nos sociétés, ou qu'elle fasse exploser les inégalités. Néanmoins, il serait erroné d'y voir une victoire des techno-pessimistes. Déjà, l'IAG continue de progresser rapidement, comme en

**Le choix est
collectivement
entre nos mains.
Soyons adultes**

témoignent les écarts de performance spectaculaires entre les différentes versions de ChatGPT. Ensuite, cette analyse met en lumière un point essentiel : l'impact économique et social de l'IAG sera la conséquence des usages qu'en auront les utilisateurs et les entreprises.

Demander à ChatGPT de transformer une chanson de Patrick Sébastien en poème de Baudelaire est amusant, spectaculaire, mais destructeur de productivité par le temps perdu et l'énergie gaspillée. Quant à la fabrication et la propagation de fake news par ce biais, elles peuvent générer des coûts colossaux pour nos sociétés. À l'inverse, si les entreprises passent rapidement à l'IAG pour former leurs salariés, augmenter leurs compétences techniques ou linguistiques, les rendre plus productifs dans leurs tâches actuelles et redéployer le temps gagné vers l'action commerciale, le service client ou la recherche et le développement de nouveaux produits, cette révolution pourrait générer des gains de productivité massifs.

Au bout du compte, c'est l'arbitrage entre une utilisation lente et irréfléchie d'un côté ou rapide et intelligente de l'autre qui fera la différence. Le choix est collectivement entre nos mains. Soyons adultes. ✱

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est directeur du cabinet de conseil Asterès.

**La libération du temps
de travail permise par
l'IA sera-t-elle réallouée
à du travail productif ?**

PLACEMENTS

Assurance-vie : mettez des actions dans votre contrat

Posséder des titres en vif dans son assurance-vie permet de les transmettre à ses héritiers avec une fiscalité allégée.

PAR MORGANE REMY

« **J**e veux du L'Oréal, du LVMH ou de l'Air Liquide dans mon contrat. » Voilà ce que réclament certains détenteurs d'assurance-vie à leur conseiller financier. « Il y a souvent, au départ, une dimension affective liée à une entreprise en particulier, a fortiori chez ceux qui y ont fait de belles carrières », note Stellane Cohen, présidente du courtier en ligne Altaprofits, pionnier en la matière avec son produit Titres@Vie. Ce dernier accueille en moyenne de 10 à 15 % d'actions en direct, le plus souvent des titres d'entreprises rassurantes – de grandes capitalisations, au parcours boursier solide – qui sont ensuite détenues pendant plusieurs années, voire des décennies.

« La plupart du temps, les épargnants se limitent à deux ou trois actions dans des entreprises qui font rêver, et cela ne dépasse presque jamais 20 % des capitaux investis, confirme Emmanuel Narrat, dirigeant et fondateur du cabinet Haussmann

Patrimoine. Ils cherchent aussi à comprendre ce dans quoi ils investissent, ce qui est difficile à identifier dans des fonds. »

Concrètement, les particuliers optant pour une assurance-vie en gestion libre, sur laquelle ils gardent la main, peuvent choisir, en plus des fonds classiques, d'acheter des actions en direct. Petite subtilité à connaître par rapport à un compte-titres ou un plan d'épargne en actions (PEA) : c'est l'assureur qui acquiert les titres pour vous.

Cela emporte trois conséquences. Déjà, vous devrez assumer des frais pour rémunérer cet intermédiaire. Ensuite, vous ne pourrez pas échanger le titre à un cours précis puisque l'assureur achètera ou vendra en fin de journée, au prix de la clôture de séance. Et enfin, vous n'aurez pas de droit de vote à l'assemblée générale. Alors pourquoi y aller, d'autant que le PEA est une enveloppe plus agile, moins coûteuse et tout aussi attractive sur le plan fiscal ? « C'est très efficace pour les clients ayant

atteint le plafond de versement de leur PEA à 150 000 euros et qui cherchent à préparer leur succession », répond Guillaume Lucchini, président fondateur du cabinet indépendant Scala Patrimoine.

En effet, les actions intégrées dans une assurance-vie peuvent être transmises au décès, sans frais de succession, jusqu'à 152 500 euros par bénéficiaire. Il faut pour cela avoir réalisé ses versements avant 70 ans. Mais, même au-delà, le dispositif demeure intéressant car les plus-values restent exonérées. « Avec une espérance de vie, et donc de détention, d'encore quinze à vingt ans, cela reste très attractif », souligne Stellane Cohen. Attention, toutefois, à bien préciser à votre assureur, quand vous déclarez vos bénéficiaires, que ces derniers peuvent hériter des actions. De fait, les assureurs préfèrent presque toujours payer en euros la valeur des titres évalués au moment du décès, ce qui peut faire beaucoup de dégâts si la période est peu favorable sur les marchés. Mieux vaut aussi en parler, en amont, à ses bénéficiaires afin de préserver les éventuelles plus-values en cédant les titres au bon moment.

Pour mettre en œuvre ce type de stratégie, il faut bien choisir son contrat. Rares sont les assurances-vie grand public proposant cette possibilité et il faut bien évidemment se renseigner. Le cas échéant, le portefeuille d'actions disponibles varie énormément. « Nous n'offrons cette faculté que sur les sociétés du CAC 40 », souligne ainsi Xavier Prin, directeur marketing et communication chez Boursorama. Chez Altaprofits, le choix s'étend du CAC 40 à l'EuroStoxx 50, en passant par le SBF 120.

Quelques contrats comme Placement-direct Vie, Lucya Cardif, Linxea Spirit 2 ou Netlife intègrent aussi quelques titres cotés aux États-Unis. « Reste enfin la possibilité des contrats luxembourgeois, qui permettent d'ouvrir un fonds interne dédié, une sorte de compte-titres encapsulé », précise Guillaume Lucchini. De quoi accéder à un choix considérable de titres. Mais cette option n'est pas ouverte à toutes les bourses puisqu'il faut souvent 250 000 euros minimum pour y souscrire. Dans tous les cas, prenez garde aux frais, la tarification des titres en direct étant souvent majorée. Vérifiez que le jeu en vaut la chandelle. ✱

Profitez d'un régime successoral avantageux

| Date de versement des primes | |
|---|--|
| Avant les 70 ans de l'assuré | Après les 70 ans de l'assuré |
| <ul style="list-style-type: none"> • Exonération des capitaux transmis, tous contrats confondus, jusqu'à 152 500 € par bénéficiaire • Taxation à 20 % de 152 500 à 852 500 € • Taxation à 31,25 % au-delà de 852 500 € | <ul style="list-style-type: none"> • Abattement de 30 500 € sur les versements, à répartir sur les différents bénéficiaires et contrats • Au-delà de 30 500 €, taxation au barème des droits de succession selon le lien de parenté • Exonération des gains |

Pour les contrats souscrits depuis le 20 novembre 1991 et les versements effectués à partir du 13 octobre 1998.

Arts

Porcelaines de Meissen, un marché solide

Longtemps réservées à des amateurs avertis, ces porcelaines de Saxe créées au XVIII^e siècle séduisent à nouveau.

Dame à la crinoline (vers 1737), adjugée 127 400 euros.



BONHAMS CORNETTE DE SAINT-CYR

Le 17 avril dernier, à Paris, la maison de ventes Bonhams Cornette de Saint Cyr proposait un ensemble de 56 porcelaines de la manufacture de Meissen provenant de la collection d'Hadrian Merkle, un homme d'affaires allemand. Pendant près de cinquante ans, ce dernier a accumulé les plus belles figurines, vases et pièces de vaisselle les plus admirables, se concentrant sur les créations du XVIII^e siècle, les plus prisées du marché.

Créée en 1710 par le prince-électeur de Saxe, Auguste le Fort, à la suite de la découverte du secret de fabrication de la porcelaine – monopole jusqu'alors de la Chine, qui l'exportait dans toutes les cours d'Europe –, la manufacture de Meissen connut un succès fulgurant. Cet engouement est dû au peintre Johann Gregor Höroldt (1696-1775) et au maître modéliste Johann Joachim Kändler (1706-1775), qui concurent des centaines de pièces de vaisselle et des figurines destinées aux tables des rois et des princes. Aujourd'hui vases, tasses, chocolatières, assiettes et personnages divers, dont les fameux « cris de Paris » représentant les petits métiers de la capitale, sont exposés dans les vitrines des collectionneurs et des musées.

L'esthétique de la vaisselle et des vases s'inspire de la Chine, avec une pointe de

baroque. Les personnages et animaux – dont les singes musiciens, les plus connus – sont résolument rococo. Pendant longtemps, ces porcelaines avaient l'image kitsch d'objets prisés des grands-mères. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les plus belles pièces atteignent des prix élevés. Dans la vente Merkle, une dame à la crinoline, créée selon un modèle de Kändler, estimée 20 000 à 30 000 euros, a trouvé preneur pour 127 400 euros. Les plus beaux lots ont tous dépassé 50 000 euros.

Mais on peut acheter moins cher. En ventes aux enchères comme chez les antiquaires spécialisés – le plus grand spécialiste étant la galerie Röbbig à Munich, et dans une moindre mesure les galeries Béalu et Vandermeersch à Paris –, on trouve de jolies pièces du XVIII^e siècle pour des prix inférieurs à 10 000 euros, voire 5 000 euros. Avec un budget limité, on peut se reporter sur de beaux exemplaires du XIX^e siècle, accessibles dès 2 000 euros. Et si vous êtes pris, comme le disait l'électeur de Saxe, par « la maladie de porcelaine », il vous faudra participer aux prochaines ventes de la collection Merkle. L'une se tiendra chez Bonhams Cornette de Saint Cyr en octobre 2024, et l'autre au printemps 2025. *

ROBIN MASSONNAUD

IMPACT CARBONE

Un score pour jauger les multinationales

Un indicateur d'émissions de CO₂ aiguillonne de plus en plus les états-majors des firmes.

La société Axylia continue de documenter le débat autour du principe « pollueur payeur ». Spécialisée dans le conseil en investissement financier responsable, elle a développé en 2019 le score carbone, qui évalue la capacité d'une entreprise à s'acquitter de sa facture carbone. Il indique aux investisseurs et aux particuliers si l'entreprise est vraiment rentable et responsable, après imputation du coût du CO₂ qu'elle émet. Pour l'établir, Axylia évalue les émissions de CO₂ d'environ 600 sociétés cotées européennes. La méthodologie recense les émissions directes – pour fabriquer le produit, chauffer les bureaux... – et indirectes, qui intègrent les émissions en amont et en aval de la fabrication, des achats auprès des fournisseurs jusqu'au traitement des déchets, en passant par les trajets des clients. Ce volume de CO₂ est ensuite converti en euros, sur la base du prix du carbone défini par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).

Ce coût environnemental est alors comparé au résultat d'exploitation de l'entreprise. Il en résulte un « risque carbone », affiché sous la forme d'une lettre allant de A à F. Du côté du CAC 40, les mauvais élèves, notés E ou F dans le dernier classement, sont des énergéticiens (TotalEnergies, Engie), des constructeurs automobiles (Stellantis, Renault) ou aéronautiques (Airbus, Safran). Les meilleurs opèrent plutôt dans la tech (Capgemini, Dassault Systèmes) ou la consommation (L'Oréal, Kering, Hermès). *

AURÉLIE FARDEAU

EUROAPI

La descente aux enfers de l'ex-filiale de Sanofi

Maillon clé de la production de médicaments, l'ETI tricolore accumule les difficultés depuis sa sortie du giron de Sanofi.

PAR JULIE THOIN-BOUSQUIÉ



Les usines d'Euroapi nécessitent une mise aux normes environnementales.

En ce 6 mai 2022, un photographe immortalise un groupe en liesse. Sourire aux lèvres, mains impatientes de faire retentir des applaudissements, une vingtaine d'hommes et de femmes se massent autour du directeur général d'Euroapi, Karl Rotthier, dans les locaux d'Euronext. Radieux, le quinquagénaire belge célèbre l'introduction en Bourse de la société pharmaceutique tricolore, née peu avant sa séparation de Sanofi. La cloche qu'il agite alors avec vigueur sonne-t-elle en réalité le glas de l'entreprise ?

Depuis sa cotation, l'histoire d'Euroapi est celle d'une descente aux enfers. L'entreprise de 3600 salariés passe régulièrement à côté de ses objectifs financiers. Au point de coûter sa place à Karl Rotthier, débarqué en octobre dernier au profit de Ludwig de Mot, l'un des fugaces directeurs généraux du sucrier Tereos. Cela n'a pas empêché Euroapi de suspendre à la mi-mars ses perspectives pour 2024, après un arrêt de production dans une usine. Peu avant, le groupe avait fait état d'une perte nette frisant les 190 millions d'euros pour 2023. Sous l'effet d'investissements massifs, sa dette a sextuplé en un an pour atteindre 171 millions d'euros.

Lueur d'espoir : la hausse des ventes lui a permis de franchir le cap du milliard d'euros de chiffre d'affaires. Ce faisant, l'ETI a rempli l'objectif qu'elle s'était fixé avec un an de retard... Sans que la nouvelle fasse redécoller son cours de Bourse. Le 15 mai, l'action stagnait à 3 euros quand elle dépassait les 18 euros en octobre 2022. Des résultats loin des performances de ses concurrents. Et à des années-lumière des lendemains radieux que Sanofi promettait à ses anciennes activités.

Désireux de se recentrer sur la partie la plus lucrative de son business, le laboratoire français pare en 2020 son projet Pluton – qui précède la naissance d'Euroapi – de toutes les vertus. En externalisant six usines situées en France, en Allemagne, en Italie et en Hongrie, il s'engage à faire émerger « le leader européen des principes actifs », les API, qui confèrent aux médicaments leurs propriétés thérapeutiques. L'argument tombe à pic. Secouées par le Covid, l'UE et la France découvrent l'ampleur de leur dépendance à l'Asie dans ce domaine.

SANOFI

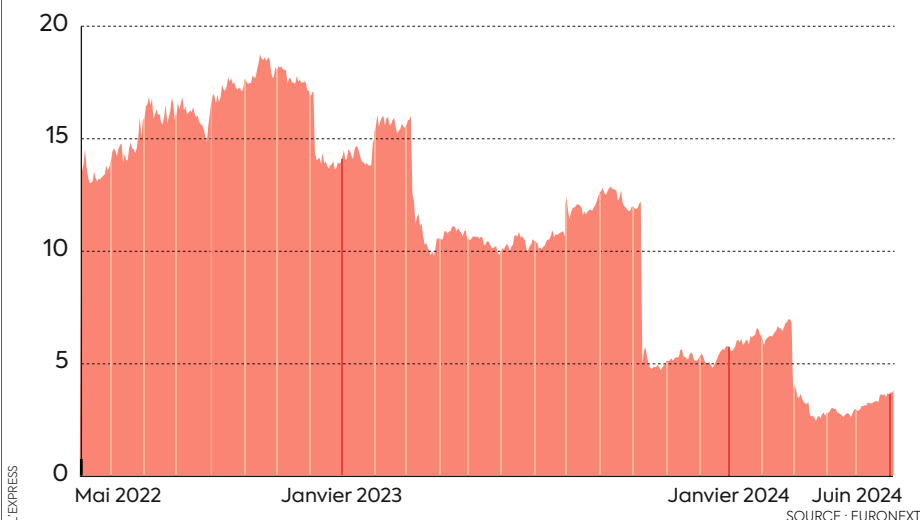
Avec son large portefeuille de principes actifs, le futur Euroapi apparaît comme un allié de la politique de souveraineté sanitaire que le Vieux Continent cherche à bâtir. Le groupe dispose d'un savoir-faire dans les anti-infectieux, les opiacés, les corticoïdes... Il assure être le premier fournisseur mondial de prostaglandines, qui entrent dans la composition des traitements de maux tels que les glaucomes et l'hypertension artérielle. Et se targue d'être le « seul fabricant occidental de vitamine B12 pour l'industrie pharmaceutique ». Pour couronner le tout, Sanofi assure qu'une fois libre de ses mouvements, l'ETI aura tout loisir de développer son activité de sous-traitance auprès des grands laboratoires, jusqu'alors peu désireux de confier leurs productions à un concurrent.

Par le biais de la banque publique Bpifrance, l'Etat français finit par se joindre au projet en montant au capital d'Euroapi, tandis que les employés adhèrent au plan d'actionnariat salarié. Mais le projet joliment emballé par Sanofi se fracasse vite sur le mur de la réalité. Sa production est gourmande en énergie et Euroapi subit de plein fouet la hausse des prix de l'énergie consécutive à l'invasion de l'Ukraine. La dégradation de l'économie affecte dans le même temps ses clients parmi les biotech. « Faute de pouvoir accéder aux financements, certaines de ces sociétés se retrouvent en dépôt de bilan en Europe et aux Etats-Unis. Les fournisseurs comme Euroapi en sont directement affectés et doivent renoncer à des développements cliniques », détaille Martial Descoutures, analyste au sein du groupe Oddo BHF. Dans les usines de Budapest et de Brindisi, des « écarts par rapport aux bonnes pratiques de fabrication » et « des défaillances du contrôle qualité » entraînent des arrêts de production.

Un cocktail nocif pour une structure à peine sortie de l'œuf. C'est compter sans la décision de Sanofi de réduire ses commandes plus vite que prévu. « Le ralentissement de la demande a affecté nos résultats à hauteur de 1 milliard d'euros en 2023. Nos besoins en principes actifs en ressortent amoindris », justifie le laboratoire, contacté par L'Express. Le choc est énorme pour Euroapi. Malgré les efforts engagés pour capter de nouveaux clients, Sanofi reste son premier acheteur : en 2023, il a représenté 47 % de son chiffre d'affaires. Son revirement est naturellement lourd de

Euroapi à la peine en Bourse

Evolution du cours en euros



conséquences. En février, la présidente d'Euroapi, Viviane Monges, reconnaissait que le taux d'utilisation moyen des usines était « d'environ 60 % ». Pire, certains sites affichent des niveaux inférieurs à 30 %, un seuil préoccupant.

De quoi expliquer que le désengagement de Sanofi accentue le ressentiment des salariés à l'égard de leur ancienne maison, qu'ils suspectaient dès 2021 de vouloir se délester d'activités qu'elle ne considérait plus comme stratégiques. « Décrocher des clients prend du temps. Une fois approchés, il faut leur prouver notre capacité à produire en quantité et à la qualité requises. Sanofi devait nous accompagner jusqu'en 2027 : ils nous lâchent encore une fois trop tôt », constate Magali Mathevon, déléguée centrale de la CGT, amère. D'autant que, pour la syndicaliste, l'histoire se répète. « Depuis le début, nous disions qu'Euroapi n'était pas viable, qu'on nous lâchait trop tôt, sans les moyens adéquats ni les bonnes personnes. Tout ce que nous avons écrit se réalise », regrette-t-elle.

D'aucuns pointaient du doigt les investissements colossaux nécessaires à la modernisation des usines d'Euroapi. Des besoins reconnus à demi-mot par Sanofi, qui assure aujourd'hui encore avoir « créé l'entreprise sans dette pour lui donner la capacité d'investir ». « Nous avons pu mener des améliorations notables, mais il n'est pas possible de tout changer d'un coup. D'autant plus que nous allons au-devant d'investissements énormes pour

mettre nos sites en conformité avec les normes environnementales, dans la mesure où Sanofi a fait les choses à minima. Aura-t-on les épaules assez solides pour tout absorber ? » se demande-t-on à la CGT.

Certains experts pointent du doigt le rôle de la direction d'Euroapi, qui aurait tardé à prendre la mesure du chantier à venir. « Elle a fait l'erreur de croire que la croissance la dispenserait de recentrer son portefeuille dès la cession : si elle a investi sur les bons segments, certaines molécules sont depuis longtemps en décroissance. Le groupe se retrouve exposé à une cure d'amaigrissement beaucoup plus sanglante qu'elle ne l'aurait été si elle avait été mise en œuvre dès 2022 », prédit Laurent Deloire, associé du cabinet Sia Partners.

Depuis, le tandem constitué de Viviane Monges et Ludwig de Mot a prévenu qu'il procéderait à l'arrêt de « 13 produits non différenciés à faible marge ou à marge négative », mesure assortie d'un « désinvestissement potentiel » des usines italienne et britannique. Le contrat de 130 à 150 millions d'euros décroché auprès d'une entreprise de santé animale n'a pas chassé les nuages dans le ciel d'Euroapi, qui a nommé un mandataire pour restructurer sa dette début juin. Son avenir devrait toutefois être scruté de près par les équipes de la division santé grand public, dont Sanofi prévoit de se séparer dans des conditions semblables à celles d'Euroapi. Reste à voir si des enseignements seront tirés de cette première expérience. ★

ARCELORMITTAL

Eric Niedziela : « Nous ne sommes plus dans une compétition loyale »

Contraint de se décarboner, le premier groupe sidérurgiste mondial envisage une délocalisation partielle de ses activités hors d'Europe.

PROPOS RECUEILLIS PAR VALENTIN EHKIRCH ET SÉBASTIEN JULIAN

Près de 80 millions de tonnes d'acier produits par an, 160 000 salariés dans le monde, dont 15 000 en France, un chiffre d'affaires de plus de 79 milliards de dollars en 2022... Le groupe sidérurgique ArcelorMittal est un mastodonte dont l'activité nécessite un recours constant au charbon, le coke, et représente près d'un quart des rejets de CO₂ du secteur. Contrainte de se décarboner, l'entreprise doit désormais opérer des changements majeurs de procédés industriels. Mais verdir a un prix : près de 9 milliards d'euros seront investis par le groupe d'ici à 2030. Et la concurrence, faussée par des différences de réglementation, est féroce, comme le constate Eric Niedziela, président d'ArcelorMittal France.

Au niveau européen, ArcelorMittal s'est fixé comme objectif une réduction de 35 % de ses émissions d'ici à 2030 et la neutralité en 2050. Comment y parvenir ?



Eric Niedziela Nous disposons de trois moyens d'action. Le premier consiste à intégrer encore plus de ferraille de récupération dans nos processus de fabrication d'acier actuels, qui sont

fortement carbonés en raison de l'utilisation dans les hauts fourneaux de charbon. L'usage de cette matière recyclée devrait doubler d'ici à 2030 pour nous permettre de réduire de 8 à 10 % nos émissions de CO₂ par rapport à nos rejets actuels. Le deuxième levier, qui représente un vrai basculement, c'est de se passer du coke – du charbon – et d'effectuer la réduction du minerai de fer avec du gaz naturel. Cette solution nous permettrait de réduire de près de 65 % les émissions de carbone vis-à-vis d'un haut-fourneau classique. A terme, le gaz naturel sera remplacé par l'hydrogène lorsque ce dernier sera disponible et compétitif, ce qui permettra de réduire d'environ 90 % l'émission de CO₂. Mais nous n'y sommes pas encore. La troisième solution, complémentaire, est la capture du CO₂ et son stockage.

Le gaz naturel va donc garder une place importante ?

La production d'acier vert en utilisant de l'hydrogène n'a encore jamais été démontrée à cette échelle et pour de telles capacités sur le long terme, c'est pourquoi nous voulons démarrer avec le gaz, car il y a une courbe d'apprentissage indispensable avant d'arriver à l'hydrogène. Surtout, ce dernier n'est aujourd'hui pas disponible.

Demandez-vous une exception pour faciliter votre transformation ?

Nous avons toujours envisagé le gaz naturel comme une énergie de transition en Europe, mais il se trouve que le recours à cette énergie utilisé aux Etats-Unis pour fabriquer le même produit que celui que nous produisons en Europe n'est pas taxé comme ici. Or le prix de l'acier est mondial, et l'Europe laisse la porte ouverte aux importations, nous n'évoluons donc plus dans une compétition loyale. Cela signifie que les investissements menés par nos concurrents américains, notamment du fait du programme d'investissements verts de l'Inflation Reduction Act, peuvent être beaucoup plus performants économiquement et à intensité carbone équivalente.

La taxe carbone aux frontières de l'Europe peut-elle répondre à cette problématique ?

C'est un mécanisme que nous avons appelé de nos vœux, or, nous ne saurons qu'en 2026 s'il est efficace... Pourtant nous devons investir dès maintenant, pour respecter nos engagements et parce que nos quotas d'émissions gratuits sont amenés à s'arrêter quasiment en 2030. C'est pourquoi il faut renforcer les barrières aux importations sur notre continent. Lorsque Donald Trump a instauré des droits de douane sur l'acier entrant aux Etats-Unis, les importations se sont dirigées vers l'Europe. L'UE a réagi en mettant en place des quotas d'importation, mais cela ne suffit plus. Les quotas doivent être plus stricts, car nous devons faire face désormais aux surcapacités de production en Chine. Cette situation rend notre activité intenable, d'un point de vue environnemental, mais aussi d'un point de vue social. D'autant que nos concurrents profitent de conditions favorables et de schéma d'aides à l'investissement que nous n'avons pas en Europe.

Beaucoup de doutes planent sur l'hydrogène, sur sa disponibilité et son coût, comment voyez-vous ces problématiques ?

Si on veut que l'hydrogène occupe une place importante dans le processus de décarbonation, il faut regarder les choses de manière pragmatique. Avons-nous suffisamment de puissance d'électrolyseurs [NDLR : les machines permettant de produire de l'hydrogène à partir d'eau et d'électricité] ? Il y a eu beaucoup de progrès, mais en 2022, les capacités mondiales

de production – concentrées en Chine – atteignaient 800 mégawatts, et 1,4 gigawatt environ en 2023. Or 800 MW, c'est la puissance nécessaire pour décarboner le seul site de Dunkerque... La technologie, même si elle progresse, est donc très loin des besoins pour 2030, et les objectifs qui ont été fixés sur l'utilisation de l'hydrogène ne pourront pas être atteints à temps. Le prix de l'électricité compte pour 70 % dans celui de l'hydrogène vert, et il n'est pas possible aujourd'hui de produire un hydrogène vert compétitif. Ce que nous voyons actuellement, c'est un hydrogène à environ 8 euros le kilo. A ce tarif-là, pour produire du minerai de fer préréduit, nous sortirions du marché.

A combien estimez-vous le prix de l'acier « vert » par rapport à celui produit dans vos hauts-fourneaux actuellement ?

Je ne peux pas répondre précisément à cette question. En Europe, les importations peuvent se faire à des prix bien inférieurs à nos coûts de production. Si on parvient, sur l'ensemble des leviers industriels, à produire un acier décarboné qui soit équivalent à ce que l'on produit aujourd'hui avec du charbon, alors on restera producteurs d'acier sur le Vieux Continent. Mais pour le moment, on n'a pas le sentiment que, sur le très long terme, nos clients soient capables d'accepter une production d'acier qui se fasse avec de l'hydrogène à 8 euros le kilo. Si on n'arrive pas à avoir un

prix de l'électricité raisonnable, une partie de nos activités – la fabrication du préréduit – devra être réalisée ailleurs. La finalisation des produits, qui nécessite l'usage de fours électriques, resterait en France.

Une partie des activités d'ArcelorMittal pourraient être délocalisées aux Etats-Unis ?

Nous n'en sommes pas là. Cependant, je note que les Etats-Unis ont une politique qui soutient la demande alors que l'Europe taxe les producteurs d'acier qui ne se décarbonent pas. On paye d'ores et déjà des droits de CO₂ pour produire une partie de notre acier alors que des importateurs ne sont pas taxés. Dans nos procédés de production, la ressource en électricité verte va devenir déterminante. Donc les régions dans lesquelles vous trouvez beaucoup de solaire, d'éolien, ou de gaz avec de la séquestration de carbone, deviennent des zones géographiques compétitives.

La transition est-elle incompatible avec le maintien de la compétitivité en Europe ?

Non, je pense que cette transition est possible si l'Europe se protège des importations. Nous devons investir pour nous décarboner, ce que nos concurrents étrangers ne sont pas obligés de faire. Nous attendons de la régulation européenne qu'elle prenne conscience du schéma de temps dans lequel elle nous met vis-à-vis des autres parties du monde.

Vous bénéficiez pourtant d'un soutien financier très important de la part de l'Etat français : 850 millions d'euros pour le projet de transformation à Dunkerque. N'est-ce pas un coup de pouce suffisant ?

Cela fait partie des éléments très favorables. Et c'est pour cela que nous croyons dans cette notion de transition énergétique de nos sites. Mais il faut voir sur la durée du projet, c'est-à-dire une quinzaine d'années, quelle sera la rentabilité.

Les activités d'ArcelorMittal en Inde ne semblent pas être aussi décarbonées que celles que vous présentez à Dunkerque. N'y a-t-il pas une ambiguïté à poursuivre ces projets ?

Il n'y a aucune antinomie entre ce qu'on fait en Inde et en Europe. Nous avons un objectif qui est de réduire de 25 % l'empreinte carbone du groupe dans le monde. Et je peux vous garantir que les hauts fourneaux qui sont en train d'être construits en Inde vont déjà réduire significativement notre empreinte carbone sur place car ils seront beaucoup moins émissifs en CO₂ et seront prêts à utiliser des technologies de captation.

Dans un groupe mondial comme le nôtre, l'idée de travailler sur différentes solutions est nécessaire. Cela nous permet de mettre en œuvre la plus adaptée dans chaque région du groupe. Je ne vois pas d'antinomie, je pense plutôt qu'il s'agit d'une excellente stratégie. ✱



Pour le projet de transformation de son site de Dunkerque, ArcelorMittal bénéficie d'un soutien de l'Etat de 850 millions d'euros.

Envolée

Des billets d'avion renchérissés par le climat

Le trafic aérien reprend, mais les tarifs des vols n'intègrent pas suffisamment les questions environnementales.

Record battu. Près de 5 milliards de personnes devraient prendre l'avion cette année, selon l'Association internationale du transport aérien. Une bonne nouvelle pour l'économie mais une mauvaise pour le climat : alors que l'avion émet 80 fois plus de CO₂ que le train, il continue de profiter de conditions de ventes avantageuses. « Nous ne payons pas encore le vrai prix des billets, celui qui prendrait en compte toutes les "externalités négatives" de ce mode de transport », estime Arnaud Aymé, spécialiste de l'aéronautique chez SIA Partners.

Pour appuyer sa démonstration, l'expert dissèque le tarif d'un Paris-Nice opéré par Air France. Sur le prix total du billet – environ 130 euros –, 25 % correspondent au coût du carburant, soit 27 euros. A cela s'ajoute la fiscalité : une taxe de solidarité sur les billets d'avion, qui comprend, en France, une éco-contribution finançant en partie les installations ferroviaires, une taxe sur les nuisances sonores (0,40 euro), diverses redevances à destination des aéroports ou des routes aériennes... Au total, selon Air France, ces prélèvements représentent 40 % du prix du billet. Mais

ils ne profitent pas tous à l'environnement. Et leur part se réduit comme peau de chagrin sur les vols long-courriers.

Ainsi, pour un aller Paris-New York par exemple, les taxes ne représentent plus que 17 % du prix du billet – 740 euros en moyenne. Pis, sur les vols internationaux, la contribution environnementale tombe à zéro. « Si pour les trajets européens, le transporteur aérien paie le prix du carbone, ce n'est pas le cas pour les vols long-courriers », reconnaît Laurent Timsit, le délégué général de la Fédération nationale de l'aviation et de ses métiers (Fnam).

Contrairement aux carburants utilisés pour les véhicules roulants (camions, voitures...), le kérosène n'est pas taxé. Un traitement de faveur dénoncé par les ONG : « Les prix actuels des billets d'avion se maintiennent à un niveau artificiellement bas parce qu'ils bénéficient de nombreuses exonérations fiscales », déplore Jérôme du Boucher, responsable aviation au sein de l'ONG Transport & environnement.

Longtemps réclamée par les écologistes et les partisans d'une transformation du secteur aérien, une taxe sur le kérosène est actuellement discutée au sein de

l'Union européenne, sans qu'un consensus ne se dessine. Les représentants du secteur évoquent comme obstacles la concurrence internationale ou la difficulté à imposer une taxation mondiale du carbone. « Si une taxe sur le kérosène ne s'applique qu'en Europe, les compagnies qui font aujourd'hui escale sur le continent vont s'en détourner pour aller faire leur plein de carburant ailleurs », explique Arnaud Aymé.

Le prix du billet devrait toutefois s'orienter à la hausse dans les années qui viennent. D'une part, les compagnies doivent incorporer de manière graduelle d'ici à 2030 de plus en plus de biocarburants – qui sont plus coûteux à produire – dans les réservoirs de leurs avions. Ces solutions alternatives, produites à base d'hydrogène et de carbone, mais aussi de biomasse, permettent, une fois mélangé au kérosène, de réduire les émissions de CO₂ des moteurs. Et la réglementation européenne impose d'intégrer 2 % de combustible « durable » d'ici à 2025 et 6 % au minimum d'ici à 2030.

A partir de 2026, les compagnies aériennes européennes devront également digérer les coûts liés à l'évolution des quotas de carbone. Gratuits jusqu'à présent, ces derniers devront être achetés sur le marché. Selon Air France, d'ici à 2030, ces différentes mesures feront grimper la facture pour les voyageurs : de l'ordre de 80 euros pour un aller-retour moyen-courrier, et environ 140 euros pour un aller-retour long-courrier, tel qu'un Nice-Singapour.

De quoi faire baisser le volume du trafic aérien ? « Si on met en place un renchérissement du kérosène, le prix des billets suivra inévitablement, et nous aurons moins de voyageurs », assure Laurent Timsit. La Fnam estime ainsi que ces changements de pratiques – comme l'incorporation de biocarburants ou l'augmentation de tarifs liés à l'évolution du marché carbone – sont compatibles avec une croissance du secteur aérien d'un peu plus de 1 % par an d'ici à 2050. C'est un point de moins que dans un monde sans transition écologique. Mais ces différentes mesures ne devraient pas suffire à régler le problème grandissant des émissions de CO₂ du secteur, préviennent plusieurs experts. Le sujet n'a pas fini de créer des turbulences. ★

VALENTIN EHKIRCH

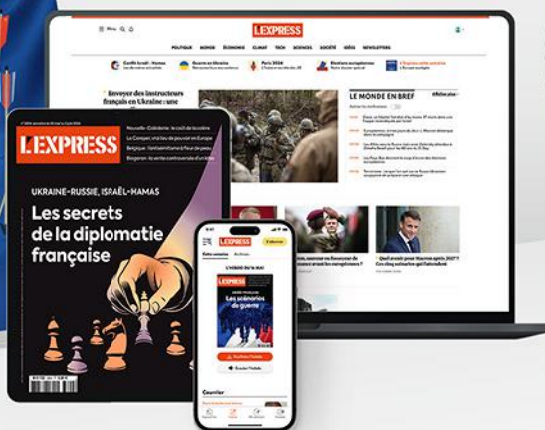


Air France prévoit une augmentation d'environ 140 euros pour un Nice-Singapour.

L'EXPRESS Offre spéciale



EN CADEAU,
avec votre abonnement.



139€ POUR **1 AN**
AU LIEU DE ~~358,80€*~~ !

Recevez la montre 4 bracelets

Présentée dans son coffret, cette montre de caractère aux bracelets interchangeables combine à elle seule haute technicité, savoir-faire et élégance. Elle sera livrée avec son bracelet noir, à vous de le changer selon vos tenues !

BULLETIN D'ABONNEMENT

À remplir et à retourner sous enveloppe non affranchie à
L'EXPRESS Libre réponse 18783 - 59789 Lille cedex

EXBM246

OUI, je profite de cette offre pour m'abonner à L'Express Papier + Digital 1 an (52 n°s) au tarif de **139€** au lieu de ~~358,80€*~~.

J'ai bien noté que je recevrai **en cadeau** la montre 4 bracelets. Offre réservée à un premier abonnement.

Nom :

Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de Groupe L'Express

Prénom :

Si je souhaite découvrir d'autres offres d'abonnement et **régler par carte bancaire**, je me connecte sur **abonnement.lexpress.fr**

Adresse :

Pour bénéficier de mes avantages digitaux et recevoir les informations liées à mon abonnement, j'indique mon adresse email (en majuscules) :

Code Postal : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Téléphone : [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Adresse mail :@.....

Ville :

J'accepte de recevoir les offres des partenaires de L'EXPRESS ☐ oui ☐ non

* Prix vente en kiosque.

Offre valable jusqu'au 31/08/2024 uniquement en France métropolitaine, et ne comprenant pas les éventuels suppléments occasionnels. Prix normal de vente de L'Express : 6,90€. Délai d'expédition de la montre 4 bracelets, 2 à 4 semaines après enregistrement du règlement. Conformément à l'article L221-18 du code de la consommation, vous bénéficiez d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la réception du premier numéro de l'abonnement. Pour faire jouer ce droit, vous pouvez télécharger le formulaire sur support.lexpress.fr, rubrique « mon abonnement », et nous l'envoyer à : L'Express - Service Abonnements - CS 90006 59718 Lille cedex 9. Les informations requises sont nécessaires à L'Express pour la mise en place et la gestion de votre abonnement. Elles pourront être cédées à des Partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre ☐. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un courrier à L'Express.



PATRICK GEORGE/DEBUTART

CENSURE EN LIGNE

« Le Kremlin veut un contrôle total des données qui circulent en Russie »

Le pouvoir russe se dote de technologies de surveillance de plus en plus sophistiquées, relève le spécialiste du numérique Julien Nocetti.

PAR ANNE CAGAN

Censure, propagande... Les poisons qui intoxiquent l'Internet russe ne datent pas d'hier. En quelques années, la situation s'est, hélas, nettement dégradée. Le virage a été pris lors de la pandémie de Covid et s'accroît depuis l'invasion de

l'Ukraine, analyse Julien Nocetti, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales et au centre Geode (Géopolitique de la datasphère). Si le Kremlin s'est longtemps contenté de contrôler les contenus, il place désormais ses barreaux plus en profondeur. « Le projet de RuNet [NDLR : l'Internet russe] met

beaucoup l'accent sur les infrastructures. L'objectif est de rendre la sphère numérique russe étanche, via par exemple la prolifération de boîtiers techniques appelés TSPU », explique Julien Nocetti. Ces boîtiers, particulièrement contrôlés par les autorités russes, vont ainsi jouer le rôle de garde-frontières des données qui passent du territoire russe à l'étranger, et vice versa. « Le projet du Kremlin est d'aboutir à un contrôle total des données qui circulent en Russie, mais aussi de celles qui en sortent. Cela change la donne, car, jusqu'à présent, notamment grâce à la diaspora, les informations circulaient relativement aisément, malgré la censure d'Etat », déplore ce spécialiste de la Russie.

Tour de vis après les printemps arabes

Cette reprise en main tranchée nettement avec la liberté un temps laissée aux jeunes pousses numériques locales, à la fin des années 1990. « Des débats parlementaires s'étaient tenus sur l'enjeu d'établir ou non un contrôle sur l'Internet russe naissant, confirme le chercheur. Le choix avait été fait de ne pas imposer un contrôle strict à la chinoise. Cette liberté a duré des années. La sphère numérique qui éclôt alors était perçue par les autorités comme un sas de décompression bien commode alors que se rétrécissaient les libertés publiques », analyse le chercheur. Au début des années 2010, les printemps arabes affolent cependant Vladimir Poutine, qui prend la mesure de la menace que les réseaux sociaux constituent pour les autocrates. Sous couvert de lois contre le terrorisme ou pour la protection des enfants, le Kremlin resserre alors progressivement son emprise sur le secteur numérique. Il marche en cela dans les pas de Pékin, qui a, dès le début, placé l'Internet chinois sous cloche.

Surveillance par reconnaissance faciale

Depuis le Covid et l'invasion de l'Ukraine, la Russie a commencé à tester de nouveaux outils de contrôle, notamment des technologies de reconnaissance faciale. « Aujourd'hui, celles-ci maillent les grands centres urbains du pays, à commencer par Moscou. Il y a des caméras de reconnaissance faciale dans une partie des écoles du pays, pour vérifier le comportement des enseignants et des élèves, le regard qu'ils portent sur la guerre. Des coopérations étroites entre des acteurs nationaux,

comme NtechLab, et des entreprises chinoises, comme Huawei et Dahua, sont à l'œuvre. Tout cela nuance le discours officiel sur la souveraineté technologique russe puisqu'il y a une dépendance forte aux outils chinois ! En revanche, il y a une technologisation accélérée des pratiques de contrôle numérique en Russie », fait observer Julien Nocetti.

Détourner les Russes des vrais enjeux

La censure se fait également plus insidieuse. Elle vise non plus seulement à bloquer tel ou tel site Web mais à distraire les internautes des enjeux citoyens fondamentaux. « Les pratiques de censure évoluent d'un aspect purement juridique à quelque chose de beaucoup plus psychologique, pointe le chercheur. L'objectif consiste à rendre une population apathique sur le plan politique. Quelques fenêtres de résistance numérique subsistent encore. Mais, dans l'ensemble, les Russes ont été détournés des débats par cette censure en ligne », poursuit-il.

Semer le chaos en Occident

Poutine ne se contente d'ailleurs pas d'exercer son influence dans le paysage numérique national. Il sème le chaos dans ceux des pays qui s'opposent à sa guerre, en particulier la France. Doppelgänger, Portal Kombat... De tentaculaires réseaux de faux médias diffusant de la propagande russe sont régulièrement débusqués par les Occidentaux. « Le recours décomplexé à l'arme informationnelle reste un vecteur d'action privilégié par la Russie. C'est un moyen très commode de rester sous le seuil de la guerre ouverte, avec peu de coûts engagés sur les plans financier et humain. Cela permet à Moscou d'établir un rapport de force qui lui est relativement favorable, alors que, en termes conventionnels, la Russie dispose de moyens nettement inférieurs à ceux de l'Otan », explique Julien Nocetti. D'autant que, avec les progrès de l'IA générative, le Kremlin n'a même plus besoin de fermes à trolls et de centaines de petites mains pour alimenter sa grande machine à désinformer. ✱

factures reçues chaque mois. Aujourd'hui, notre IA les analyse automatiquement, souligne Charles Gorintin, le CTO. Cela nous permet de rembourser 90 % des soins en moins de vingt-quatre heures. » Chez Alan, l'intelligence artificielle est partout. Elle aide à traquer la fraude. Elle suggère aux assurés des programmes de prévention personnalisés, validés par un professionnel. Elle répond aux questions les plus simples et remonte au service client les infos adéquates pour traiter plus rapidement les demandes complexes. « Nous avons réduit de 28 % nos coûts de gestion par utilisateur cette année, essentiellement grâce à l'automatisation de nos processus », résume Jean-Charles Samuelian-Werve.

Le duo a aussi donné à l'appli Alan un rôle central. Couleurs joyeuses, icônes soignées... L'espace a des airs de jeu vidéo. Avec ses contenus pédagogiques, ses outils de chat et de téléconsultation, il tient autant du coach santé que de la clinique virtuelle. Tout cela n'est pas – uniquement – pour les beaux yeux du client : si les assurés font l'objet d'une meilleure prévention, ils coûteront moins en soins. Du gagnant-gagnant. Huit ans après sa création en France, la licorne ne s'est lancée que dans deux autres pays : l'Espagne et la Belgique. Mais le soufflé prend. « Leur proposition de valeur est unique », fait valoir Maya Noël, DG de l'association de start-up France Digitale. En 2023, Alan a augmenté son chiffre d'affaires de 36 %, à 350 millions d'euros, et réduit ses pertes de 18 %. Il couvre désormais 500 000 travailleurs et vise la rentabilité en 2026. L'Assemblée nationale, Duracell, Celio... L'entreprise a multiplié les belles prises. La dernière en date, le ministère de la Transition écologique, a provoqué des remous. « Ils sont un peu moins chers sur certaines options mais plus chers sur le panier de soins de base », déplore Luc Farré, secrétaire général de l'Unsa-Fonction publique. La MGEN, qui contestait le choix d'Alan par l'Etat, a cependant été déboutée le 5 juin. « La différence majeure entre les candidats, ce sont les options, mais surtout les frais de gestion, qui ont vocation à être appliqués pendant toute la durée du marché. Nous sommes ici bien moins chers que nos concurrents », pointe le PDG d'Alan. L'affaire rappelle le cap à tenir : la bataille des assureurs, qu'ils soient novateurs ou « tradi », se gagnera sur les prix. ✱ A. C.

Licorne de l'assurtech

Les éminences grises de l'IA française

Discrets soutiens de Mistral AI, les cofondateurs du néoassureur Alan ont fait depuis longtemps le pari de l'intelligence artificielle.

Télés, radios, sommets internationaux... En un an, Arthur Mensch, cofondateur du français Mistral AI est devenu une star mondiale. Dans l'ombre de ce succès éclair, deux personnages de la French Tech ont joué un rôle important : Jean-Charles Samuelian-Werve et Charles Gorintin, les créateurs du néoassureur Alan. « On voyait que l'intelligence artificielle générative allait prendre une place majeure dans la santé des citoyens. Il était essentiel que des champions européens puissent émerger », explique le duo, qui a contribué au lancement de Mistral et l'accompagne depuis.

Les deux acolytes baignent depuis longtemps dans l'IA et la data. C'est même ce qui leur a permis de percer la forteresse assurantielle. Un domaine longtemps boudé par les fonds de capital-risque, qui préféraient aux prudentes « assurtech » les rutilantes « fintech » promettant de révolutionner les modes de paiement.

L'assurance est, par ailleurs, un marché tenu par des acteurs historiques et difficiles à concurrencer. « Ils ont accumulé des décennies de chiffres, cela leur donne un avantage de taille pour calculer le risque de manière précise », fait valoir un investisseur. Consultant dans le secteur, Alexandre Rispal observe d'ailleurs que « les premiers acteurs de l'assurtech ont souvent eu du mal à trouver un modèle rentable, avec des coûts d'acquisition maîtrisés ».

Internet est un eldorado de données. Et les fondateurs d'Alan l'ont compris. A la création de l'entreprise, en 2016, ils scannent le Web de long en large, collectent les offres de la concurrence, questionnent les entreprises sur les contrats qu'elles ont souscrits. Puis ils passent le tout au tamis de formules mathématiques sophistiquées, afin de bâtir leur propre grille. « A l'origine, nos équipes transcrivaient manuellement les dizaines de milliers de

Les « accélérationnistes européens » veulent combattre le déclinisme

UNE CHRONIQUE DE ROBIN RIVATON

Les Américains aiment gloser sur l'aversion au risque des Européens et leur réticence à travailler dur. Ces récits sont fallacieux.



De l'investisseur Marc Andreessen qui poste une photo de billets d'euros en demandant sarcastiquement de quel jeu de société ils proviennent, à cette entrepreneure avertissant qu'une offre d'emploi pour un fast-food affiche un salaire trois fois supérieur à celui d'un ingénieur nucléaire britannique, il est devenu de bon ton, dans la communauté tech américaine, de se moquer de l'Europe. Les piques s'appuient sur les récents débats autour du décrochage économique européen face aux Etats-Unis. « Europeoors », « Europlebs », les qualificatifs se multiplient pour décrire des niveaux de vie qui ont pris des trajectoires radicalement différentes.

Face à cela, la réaction de plusieurs figures de la tech européenne a été de lancer le hashtag eu/acc, pour *european accelerationism*. Un mouvement qui fait écho à l'accélérationnisme efficace, abrégé e/acc, cette sous-culture de la Silicon Valley, technophile et libertarienne, évoquée dans ces colonnes il y a quelques mois. L'accélérationnisme européen a cependant un objectif spécifique. Il s'agit avant tout de ne pas gober la propagande américaine à l'égard des Européens, de leur supposée aversion au risque, de leur présumée réticence à travailler dur ou de leur manque de détermination.

Si les Américains adorent parler de leur travail acharné, la réalité est bien

différente. Le volume horaire dans les métiers de la tech se situe, des deux côtés de l'Atlantique, autour de 50 à 55 heures par semaine. C'est d'ailleurs avec effroi que les Américains ont découvert la culture chinoise du 996, pour six journées par semaine de 9 heures du matin à 9 heures du soir. Par ailleurs, 55 % des licornes américaines comptent au moins un fondateur né à l'étranger. Et l'Europe – sans la Russie et l'Ukraine – en est la principale région d'origine (90), devant l'Inde (66) et Israël (54). Les récits que les Américains aiment faire de la douceur de vie en Europe qui, selon eux, ne pousserait pas les gens à se dépasser, sont tout aussi fallacieux. Les Etats-Unis mettent en scène l'élévation sociale de leurs entrepreneurs à succès, mais là encore, ils brodent. Plus de 60 % de ces créateurs sont passés par les universités les plus prestigieuses du pays.

Il est donc urgent de combattre le déclinisme en Europe. Et parce que les symboles ont de l'importance, le concept de New Palo Alto mérite d'être cité. Mentionné dans le célèbre rapport sur l'état de la tech européenne d'Atomico, il est également utilisé par Dealroom. New Palo Alto correspond à la zone accessible en train, en moins de quatre heures, depuis Londres, englobant donc Oxford-Cambridge, la région Ile-de-France et Amsterdam. Cela permet de le positionner comme le deuxième écosystème tech et d'enseignement supérieur du monde, avec 22 établissements classés dans le top 100 mondial. On y retrouverait, selon les chiffres de Saul Klein, célèbre capital-risqueur britannique, 900 entreprises de croissance affichant chacune plus de 25 millions de dollars de chiffres d'affaires.

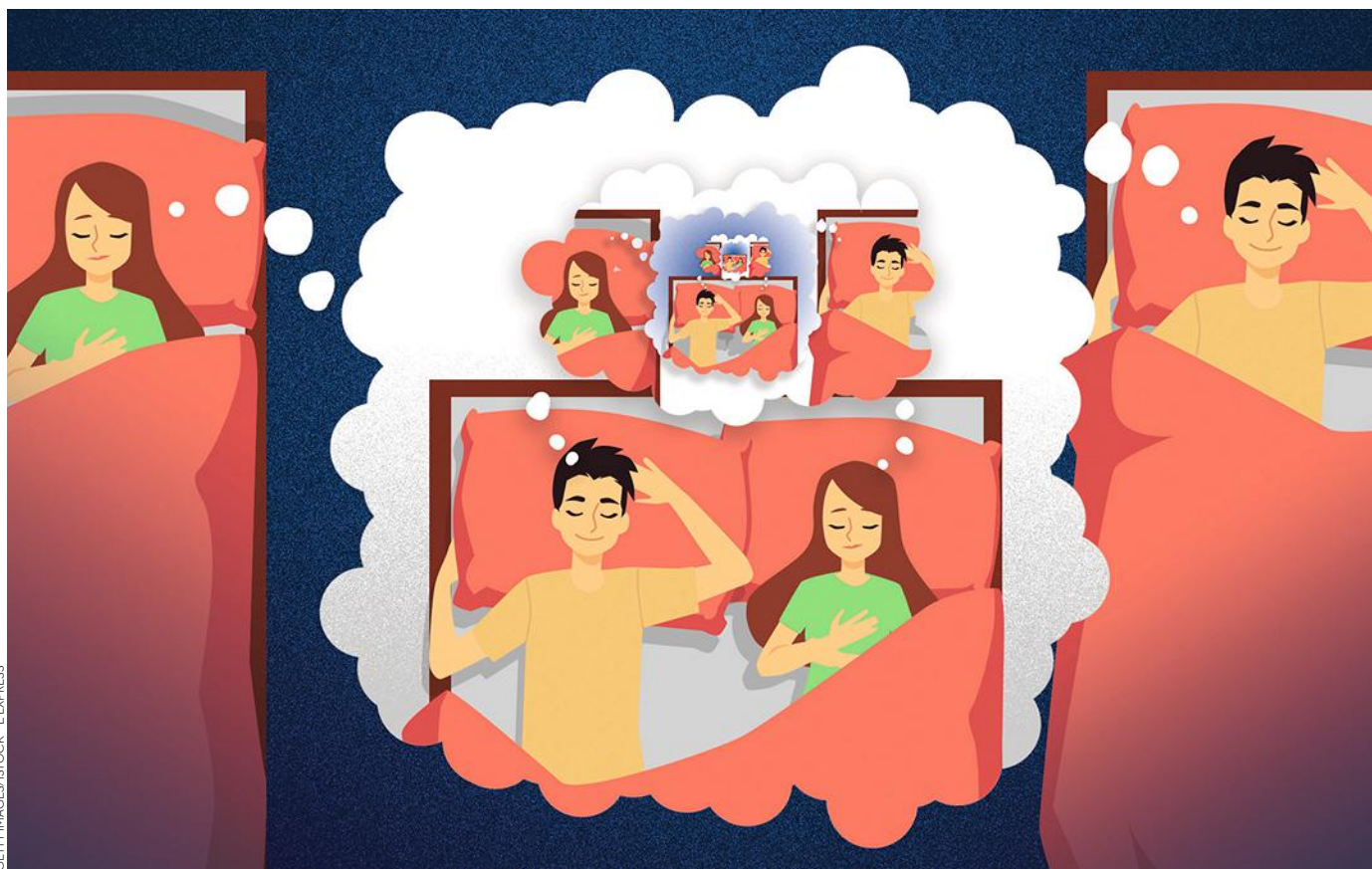
L'occasion de rappeler que le premier problème à régler demeure celui de

Le premier problème à régler demeure celui de l'harmonisation des droits en Europe

l'harmonisation des droits en Europe. Isabel Schnabel, de la Banque centrale européenne, soulignait, il y a peu, que les géants américains de la tech n'ont aucune difficulté à prospérer dans cet environnement byzantin. C'est exact, mais c'est bien parce qu'ils sont des géants qu'ils franchissent sans encombre la barrière à l'entrée que représente la multiplicité des droits domestiques. Nous allons souffler les 20 ans du statut de société européenne. Grâce à lui, une société peut exercer ses activités dans tous les Etats membres de l'Union européenne sous une forme juridique régie par le droit communautaire et donc commune aux différents Etats. La confidentialité de ce statut montre bien qu'il est insuffisant. Il faut désormais envisager sa version 2.0, comme le réclamait l'investisseur Andreas Klinger. Une refonte qui permettrait d'avoir la même protection juridique pour l'investisseur, du Portugal à la Lituanie, et qui favoriserait l'émergence de pratiques de marché. Aux Etats-Unis, le Simple Agreement for Future Equity (Safe) règle, en un document, toutes les questions liées au financement des jeunes entreprises en phase de pré-amorçage. ✱

Robin Rivaton est directeur général de Stonal et membre du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

55 % des licornes américaines comptent au moins un fondateur né à l'étranger



SOMMEIL

Dormir seul ou à deux, les réponses de la science

De plus en plus de jeunes couples font lits séparés, brisant une convention très ancrée. Avantages ou désavantages, la question divise.

PAR ANTOINE BEAU

Une cuisine, une salle de bains et un couloir nous séparent, ma compagne et moi. Chaque nuit, je m'endors seul dans le salon, sur un canapé-lit avec vues sur la télévision. Emma – appelons-la ainsi, car elle n'a pas demandé à atterrir dans les pages de

L'Express – se saucissonne dans une couette trop grande, à l'autre bout de l'appartement. La pièce aurait dû être notre chambre à nous. C'est devenu sa chambre à elle. Mes vêtements y traînent, tassés dans la penderie qui court le long du mur. Il n'y a pas d'autre endroit où les ranger. Quand la porte est fermée, je toque pour les récupérer. Pour le reste, tout est à elle,

là-bas : cette affiche qui dégouline de jaune à côté du bureau, ces pelotes de laine, vestige d'un projet tricot qui n'avance pas, ces petites figurines hawaïennes... Le matin, on se dit bonjour dans la cuisine ou devant les toilettes.

« Tu as des invités ? » me demande un ami, un jour, en voyant mes draps repliés dans un coin. Je lui explique ; il se garde de répondre. Comme si le malaise avait enflé, quelque part entre la couette et les oreillers. « Ça va, entre vous ? » ose un autre, téméraire. Chaque fois que j'évoque notre choix, les yeux se gonflent d'inquiétude, les sourires sèchent. Sauf ma mère, qui ne voit que le bon dans son prochain, surtout quand il s'agit de son enfant. « Dormir à deux, ce n'est pas pour tout le monde », a-t-elle simplement dit. Ma mère a saisi en une seconde ce que j'ai mis des mois à comprendre. Avant cette discussion, je ne pouvais pas m'empêcher de me demander : n'est-ce pas étrange, à 25 ans, de dormir si loin l'un de l'autre ? Nous n'avons quasiment jamais passé une nuit ensemble avec Emma. Nous nous sommes rapprochés alors que nous étions

► colocataires. Nous pouvions facilement nous voir, tout en restant chacun chez soi. Nous en avons brièvement parlé. C'est plus simple, plus confortable, alors on a fait comme ça et puis c'est tout.

J'ai découvert plus tard que nous n'étions pas les seuls. De plus en plus d'Américains font chambre à part, d'après un sondage de 2023 pour le *New York Times*. Ils sont désormais 1 couple sur 5, Cameron Diaz comprise. La célèbre actrice s'est fait l'égérie de la pratique. Comme elle, la moitié des dormeurs solitaires déclarent que cela n'a pas d'impact sur leur couple, ou qu'au contraire leur relation s'est améliorée. En France, Emma et moi avons rejoint les 16 % de Français qui font ainsi ou aimeraient en faire autant, selon un sondage de l'Ifop paru en 2021. Me voilà soulagé. Avant de rencontrer Emma, je n'avais jamais réfléchi à ce rituel qu'est le sommeil à deux. Il y avait cette évidence : les amoureux dorment ensemble ou se séparent. Ou, pire, ils n'osent pas se séparer, et mettent la nuit entre eux.

L'idée est tellement ancrée qu'elle a un nom : le « *sleep divorce* ». Littéralement, le « divorce par le sommeil ». Sur TikTok, l'expression totalise 11,5 millions d'occurrences. Pourtant, faire lits séparés n'a pas toujours été considéré comme l'anti-chambre de la rupture. Il fut un temps où on végétait à huit, faute de chauffage. Un autre où les couples de certaines classes sociales ne devaient pas se mélanger, question de mœurs. À l'instar des époux royaux dans *The Crown*, la série sur la monarchie britannique. Et puis il y a tous ces pays d'Europe du Nord où la norme, c'est deux lits simples, côte à côte ou plus éloignés.

Dans les sondages, la qualité du sommeil figure en tête des raisons évoquées pour faire chambre à part. Elle serait meilleure, débarrassée de l'autre, ses ronflements, ses secousses, ses habitudes. A deux, je ne ferme pas l'œil. Plus jeune, j'avais des problèmes pour dormir. Le moindre bruit me tenait éveillé des heures, même avec des bouchons vissés dans les oreilles. Je gigote. Emma est somnambule. Elle tombe du lit, se relève, se met à parler en anglais, la langue qu'elle utilise au travail. »

Clément, autre adepte des couches éloignées, l'a pris pour lui, au début : « Quand ma copine a quitté le lit, cela m'a blessé », confie ce projectionniste de

36 ans, enthousiaste à l'idée de se raconter, après avoir repéré mon appel à témoins. Sa copine lui a expliqué qu'elle ne supportait pas le bruit mais qu'elle l'aimait. Et le voilà changé en féroce dormeur libre : « Plus jamais je ne redors à deux. Le couple, c'est déjà beaucoup de compromis, autant ne pas en faire sur le sommeil », affirme-t-il.

Dort-on vraiment mieux seul ? « Cela dépend avec qui et comment, mais, à long terme, être à deux, ce n'est pas forcément le mieux », prévient le Pr Pierre Philip, chef de service au CHU de Bordeaux et vulgarisateur sur Instagram. Lui aussi joue du sommier en solo. Il m'explique que la qualité du sommeil est tout aussi importante que sa durée et sa régularité. « Or le premier risque, ce sont les réveils nocturnes. A deux, on potentialise la menace », dit-il. Ceux qui dorment avec un ronfleur tonitruant sont trois fois plus susceptibles

La qualité du sommeil figure en tête des raisons invoquées pour faire chambre à part

d'avoir des difficultés à s'endormir et à rester endormis, selon une étude publiée en 2017 dans le *Journal of Clinical Sleep Medicine*. Avec, à la clé, deux fois plus de risques d'être fatigués ou somnolents. Ceux qui se couchent avec une personne qui travaille à des horaires décalés ont plus souvent des symptômes de dépression et des troubles cognitifs, remarque une autre étude, parue dans *SSM-Population Health*.

Quand il m'arrive de dormir avec Emma, j'ai l'impression qu'elle me « transmet » ses réveils nocturnes, qu'ils viennent s'ajouter aux miens. C'est possible : cela arrive à ceux qui dorment avec une personne insomniaque, comme le montre une étude publiée dans *Sleep*, en 2020, menée sur une cinquantaine de couples. La contamination est plus importante quand l'un des partenaires force son rythme naturel pour suivre l'autre dans ses habitudes. Ces phénomènes s'aggravent avec le temps. Plus on vieillit, plus le sommeil s'allège. Mais pas à la même vitesse

pour les hommes et les femmes, a montré une étude publiée en 2021 dans le *Journal of Clinical Sleep Medicine*. Là n'est pas la seule différence sexuée. Monsieur est souvent plus tolérant à l'égard des perturbations, mais aussi plus sujet au ronflement, surtout quand il est jeune. Madame est, elle, plus souvent insomniaque. Autant de risques de devenir « incompatibles ». À ce stade de l'enquête, j'ai l'impression de m'être sauvé d'un péril, pour ma santé et pour mon couple.

Toutefois, ces méfaits sont à nuancer. Car il y a aussi des avantages à la nuit à deux. La présence de l'autre peut aider à se détendre, à s'endormir. De nombreuses études ont mis en évidence que le contact avec la peau de son partenaire libère de l'ocytocine, une hormone qui participe à l'apaisement, au sentiment de sécurité. Un élément primordial quand il s'agit de dormir. Des chercheurs ont ainsi montré, dans une étude parue dans *Sleep Health* en 2021, que la qualité « subjective » du sommeil, celle rapportée par les volontaires, était meilleure chez les « codormeurs ». Si l'on se sent bien l'un contre l'autre, on a plus de chances de penser que l'on dort bien. Cela peut se traduire par une amélioration réelle de certains mécanismes impliqués dans le repos, selon une étude plus poussée, publiée dans *Frontiers in Psychiatry* en 2020.

Cette fois-ci, les chercheurs ont demandé à une vingtaine de jeunes couples de s'allonger sous leurs instruments de mesure. Le sommeil partagé s'est avéré associé à une augmentation d'environ 10 % du sommeil paradoxal. Ces phases, deux heures environ chez l'adulte, surviennent plus fréquemment à la fin de la nuit. Elles sont cruciales pour la formation de la mémoire. Ces études sont partielles, parcellaires. Mais, l'une après l'autre, elles semblent confirmer une chose : en matière de sommeil comme de couple, il vaut mieux ne pas se forcer. « Il faut garder en tête que dormir tout seul peut être bénéfique, surtout si on sent que son sommeil se fragilise. L'important, c'est d'intervenir avant le stade pathologique », résume le Pr Pierre Philip. Beaucoup de gens me demandent si ça ne me manque pas, de me blottir contre ma copine. En réalité, je n'ai jamais arrêté : en regardant une série, pendant une sieste ou avant d'aller dormir de mon côté. ★

Changement de sexe à l'état civil : une mauvaise réponse à une demande légitime

UNE CHRONIQUE DE FRANCK RAMUS

Pour répondre aux demandes des personnes transgenres, faut-il plutôt supprimer le sexe légal, ou enregistrer à la fois le sexe et l'identité de genre de l'individu ?



Les personnes transgenres demandent à pouvoir être reconnues et vivre en société conformément à leur ressenti, c'est-à-dire à leur identité de genre. Ce sont des demandes que certains peuvent trouver marginales, mais que l'on peut néanmoins juger légitimes. Elles donnent en tout cas l'occasion de réfléchir au rôle que jouent les catégories de sexe dans la société et à la manière dont elles sont intriquées dans notre système juridique et administratif. Le législateur a répondu par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016, qui donne la possibilité de modifier sous certaines conditions le sexe légal enregistré à l'état civil. Cependant, même si l'on juge légitime la demande des personnes transgenres, cette réponse pose plusieurs problèmes. En effet, l'identité de genre n'est pas le sexe. Modifier le sexe légal, alors que le sexe biologique de la personne, lui, ne change en réalité pas complètement, c'est d'une certaine manière faire mentir l'état civil. C'est fâcheux. Le sexe et l'identité de genre sont deux caractéristiques distinctes de la personne et reconnaître la seconde n'implique pas de modifier la première ou d'amalgamer les deux. Pour résoudre ces problèmes, il est possible d'envisager plusieurs options. Ce qui amène à réfléchir à la justification et à l'utilité de la notion légale de sexe.

Le sexe et l'identité de genre sont deux caractéristiques distinctes

Plutôt que de renseigner le sexe selon l'identité de genre, il pourrait être possible de simplement enregistrer les deux. Par défaut, l'identité de genre de la personne serait présumée concordante avec son sexe enregistré à la naissance. Mais elle pourrait être modifiée par simple déclaration et ajoutée en marge de l'acte de naissance. De même une civilité librement choisie (M., Mme, et au moins une 3^e catégorie à définir) pourrait être ajoutée sur les documents d'identité. Le tout sans nécessiter d'éléments de preuve ni de jugement du tribunal, ce qui serait un progrès pour les personnes transgenres. Cette solution aurait néanmoins l'inconvénient de rendre excessivement visible la discordance entre sexe et identité de genre, alors que les personnes concernées veulent au contraire passer inaperçues dans le genre souhaité.

Se pose donc la question de savoir s'il y a lieu de conserver le sexe une fois l'identité de genre de la personne enregistrée. Car finalement, quelle est la justification d'enregistrer le sexe à l'état civil, puis de le reporter sur les documents d'identité et enfin sur tous les formulaires administratifs ? La plupart des administrations et des entreprises qui collectent nos informations personnelles n'ont pas besoin de connaître notre sexe et n'ont pas vraiment de légitimité à nous le demander. La mention du sexe sur les documents d'identité pose aussi question. Après tout, le sexe n'est pas une caractéristique identifiante de la personne que l'on peut se permettre de vérifier lors d'un contrôle d'identité. Ce sont la photo et les empreintes biométriques qui identifient la personne. Si les usages sociaux courants, qui nécessitent parfois un contrôle d'identité, ne se réfèrent pas au sexe mais à une civilité,

Ce sont la photo et les empreintes biométriques qui identifient la personne

alors le sexe pourrait sans dommage disparaître des documents d'identité.

Si l'on va au bout de ce raisonnement, est-il bien nécessaire d'avoir une notion légale de sexe, enregistrée sur l'acte de naissance ? Historiquement, cela résultait sans doute d'une forme d'évidence : cela servait à assurer que les mariages ne se célèbrent qu'entre personnes de sexes opposés. Cela était également rendu nécessaire par des dispositions légales différentes pour les hommes et les femmes (service militaire, droit de vote, congé maternité). On peut considérer que la plupart de ces usages sont maintenant obsolètes ou peuvent être reformulés. Il reste que le sexe et les mots « homme » et « femme » sont mentionnés de très nombreuses fois dans le Code civil. Les remplacer par des substituts adéquats nécessiterait un toilettage important, dont certains juristes assurent néanmoins qu'il est possible et souhaitable. Faire disparaître le sexe légal, voilà une proposition iconoclaste, mais pas forcément insensée, qui mériterait d'être débattue. Supprimer le sexe légal ou le faire cohabiter avec l'identité de genre serait plus cohérent que l'amalgame actuellement fait par la loi de 2016. *

Franck Ramus, chercheur au CNRS et à l'Ecole normale supérieure (Paris).

Eva Illouz : « Un gouffre s'est ouvert à gauche autour de la question juive »

La sociologue déplore le « discours antisémite qui s'ignore » d'une partie de la gauche occidentale, tout en s'inquiétant des menaces, internes et externes, contre la démocratie israélienne.

C'EST LE CRI D'ALARME d'une éminente intellectuelle, juive et de gauche. Depuis l'attaque du 7 octobre 2023, Eva Illouz déplore le « gouffre » qui s'est creusé entre les Israéliens progressistes et une partie de la gauche occidentale, rangée derrière le Hamas. Sociologue, directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, auteure de *Pourquoi l'amour fait mal* (Seuil), du *Capital sexuel* (avec Dana Kaplan) ou de *Happycratie* (avec Edgar Cabanas), la Franco-Israélienne ne peut pourtant pas être soupçonnée d'aucune sympathie pour Benjamin Netanyahu. Pour L'Express, la sociologue analyse aussi la double menace qui pèse, selon elle, sur la démocratie israélienne, de l'extérieur comme de l'intérieur. Entretien.

On a l'impression chez vous d'un fort sentiment d'abandon par une partie de la gauche occidentale depuis le 7 octobre 2023...

Eva Illouz C'est plus que de l'abandon. Autour de ce qu'il faut bien se résoudre à appeler la question juive, un gouffre s'est ouvert. Célébrer un groupe comme le Hamas, une organisation terroriste fondamentaliste qui appelle à l'élimination pure et simple de l'Etat d'Israël et des juifs, brouiller tous les repères qui faisaient de la Shoah un événement unique de l'histoire européenne en qualifiant les Israéliens de « nazis », faire d'Israël l'épicentre du mal radical, il s'agit là d'un discours qui vise délibérément à inverser toutes les valeurs et les points de repère, et ne peut plus être intelligible pour les partisans de la gauche sociale-démocrate. C'est un discours antisémite qui s'ignore. Cela nous ferait presque regretter l'antisémitisme de l'extrême droite qui lui, au moins, s'affiche et se revendique comme tel.

A propos des manifestations propalestiniennes sur les campus, vous avez écrit que « ces étudiants » étaient « à mille lieues de ceux qui avaient protesté contre la guerre du Vietnam ». Pourquoi ?

« Je suis atterrée par la quantité de morts, mais je résiste à l'amalgame qui est fait constamment entre guerre et génocide. Cet amalgame efface la complexité insoutenable de la guerre »

Dans les années 1960-1970, les étudiants manifestaient contre le fait que d'autres jeunes Américains allaient se faire tuer. C'était une cause proche d'eux. La question palestinienne, qui est devenue centrale pour ces jeunes gens, est une cause lointaine, et on ne peut que se demander pourquoi l'impérialisme agressif de la Russie, de la Chine ou de l'Azerbaïdjan ne les inspire pas autant. On me dira que c'est parce qu'Israël est un allié des Etats-Unis, mais c'est vrai aussi de la Turquie ou de l'Egypte, et nous n'avons vu personne manifester contre leurs violations des droits de l'homme. Cela ne veut pas dire qu'Israël est innocent. Loin de là. Benjamin Netanyahu a mené et continue de mener une politique criminelle en Cisjordanie et a tout fait pour miner de l'intérieur le processus de paix depuis trente ans.

Deuxième différence, l'université actuelle est progressiste, alors que dans le passé, elle représentait plutôt l'establishment et les classes dominantes. Les universités sont à la fois devenues plus riches, et plus à l'écoute des mouvements féministes ou LGBTQ, et des racisés. Les étudiants sont désormais très protégés par leur institution qui partage leurs valeurs. Donc, il ne s'agit plus d'un affrontement entre les étudiants et les autorités, mais plutôt d'un affrontement entre plusieurs minorités. En 1968, les manifestations n'excluaient pas un groupe en particulier, il s'agissait d'un mouvement inclusif, tous étaient réunis sous la bannière des droits civiques universels. Alors qu'aujourd'hui, le mouvement propalestinien a exclu les juifs sionistes en les stigmatisant. Non seulement ils sont écartés, mais les slogans « éliminationnistes » de ces manifestations ont des relents antisémites. C'est la première fois que des minorités se confrontent de telle façon au sein même des universités. C'est la première fois qu'une minorité se sent ainsi victime d'expressions publiques d'une hostilité assez violente. Or les institutions académiques sont très mal équipées pour arbitrer entre plusieurs groupes qui s'affrontent en leur sein.

Etes-vous arrivée à échanger avec des représentants de cette gauche, que vous qualifiez d'« identitariste », au sujet de Gaza ?

Non. Il y a quelques mois, j'ai essayé de parler avec un représentant du syndicat Solidaires, mais ils ont refusé. J'ai aussi essayé d'échanger par mail avec des personnes qui estiment que ces manifestations sont inoffensives, mais il est difficile d'avoir un débat. Chacun a le sentiment que l'autre représente non pas un adversaire idéologique mais le mal lui-même. Chacun voit facilement dans l'autre un nouveau « nazi ».

Pour beaucoup de juifs, les positions actuelles d'une partie de la gauche génèrent de l'angoisse, et nous rappellent de vieilles



F. PLAS/CHRS

« Chacun voit dans l'autre un nouveau "nazi" », s'inquiète Eva Illouz.

menaces parce que les positions palestiniennes se sont radicalisées. Elles veulent revenir à 1948 et non à 1967. Elles sont « éliminationnistes ». À l'inverse, les manifestants condamnent corps et âme ce qu'ils considèrent être un « génocide » à Gaza, et associent tous les sionistes, même de gauche, à de nouveaux nazis. Chacun des deux camps a nazifié l'autre...

Vous êtes très critique de la politique de Benjamin Netanyahu. Mais à propos de la riposte israélienne à Gaza, vous estimez qu'« au regard de l'Histoire, Israël n'a pas agi de manière pire que le reste de l'humanité »...

Je ne suis pas une experte militaire. On ne peut répondre à cette question qu'en comprenant ce qui était faisable ou difficilement faisable dans le cadre d'une guerre. La guerre entre Israël et le Hamas a été motivée par une attaque en territoire souverain. Dans un cas pareil, le droit international stipule qu'un Etat a le droit de répondre. Des spécialistes comme Michael Walzer qui a beaucoup réfléchi sur la notion de guerre juste, soulignent qu'il n'y a pas de précédent à ce type de guerre – parce qu'il y a une ville souterraine, parce que les civils sont des boucliers humains, à cause de la densité urbaine... De plus, nous avons des preuves qu'Israël a pris des précautions importantes pour évacuer la population civile. Le Hamas n'a jamais invité sa population à rejoindre les souterrains pour se protéger, parce que c'est la

population civile qui défend les terroristes et non l'inverse.

Mais je pense aussi que le déploiement de la force militaire israélienne a été disproportionné, qu'il y a des crimes de guerre, qu'on a torturé et tué des prisonniers, que beaucoup trop de gens innocents sont morts, et que la famine a peut-être été utilisée comme moyen de guerre. Israël nie ces faits et il faudra mettre en place une commission d'enquête pour en avoir le cœur net. Hélas, je crois aussi qu'un groupe de personnes, qui appartiennent à la mouvance messianiste, ne serait pas mécontent de commettre un nettoyage ethnique. Une branche de l'extrême droite israélienne, si elle pouvait expulser les Gazaouis de leur territoire, le ferait. Mais il est très difficile dans cette guerre de démêler la légitime défense israélienne, les crimes de guerre israéliens et ce qui est dû à la conduite criminelle du Hamas vis-à-vis de son peuple. On fait comme s'il était facile de démêler cet écheveau. Je suis atterrée par la quantité de morts, mais je résiste à l'amalgame qui est fait constamment entre guerre et génocide. Cet amalgame efface la complexité insoutenable de la guerre.

Selon vous, Israël fait aujourd'hui face à de nombreuses menaces, de l'extérieur comme à l'intérieur...

On pense que la guerre représente la plus grande menace qui pèse sur Israël. D'une certaine façon, c'est le cas, car l'Iran et ses alliés se montrent plus agressifs. Avec les houthis, un nouveau front a été créé au Yémen depuis quelques années. A travers le 7 octobre, le Hamas a osé une attaque sans précédent. Israël a des fronts chauds au Liban, à Gaza et en Cisjordanie, même si je précise que sur ce territoire, les colons juifs se comportent très souvent de manière odieuse, commettant notamment des raids racistes. Mais cela n'empêche pas le fait qu'une nouvelle intifada puisse être provoquée par la population cisjordanienne. Et pour la première fois, l'Iran a osé attaquer directement Israël le 13 avril. Il me semble ainsi qu'Israël soit le seul Etat au monde dans cette situation géopolitique. Aucun autre pays n'a autant d'ennemis souhaitant le faire disparaître de la surface de la terre.

Mais la vraie menace qui pèse sur Israël est d'abord une menace interne, avec deux causes de nature différente. La première, structurelle, concerne les relations entre laïques et ultra-orthodoxes. Ce pays s'est construit sur un contrat social qui n'a aucun équivalent au monde : une minorité de plus en plus grande reposant sur trois groupes – les ultraorthodoxes et une grande partie de la communauté arabe et des colons – se retrouve subventionnée par un groupe décroissant qui travaille, et s'avère économiquement productif. Là encore, c'est une situation unique au monde. Aucun autre pays n'a un tel groupe de



Manifestation à Jérusalem le 20 mai contre Netanyahu, « le pire chef de gouvernement de l'histoire israélienne ».

personnes, en pleine croissance démographique, qui soit financé par le reste de la population. Je pense cependant que les élites israéliennes n'accepteront plus ce contrat social. Le 7 octobre a montré à quel point la situation n'est plus acceptable. Ce sont les communautés laïques qui ont été meurtries par l'attaque du Hamas. Et ce sont toujours ces mêmes communautés laïques qui se sont mobilisées face à cette attaque.

La deuxième cause est conjoncturelle : c'est le fait que les responsables qui gouvernent aujourd'hui Israël sont vus par un fort pourcentage de la population israélienne, et à juste titre, comme des criminels. C'est une cacocratie, le gouvernement des pires. Netanyahu, on ne le répètera jamais assez, est le pire chef de gouvernement de toute l'histoire israélienne.

Mais comment expliquer sa longévité ?

La première explication, c'est le scrutin proportionnel absolu, qui crée une politique très complexe de coalitions. Netanyahu est incompetent comme chef de gouvernement mais maître dans l'art du jeu des coalitions. Il sait très bien comment manipuler et naviguer dans cette politique très complexe. Ensuite, il a attisé le ressentiment de classes entre Mizrahim et Ashkénazes [NDLR : les juifs mizrahim sont originaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, tandis que les juifs ashkénazes viennent historiquement d'Europe de l'Est]. Il a su utiliser cette grande injustice historique faite aux Mizrahim, en la transformant en ressentiment radical. La politique israélienne est aujourd'hui infestée par les passions tristes. Si Netanyahu est si détesté, c'est qu'il a utilisé à outrance ces divisions, faisant sans cesse appel à la haine entre groupes au sein de la société israélienne. En ce sens, il a précédé Donald Trump. Il correspond pleinement à la définition du tyran, car le tyran est celui qui favorise son bien-être à celui de son peuple, et se maintient au pouvoir en créant de

l'animosité plutôt que de la solidarité, et génère un sentiment général de haine entre les groupes. Menahem Begin [NDLR : Premier ministre du Likoud de 1977 à 1983], qui était pourtant dans le même camp politique que lui et a même eu un passé de terroriste, défendait les notions d'unité nationale et de peuple. Il a choisi la paix. Begin aimait son peuple. Netanyahu, lui, ne l'aime pas. Il a opté pour une politique fondée sur la gestion permanente du conflit, condamnant Israël à rester sur le pied de guerre indéfiniment et à devenir un Etat paria.

La véritable ambition du Hamas n'est-elle pas de pousser la démocratie israélienne vers la crise ?

Très peu de pays sont aussi dépendants qu'Israël du soutien international comme du soutien de sa population juive externe, ainsi que de sa capacité à créer de la confiance chez les investisseurs étrangers. Israël semble fort, mais en réalité, il est très vulnérable. C'est un château de cartes qui peut s'effondrer facilement. Dans ce contexte, la démocratie lui est absolument essentielle. Je ne crois pas qu'Israël puisse s'inspirer d'un modèle autoritaire comme celui de Singapour. On voit aujourd'hui à quel point l'Etat hébreu a besoin d'une légitimité internationale. De plus, Singapour n'est pas entouré d'ennemis. La richesse humaine et économique d'Israël est intimement liée à son régime démocratique.

Le rêve du Hamas est effectivement de saper cette légitimité d'Israël. Yahya Sinwar [NDLR : le chef du Hamas] a compris, mieux que ses prédécesseurs, qu'Israël avait des faiblesses structurelles, et qu'il fallait les utiliser en jouant sur le temps long. Le Hamas compte sur les divisions profondes au sein de la société israélienne, et sur le fait que celle-ci ait été kidnappée par les ultraorthodoxes et les colons. Deux groupes fondamentalistes menacent ainsi Israël de façon différente.

Croyez-vous encore à une solution à deux Etats ?

L'Etat unique pour deux populations n'est plus envisageable à mon avis. Cette solution est morte. Peut-être pourra-t-elle revenir dans une génération. Mais le 7 octobre restera pour longtemps inscrit dans les consciences. Les autres options ? Soit on reste sur un statu quo de domination militaire, ce que souhaite l'extrême droite israélienne. Ou bien on arrive à créer deux Etats, la seule véritable solution à ce conflit. Il faut absolument créer une coalition internationale qui inclut l'Arabie saoudite, la Jordanie, et les Palestiniens sans le Hamas. Le problème, c'est qu'il sera difficile de déplacer tous les colons juifs hors de Cisjordanie. Et qu'il sera difficile de faire renoncer les Palestiniens à leurs rêves éliminationnistes.

Mon espoir, c'est que les pays arabes et Israël puissent arriver à une solution ensemble. L'extraordinaire alliance déployée le 13 avril contre l'Iran, qui a réuni la Jordanie, l'Arabie saoudite, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, peut servir de modèle. On peut imaginer une telle alliance, non pas militaire, mais politique, et qui fasse preuve d'initiative et de générosité sur le dossier israélo-palestinien. Israël doit en tout cas contribuer à toutes les initiatives des pays arabes pour arriver à une paix juste et durable dans la région. *

PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS MAHLER

Adam Grant : « Les perfectionnistes se concentrent sur les mauvaises choses »

Dans *Potentiel caché*, le psychologue organisationnel, qui enseigne le management à la Wharton School, nous invite à opérer un virage à 180 degrés quant à la manière d'évaluer les candidats à l'embauche.

SI VOUS PENSIEZ que le CV et les expériences passées faisaient tout en matière de recrutement, voici un livre qui risque de vous surprendre. Dans *Potentiel caché. Comment accomplir de grandes choses* (Alisio), Adam Grant, professeur de management à la Wharton School, l'une des plus prestigieuses écoles de commerce américaines, nous invite à changer de logiciel pour détecter ce qui constitue ou pas une recrue à fort potentiel. Etudes scientifiques à l'appui, l'auteur met à mal le concept de prodige et met en lumière le rôle essentiel de la persévérance.

Un ouvrage qui incitera les recruteurs à regarder plus loin que les premières lignes du curriculum vitae et les capacités immédiatement identifiables des postulants. Avec leurs équipes, les managers « doivent être des mentors et faire ressortir le meilleur » chez chacun, insiste le psychologue organisationnel de 42 ans, soulignant que « des dizaines d'expériences ont montré que, au travail, lorsque les dirigeants ont des attentes fortes, leurs salariés travaillent généralement plus dur, apprennent plus de choses et réalisent de meilleures performances ». Enfin, celui qui a été reconnu par le magazine *Forbes* comme l'un des « dix penseurs les plus influents du monde en matière de management » livre aux lecteurs de *L'Express* la question clé à poser en entretien pour déceler un potentiel caché. Verbatim.

MISER SUR LA MARGE DE PROGRESSION « Lorsque nous jugeons les candidats en fonction de leur niveau de départ, nous sous-estimons ceux qui ont des aptitudes initiales différentes, mais qui ont, en revanche, une grande marge de progression et qui sont capables de grandes choses. Les études menées sur le sujet nous apprennent que la motivation et les opportunités adéquates sont sans doute des facteurs de progression plus importants que les capacités initiales de chacun. Car, voyez-vous, personne n'est né avec la faculté de composer une sonate de Mozart ou de cuisiner une crème brûlée parfaite. Très souvent, nous nous jugeons nous-mêmes et nous jugeons les autres en nous demandant, lorsque nous tentons quelque chose pour la première fois, si nous serons bons. Si nous sommes bons, nous supposons que

nous avons des capacités naturelles et nous investissons du temps et de l'énergie. Mais si nous ne sommes pas bons, nous pensons alors que nous n'avons pas ce qu'il faut. Ce faisant, nous négligeons la possibilité que certaines personnes apprennent plus lentement et se révèlent sur le tard. En fin de compte, les individus sur lesquels nous devrions miser ne sont pas ceux qui partent avec le plus d'avantages mais ceux qui parcourent la plus grande distance. »

« Si vous regardez les mathématiciens, les scientifiques, les athlètes ou les artistes de renommée mondiale, ils se sont rarement distingués en tant que prodiges lorsqu'ils étaient enfants. Parfois, ils n'étaient même pas les plus brillants de leur école ou de leur famille. Cela montre bien que pour chaque prodige comme Beethoven, il y a pas mal de Bach, qui connaissent une progression plus lente et se révèlent plus tardivement. Nous ne sommes pas face à des histoires de génie pur, mais plutôt face à des histoires de persévérance ou d'un grand professeur qui a su déceler chez un élève un potentiel et l'a aidé à le développer. »

NE PLUS SE FOCALISER SUR LES SEULES APTITUDES « Pour qu'un potentiel se déploie, il faut que les dirigeants aient la capacité de le reconnaître et de le faire grandir. Si vous voulez maximiser l'intelligence collective de l'équipe, au lieu d'écouter la personne la plus intelligente dans la pièce, faites plutôt en sorte de rendre le groupe plus intelligent. Dans le processus de recrutement et de promotion, cela veut dire parier sur des individus qui ont la faculté de dépasser considérablement vos attentes. Nous considérons généralement l'expérience et les performances passées comme un signe de potentiel futur. Nous nous trompons, car l'expérience et les résultats obtenus par une personne dans le passé dépendent bien plus de ses aptitudes que de sa capacité d'apprentissage. Nous vivions jusqu'à aujourd'hui dans un monde stable où la monnaie d'échange était l'aptitude. Il était donc logique d'embaucher celles et ceux qui pouvaient prouver qu'elles avaient déjà les compétences nécessaires pour effectuer le travail. Or nous vivons désormais dans un monde qui évolue rapidement, j'en veux pour exemple l'intelligence artificielle, qui transforme progressivement les emplois. Le rythme du changement ne va cesser de s'accélérer. Cela signifie que ceux qui excellaient hier dans un travail n'ont pas nécessairement les compétences requises pour réussir demain. Au lieu de se focaliser sur les seules aptitudes, nous devrions rechercher l'agilité. Un processus d'embauche ne doit pas servir à évaluer si vous êtes bon dans une tâche au moment présent, mais à quel point vous êtes motivé et capable d'acquérir de nouvelles compétences demain. Or, aujourd'hui, nous estimons que, si le

« Pour qu'un potentiel se déploie, il faut que les dirigeants soient capables de le reconnaître et de le faire grandir »

► premier entretien se passe bien, il faut embaucher le candidat, et que, s'il se passe mal, ça s'arrête là. C'est une erreur, car la recherche, dans le domaine militaire par exemple, montre que si vous donnez une deuxième chance au candidat, ce sont les progrès réalisés entre le premier et le deuxième entretien qui laissent présager de son potentiel. Nous devrions considérer ces rendez-vous comme une occasion de montrer les capacités de base d'un candidat, puis observer son agilité et suivre ses progrès entre le premier et le deuxième entretien. »

« Accorder aux gens un deuxième entretien prend du temps. On a aussi l'impression que cela va demander beaucoup d'efforts supplémentaires. Mais vous savez ce qui prend encore plus de temps ? Embaucher la mauvaise personne et devoir la remplacer. Vous savez ce qui vous coûte le plus cher à long terme ? Ne pas embaucher une personne qui aurait été une superstar et que vous avez négligée parce que vous n'avez pas décelé son potentiel caché. Nous sommes par ailleurs coincés dans un schéma de pensée selon lequel tout ce dont les gens sont capables doit apparaître de manière instantanée. Nous oublions ainsi que ce qui compte, c'est de recruter des gens qui vont évoluer au fil du temps. L'une des choses qui, à mon avis, est trop négligée en entretien, c'est la contribution des individus à l'organisation et à la culture de l'entreprise. C'est pourquoi l'une des questions intéressantes à poser est la suivante : « Que changeriez-vous à notre processus de recrutement ? » Chaque candidat étant passé par là, tous ont les mêmes chances de réfléchir à ce qui pourrait être fait différemment. La réponse formulée vous donnera un aperçu de la proactivité du candidat, car les postulants vraiment proactifs réfléchissent déjà à la manière dont ils peuvent améliorer les choses, à ce qu'ils veulent

changer et aux problèmes qu'ils veulent résoudre. C'est donc une bonne occasion de commencer à voir un candidat en action. »

MINIMUM ACCEPTABLE ET MAXIMUM IDÉAL « Si l'on se fie aux études disponibles, les principaux problèmes liés aux perfectionnistes sont les suivants : premièrement, vous ruminez et culpabilisez trop, ce qui peut vous conduire à l'épuisement professionnel et à un manque de confiance en vous-même. Deuxièmement, vous ne prenez pas assez de risques, ce qui limite votre créativité. En fin de compte, vous vous concentrez sur les mauvaises choses, vous faites bien les petites choses et vous vous trompez sur les grandes. Un perfectionniste ne doit pas se fixer des objectifs trop vagues ou irréalistes, en ce sens qu'il faut en fait deux objectifs et non un seul. Vous avez besoin d'un résultat idéal, mais aussi d'un résultat minimal acceptable. Si vous faites une présentation et que le résultat dont vous rêvez est un 9 sur 10, vous devriez être satisfait de tout ce qui se situe entre le 7 et le 9. Ainsi, si vous obtenez un 7, vous direz que c'est plutôt bien. Le fait de fixer un minimum acceptable et un maximum idéal est un excellent moyen de permettre aux gens de dire « je n'ai pas fait aussi bien que je l'espérais dans le meilleur des cas, mais je me suis quand même bien débrouillé ». Un perfectionniste doit aussi opérer une distinction entre les échecs acceptables et les échecs inacceptables. Les erreurs qui valent peut-être la peine d'être commises et celles qu'il faut éviter. C'est un bon point de départ. » *

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT BERBON



Potentiel caché. Comment accomplir de grandes choses, par Adam Grant.

Trad. de l'anglais (Etats-Unis)

par Jean-Yves Katelan. Alisio, 352 p., 24,90 €.



« Personne n'est né avec la faculté de composer une sonate de Mozart ou de cuisiner une crème brûlée parfaite », fait valoir l'expert.

Emmanuel Macron est impardonnable

UNE CHRONIQUE DE JEAN-FRANÇOIS COPÉ

Le président de la République a pris la pire des décisions : c'était un changement radical de politique et de majorité qu'il fallait annoncer plutôt que cette dissolution aux conséquences gravissimes.



Le 6 juin, des chefs d'Etat venus de tout le monde occidental ont commémoré la victoire héroïque de la démocratie contre la dictature et la haine. Le 9 juin, les élections européennes nous ramènent à une cruelle réalité. Quatre-vingts ans plus tard, l'extrême droite – expansionniste en Europe – réunit en France 38 % des suffrages contre l'immigration, l'extrême gauche en rassemble 9 % contre Israël.

Au RN, Jordan Bardella a réussi son pari : présenter son parti comme rassembleur et rassurant, loin devant ses concurrents. A l'extrême gauche, c'est une étape de plus qui a été franchie. La mue vers un communautarisme rance et un antisémitisme abject est désormais clairement assumée et c'est encore son éternel gourou, Jean-Luc Mélenchon, qui en parle le mieux dans son blog : « Le rayon paralysant abusif de l'accusation d'antisémitisme est désormais sans effet. » Des scores sans appel pour une campagne sans accroc car, regardons la vérité en face, les partis de gouvernement ont accumulé les erreurs.

En souhaitant s'engager pleinement dans cette campagne, Emmanuel Macron est le premier comptable de cette victoire des extrêmes. En refusant d'admettre le rejet qu'il suscite dans l'opinion publique, il a foncé tête baissée dans le

piège tendu par les populistes de tous bords : faire de ce vote avant tout un référendum contre lui.

La droite de gouvernement n'est pas exempte de reproches. L'expérience et l'honnêteté intellectuelle d'un François-Xavier Bellamy n'auront pas suffi à porter une famille politique prise en étau entre la majorité présidentielle et l'extrême droite. A l'heure où les Français rejettent le macronisme, la droite de gouvernement a proposé tout au long de la campagne un nouvel « en même temps » et s'est livrée à un curieux jeu d'équilibriste. Elle vante son sérieux dans les institutions européennes tout en rougissant de ses engagements au sein d'une coalition de droite qui a su répondre au Covid et à la guerre en Ukraine. Elle se réclame du PPE, majoritaire au Parlement, mais renie la présidente de la Commission issue de ce groupe. Les Républicains ont ainsi sacrifié ce qui justement les distinguait de la politique de Macron : leur cohérence et leur colonne vertébrale.

Dans ce contexte, le président de la République a pris la pire des décisions moins d'une heure après l'annonce officielle des résultats en annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale. Tel un enfant boudeur, il a semblé montrer une nouvelle fois son inculture historique. Pêché d'orgueil ou de vanité, a-t-il vraiment pensé endosser les habits du général de Gaulle ? A quelques jours du championnat d'Europe de football et des Jeux olympiques, il ne dispose plus que d'un gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes alors qu'il nous faut affronter un niveau de risque sécuritaire maximal dans tous les domaines.

S'ajoute à cela un contexte politique totalement délétère. Les partis de

Pêché d'orgueil ou de vanité, a-t-il pensé endosser les habits du général de Gaulle ?

gouvernement rongés par les querelles internes de personnes réalisent heure après heure qu'ils vont sombrer dans le « sauve-qui-peut » face à une extrême droite parfaitement organisée pour la conquête du pouvoir et une extrême gauche dédiée à la déstabilisation de la République. Sans oublier, bien sûr, le risque de panique des acteurs économiques, qui ont compris que le programme du Rassemblement national était non seulement incohérent et irréaliste, mais aussi... socialiste avec à la clé des hausses d'impôts en pagaille.

Les Français viennent d'instruire un procès sévère en inefficacité à l'encontre des partis de gouvernement, incapables de rétablir l'ordre aux frontières, dans la rue, à l'école et dans les comptes. C'était donc un changement radical de politique et de majorité qu'il fallait annoncer plutôt que cette dissolution aux conséquences gravissimes. Emmanuel Macron a joué au poker l'avenir de la France. C'est immature, inconséquent et peut-être impardonnable. Il est impératif que nos innombrables « responsables » prennent justement leurs responsabilités. Faute de quoi, ils devront eux aussi assumer les conséquences du chaos qui s'annonce. ✱

Jean-François Copé, ancien ministre, maire (LR) de Meaux.

Le chef de l'Etat est le premier comptable de cette victoire des extrêmes

Avec la « romantasy », passion et dragons font carton plein

L'Américaine Rebecca Yarros a vendu des millions d'exemplaires de sa saga *Fourth Wing*. Derrière ce succès, un genre en pleine expansion mêlant romance et fantasy. Rencontre.

Certaines attendaient depuis deux heures. La séance de dédicaces affichait complet avant même d'avoir débuté. La raison de cette effervescence à la 23^e édition des Imaginales, festival des littératures de l'imaginaire d'Epinal (Vosges) ? La venue de Rebecca Yarros, nouvelle reine de la « romantasy », genre qui, comme son nom l'indique, mêle romance et fantasy. *Fourth Wing*, pavé de 500 pages, premier volet de la trilogie *Empyrean* dont le tome II, *Iron Flame*, vient d'être publié en France, s'est déjà vendu à plus de 2 millions d'exemplaires à travers le monde. Et Hugo Publishing, son éditeur français, a déposé le terme « romantasy » comme marque jusqu'en 2032.

UNE HÉROÏNE ET SES FAIBLESSES Les cheveux blonds parsemés de mèches roses, le visage rond et presque enfantin, l'auteure américaine, 43 ans, ne peut rester en conférence plus d'une heure : elle est atteinte du syndrome d'Ehlers-Danlos, une maladie génétique du tissu conjonctif qui lui rend difficiles la station debout et les longs entretiens. Ce ne serait que douloureusement anecdotique si cette maladie, dont est également affligé l'un de ses six enfants, ne l'avait poussée à créer une héroïne qui, elle aussi, a les faiblesses de sa créatrice (étourdissements, os fragiles...) et sera contrainte de les surmonter.

Quand Rebecca Yarros décide de se lancer dans la romantasy, elle a déjà une longue pratique de l'écriture. Petite-fille, fille et épouse de militaire, lectrice passionnée de fantasy plus que de classiques (à l'exception d'*À l'est d'Eden*, précise-t-elle), Yarros a écrit très jeune un premier roman de fantasy dont personne ne voudra avant de bifurquer vers la « romance contemporaine » et de publier deux livres par an dans ce genre assez codé. Elle y réussit, sans pour autant assurer des ventes colossales, et souhaite s'essayer à la fantasy sentimentale. Son éditeur, Entagled, lui demande cinq résumés de romans. Elle les présente, par ordre de préférence, et c'est le troisième qui est choisi.

« Il a adoré l'idée des dragons. Il m'a dit tout de suite, "s'il y a des dragons, on le fait" », se souvient en riant cette fan d'Anne McCaffrey, l'auteure de *La Ballade de Pern* (1971), grande saga mettant en scène les créatures légendaires. L'écriture est une épreuve :



KATIE MARIE SENIORS

« Je me mettais une énorme pression. » Douze heures de travail par jour, un manuscrit de 500 pages qui se transforme en une série de cinq volumes, et un lancement audacieux : 100 000 exemplaires pour le premier tirage. Le triomphe est au bout. *Fourth Wing* et *Iron Flame* suivent une jeune fille rêvant de devenir scribe. Inscrite par sa mère dans une école de dragonniers, elle y rencontre un beau garçon qui, après l'avoir exaspérée, va l'attirer... Ce n'est pas d'une nouveauté bouleversante, mais son traitement, tant la construction du monde que celle des personnages, dépasse largement la moyenne du genre. La saga dispose aussi d'autres atouts, comme l'explique son éditrice française Dorothy Aubert : « La romantasy introduit du sentiment et fait évoluer ses héros dans des mondes plus accessibles et moins développés que ceux des énormes sagas à la *Trône de fer*, où on ne se repère pas sans cartes. Il n'y a pas de génie là-dedans, mais des vieux codes que l'on dépoussière. » Et ça marche !

DES FOULES DE LECTRICES Sous-genre ou coup marketing ? Même si elle fait se boucher le nez aux purs et durs de la fantasy, qui y voient un phénomène strictement commercial, Rebecca Yarros attire les foules. Des foules de lectrices. Dans les longues files qui attendent devant son stand, peu d'hommes, encore moins de « boomers ». « La romantasy participe d'une féminisation du genre, confirme Dorothy Aubert. On y trouve des traces féministes, et même quelques exemples de "romantasy queer". On y trouve aussi beaucoup de tropes. » Ah les « tropes »... Signifiant « stéréotype » en anglais, le « trope » définit une situation de base, facilement identifiable, à partir de laquelle l'histoire va se développer. Et ce vocable est aujourd'hui si présent sur les réseaux littéraires



IRON FLAME

PAR REBECCA YARROS, TRAD. DE L'AMÉRICAIN PAR KARINE FORESTIER. HUGO PUBLISHING, 530 P., 24 €.

« Ce genre introduit du sentiment et fait évoluer ses héros dans des mondes plus accessibles que ceux des énormes sagas à la *Trône de fer* »

américains que certaines bibliothèques classent dorénavant les livres selon leurs tropes. L'un des plus fameux, celui qui fonde en grande partie *Fourth Wing*, c'est le « *ennemies to lovers* » (« d'ennemis à amants »), qui met en scène une relation basée sur la détestation se transformant en amour.

Il y en a beaucoup d'autres : « *Heroin badass* » (« Héroïne dure-à-cuire »), « *Found family* » (« Famille retrouvée » pour des romans où les héros recréent entre eux une famille d'adoption...) « Les auteures ont intérêt à ne pas faire n'importe quoi avec ces tropes, note Pascal Godbillon, directeur du label Olympe, maison de romantasy créée par le très sérieux groupe Madrigall (Gallimard, Flammarion...). La romantasy est ainsi un mélange

entre figures imposées et figure libres. » Il y a souvent du sexe, plus ou moins torride (deux scènes, une longue, une courte, dans *Fourth Wing*), mais sans les excès SM et toxiques de la controversée « dark romance », genre que, comme lectrice, Yarros avoue pourtant lire avec plaisir.

Et, point le plus important peut-être, le succès naît d'une communauté qui fonctionne essentiellement sur Internet et quasiment plus sur les circuits promotionnels habituels : presse, libraires... « Les lectrices de romantasy sont au courant de tout, avertit Pascal Godbillon. Si elles vont en librairie, c'est pour chercher le livre désiré et pas du tout pour fouiller en attendant un conseil. Beaucoup ont même déjà lu le livre en VO. »

L'un des éditeurs français du genre, De Saxus, dédaigne d'ailleurs la presse traditionnelle pour tout miser sur les réseaux et y faire parler de ses livres par leurs lectrices. TikTok et Instagram mènent la danse, ayant chacun, quises « booktoks », quises « bookstagram ». Sarah J. Maas, l'une des pionnières, Jennifer Armentrout, Colleen Hoover, Adam Silvera (l'un des rares auteurs du genre) y ont fait des « buzz » énormes générant de grosses ventes. Récemment chahutée pour avoir, d'un côté, déclaré vouloir être traduite en hébreu malgré le conflit Israël-Hamas et, de l'autre, s'être révélée incapable de prononcer correctement les mots gaéliques présents en nombre dans ses romans, Rebecca Yarros affirme « se couper » des réseaux, mais ses éditeurs américains jouent, eux, le jeu à fond.

En France aussi, la romantasy gagne du terrain. Chris Vuklisevic, récompensée il y a peu par le prix Imaginales pour *Du thé avec les fantômes*, a pris le pseudonyme d'Ada Vivalda pour signer *Porcelaine sous les ruines* (Olympe), ses débuts dans le registre. « La romance est à la fois très contrainte et très créative, s'enthousiasme cette grande admiratrice de *La Chronique des Bridgerton* [NDLR : saga de Julia Quinn devenue une série télé à succès], on peut jouer avec, et c'est très excitant. » Aussi, s'est-elle amusée à créer de la tension érotique, en imaginant une relation amoureuse compliquée mais sans sexe et avec peu d'action. Confidence de la romancière : « J'ai parsemé *Porcelaine sous les ruines* de joutes verbales, de twists, de toutes ces figures de style généralement très demandées par des lectrices qui souhaitent, je pense, quelque chose d'un peu plus écrit. » Parmi ces dernières, beaucoup d'adolescentes, mais aussi tout un noyau de fans ayant entre 20 et 30 ans. « Le genre me plaît, indéniablement, conclut l'écrivaine, mais s'il est source de succès commerciaux considérables, il n'a pas encore révélé, me semble-t-il, de grands auteurs. » Ada Vivalda, prête à détrôner Rebecca Yarros ? ★

HUBERT PROLONGEAU

Gérard Guégan : Saint-Germain d'antan

Dans un récit riche en anecdotes mémorables, l'ancien agitateur du milieu littéraire se souvient de ce que les livres voulaient dire pour certains rêveurs au déjà lointain ^{xx}e siècle.

En exergue du *Chant des livres* (Grasset), Gérard Guégan a copié ces deux phrases imparables de La Fontaine : « Les longs ouvrages me font peur. / Loin d'épuiser une matière, / On n'en doit prendre que la fleur. » Alors que les pavés assommants de la prochaine rentrée s'entassent déjà sur les bureaux des critiques littéraires, cet essai ciselé de seulement 135 pages procure un vrai réconfort : il se siffle en une soirée, comme on déguste avec délectation un excellent whisky.

Né à Marseille en 1940, Gérard Guégan n'a rien d'un héritier : une mère brodeuse à domicile, un père chômeur communiste et un oncle, Marius, « turfiste léniniste ». On lui glisse rarement un livre entre les mains. Autodidacte, il se passionne très tôt pour le personnage de Julien Sorel, son « maître à rêver du moment », ainsi que pour Rimbaud. Etre originaire de la même ville qu'André Suarès et Antonin Artaud prédispose-t-il à être une tête brûlée ? Le poète en herbe n'hésite pas à « donner du poing » quand les militants de Jeune Nation viennent « casser du coco » à la sortie de son lycée. Bien que bagarreur et insolent, il est retenu par un professeur pour aller visiter Giono à Manosque. Pipe au bec, l'auteur du *Hussard sur le toit* s'amuse de « la langue bien pendue » du jeune homme, lui donne un conseil (mentir au maximum) et lui offre un livre (*Refus d'obéissance*). Voici Guégan armé pour une vie où, à la fois comme éditeur et comme auteur, il ne cessera de ruer dans les brancards...

Le Chant des livres est une sorte de best of de choses vues et de propos entendus par Guégan au cours de ses aventures à Paris et ailleurs – à 84 ans, il est désormais installé à Nîmes, ville de naissance de Jean Paulhan, qui, en 1964, l'avait invité à ne pas trop se prendre pour Rimbaud. « N'imitiez que ce que vous croyez détester », lui avait dit le maître de *La NRF*. Ici, Guégan ne se fait pas voyant : il se contente de retranscrire, tantôt avec espièglerie, tantôt avec mélancolie, quelques scènes marquantes. Le voici avec son copain marseillais Jean-Jacques Schuhl se moquant du *Grand Meaulnes*. Le voilà face à Henry Miller qui lui déclare : « En somme, vous cherchez à me faire dire ce qu'est un romancier ? Eh bien, c'est un éboueur. Et, s'il ne l'est pas, c'est un escroc...



S. CERRI/GRASSET

**Tout n'était peut-être pas mieux avant,
mais le monde des lettres, lui, était plus marrant**



**LE CHANT
DES LIVRES,**
PAR GÉRARD
GUÉGAN. GRASSET,
135 P., 16 €.

Pourquoi un éboueur ? Mais parce que le romancier, le vrai, va chercher ses sujets dans les poubelles. Même chose pour le style ! Réfléchissez, c'est dans ce que l'humanité jette et rejette que se dissimule le secret de ce qu'on appelle la vie. Et c'est cette musique du refoulement et de l'effroi que l'écrivain-éboueur rend visible. »

Quelques pages plus loin, on est en 1976, et Guégan casse la croûte avec quelqu'un qui s'est rarement pris pour un éboueur : Philippe Sollers. Au moment de l'armagnac, Guégan enjoint Sollers à découvrir Bukowski et à relire Hemingway. Ces deux-là n'allaient pas de pair. Guégan rapporte ensuite ces propos croustillants de « Buk » : « Hemingway, il trichait sur tout. Quand il partait en balade sur le front, il y restait juste le temps d'y prendre la pose pour le photographe. Puis, fissa, il rentrait se calfeutrer dans son palace. Où qu'il se rendît, une caisse de bouteilles de champagne le suivait. Peut-être avait-il flingué des animaux en Afrique, mais en Espagne ou dans les Ardennes, il n'a dû appuyer sur la détente que par erreur...

Ça vous défrise, hein, le Frenchie ? Mais les écrivains qui tartinent sur le courage sont des lâches. Réfléchissez,

il faut survivre pour pouvoir taper sur le clavier de sa machine. Et si l'on veut survivre, il faut se planquer. » Les auteurs américains aimaient visiblement bien dire à Guégan de « réfléchir »... Lui passait une grande partie de ses journées à s'amuser, en bavardant avec l'ex-taulard Alphonse Boudard, et même en interviewant Florence Delay.

Page 100, on apprend que Jean-Pierre Martinet avait voulu adapter *L'Idiot*, avec Georges Perec dans le rôle du prince Mychkine. Martinet dont Guégan avait publié le roman *Jérôme* en 1978 : « Les critiques littéraires en titre se détournèrent pour la plupart de ce livre. Des insultes s'échangèrent, les mauvaises manières abondèrent, les gifles aussi, mais nous perdîmes la bataille. » Quand il triniquait avec Michel Mohrt, ce dernier brocardait le pénible Faulkner et lui faisait l'éloge de Kerouac, qui « riait à tout propos, ne pontifiait pas ». Tout n'était peut-être pas mieux avant, mais le monde des lettres, lui, était assurément plus marrant du temps de Gérard Guégan. *

LOUIS-HENRI DE LA ROCHEFOUCAULD

PALMARÈS

FICTIONS

| N° | Titre | Auteur (Editeur) | Class. précédent | Nbre de semaines |
|----|-------|---|------------------|------------------|
| 1 | ▲ | Norferville Franck Thilliez (Fleuve éd.) | 2 | 5 |
| 2 | ▼ | Plus grand que le ciel Virginie Grimaldi (Flammarion) | 1 | 5 |
| 3 | ▲ | Le Barman du Ritz Philippe Collin (Albin Michel) | 6 | 5 |
| 4 | ▲ | Kiara (t. I) Hazel Diaz (L'Archipel) | 7 | 3 |
| 5 | ▼ | Un animal sauvage Joël Dicker (Rosie & Wolfe) | 4 | 14 |
| 6 | ▼ | Les Yeux de Mona Thomas Schlessler (Albin Michel) | 5 | 18 |
| 7 | ▼ | Quelqu'un d'autre Guillaume Musso (Calmann-Lévy) | 3 | 13 |
| 8 | ○ | Heart Players (t. III) Alice DesMerveilles (Plumes du Web) | - | 1 |
| 9 | ▲ | Seasons (t. I) Morgane Moncomble (Hugo Roman) | 16 | 30 |
| 10 | ○ | Alma (t. III) Timothée de Fombelle (Gallimard Jeunesse) | - | 1 |
| 11 | ► | Les Enquêtes du département V (t. X). 7 m² Jussi Adler-Olsen (Albin Michel) | 11 | 3 |
| 12 | ▲ | Les Règles du mikado Erri De Luca (Gallimard) | - | 3 |
| 13 | ▲ | Lakestone (t. I) Sarah Rivens (Hlab) | - | 18 |
| 14 | ▲ | Seasons (t. III) Morgane Moncomble (Hugo Roman) | 19 | 11 |
| 15 | ▼ | Un monde presque parfait Laurent Gounelle (Mazarine) | 8 | 5 |
| 16 | ▼ | Hadès et Perséphone (t. IV) Scarlett St. Clair (Hugo Roman) | 15 | 5 |
| 17 | ▲ | Twisted (t. I) Ana Huang (Hugo Roman) | - | 20 |
| 18 | ▼ | Monique s'évade Edouard Louis (Seuil) | 17 | 6 |
| 19 | ▼ | Veiller sur elle Jean-Baptiste Andrea (L'Iconoclaste) | 12 | 38 |
| 20 | ▼ | Le Nom sur le mur Hervé Le Tellier (Gallimard) | 18 | 6 |

ESSAIS-DOCUMENTS

| | | | | |
|----|---|--|----|-----|
| 1 | ► | Les morts ont la parole Philippe Boxho (Kennés) | 1 | 19 |
| 2 | ► | Entretien avec un cadavre Philippe Boxho (Kennés) | 2 | 20 |
| 3 | ► | Votre attention est votre superpouvoir Fabien Olicard (First) | 3 | 3 |
| 4 | ▲ | Entre guerres François Lecointre (Gallimard) | 6 | 6 |
| 5 | ▼ | Le Couteau Salman Rushdie (Gallimard) | 4 | 7 |
| 6 | ▲ | Israël/Palestine. Anatomie d'un conflit Vincent Lemire et Thomas Snégaroff (Les Arènes/France Inter) | 12 | 9 |
| 7 | ► | Messieurs, encore un effort... Elisabeth Badinter (Flammarion/Plon) | 7 | 6 |
| 8 | ▼ | L'Or des rivières Françoise Chandernagor (Gallimard) | 5 | 6 |
| 9 | ▼ | Transmania Dora Moutot et Marguerite Stern (Magnus) | 8 | 5 |
| 10 | ▲ | Plus rien ne pourra me blesser David Goggins (Nimrod) | 18 | 20 |
| 11 | ► | Nous y étions Annick Cojean (Grasset/Le Monde) | 11 | 2 |
| 12 | ▼ | Comment ça va pas ? Delphine Horvilleur (Grasset) | 10 | 15 |
| 13 | ▼ | La foudre gouverne le monde Michel Onfray (Albin Michel) | 9 | 2 |
| 14 | ▲ | La Clé de votre énergie Natacha Calestrémé (Albin Michel) | - | 131 |
| 15 | ▼ | Un été avec Don Quichotte William Marx (Equateurs/France Inter) | 14 | 5 |
| 16 | ▲ | « La Dernière Guerre ? » Elias Sanbar (Gallimard) | - | 6 |
| 17 | ▲ | La Philo en mode serial thinker Lev Fraenckel (Hachette) | - | 7 |
| 18 | ○ | Couronne et préjugés Sylvie Tellier (Fayard) | - | 1 |
| 19 | ▲ | Le Nettoyage ethnique de la Palestine Ilan Pappé (La Fabrique éd.) | - | 2 |
| 20 | ► | La France, tu l'aimes mais tu la quittes O. Esteves, A. Picard et J. Talpin (Seuil) | 20 | 3 |

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com.
Réalisé par Edistat, du 27 mai au 2 juin 2024, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



Retrouvez le palmarès **le dimanche, à 9h15**, dans **Laissez-vous tenter**, une émission animée par Anthony Martin avec Bernard Lehut.

LE FIL DE MARIANNE

Kafka l'immortel

Il y a des lettres dont on connaît chaque ligne, ou presque, telle celle-ci, écrite par Franz Kafka à son ami le poète Max Brod (1884-1968) : « Mon très cher Max, ma dernière volonté : tout ce qui se trouve dans ce que je laisse derrière moi [...], tout, qu'il s'agisse de journaux intimes, de manuscrits, de lettres (écrites par moi ou par d'autres), de dessins, etc., doit être totalement brûlé sans être lu [...]. » Max Brod n'en a rien fait et, grâce à lui, le monde entier a pu découvrir quelques joyaux, dont *Le Procès*, *Le Château*, ses journaux, ou encore *Lettre au père*. Mais il ne suffisait pas de contredire les instructions de son ami, il fallait aussi sauver tous ces textes épars des mains des nazis, puis, une fois installé à Tel-Aviv, les éloigner des conflits moyen-orientaux. C'est cette course contre la perte que relate aujourd'hui Léa Veinstein dans *J'irai chercher Kafka. Une enquête littéraire* (Flammarion), alors qu'on fête le 100^e anniversaire de la mort de l'écrivain pragois, à l'âge de 40 ans.

Un anniversaire qui suscite, comme à l'accoutumée, de nombreuses publications, à commencer par la réédition en Folio de sept textes issus des quatre volumes de la Pléiade publiés en 2018 et en 2022 et

« **Ma dernière volonté : tout ce qui se trouve dans ce que je laisse derrière moi [...] doit être totalement brûlé sans être lu** »

traduits pour la plupart par Jean-Pierre Lefebvre, professeur émérite à l'Ecole normale supérieure, qui a pu s'appuyer, à l'inverse de Alexandre Vialatte (premier traducteur, dès les années 1930), sur l'édition allemande de 1982, fruit d'un travail minutieux sur les manuscrits. Une belle initiative que d'offrir ainsi à petits prix *Le Procès*, *Le Château*, *La Métamorphose*, ou encore *Amerika*. Autant de romans qui ne figurent pas dans le troisième et dernier tome de *Kafka*, la monumentale biographie (à rebours) signée Reiner Stach et publiée au Cherche midi. Et pour cause ! Ce sont « les années de jeunesse » du futur docteur en droit et employé d'un office d'assurances que l'éminent spécialiste allemand relate aujourd'hui dans un volume de 800 pages. De la naissance de Franz Kafka, en 1883, à 1911, l'ouvrage est tout à la fois récit de formation et portrait d'une ville et d'une époque qui voient la montée des idéologies dévastatrices, de l'antisémitisme et des conflits sociaux. A méditer. *

MARIANNE PAYOT

D'Elite à Merci et au suivant ! : la victoire du mode de vie américain

Ces séries signées Netflix sont espagnoles, turques ou sud-africaines... et ressemblent à s'y méprendre à des productions purement américaines.



De g. à dr. : les séries *Squid Game* (Corée du Sud), *Merci et au suivant !* (Turquie) et *Elite* (Espagne).

Dans ses grandes lignes, le synopsis pourrait avoir été écrit par Nora Ephron, scénariste adorée de *Quand Harry rencontre Sally*. Après une rupture difficile, une jeune avocate ambitieuse, Leyla, subit les nouveaux usages des rendez-vous amoureux. Euphorie des rencontres, blagues vaseuses et inévitables déconvenues : en huit épisodes, la série *Merci et au suivant !*, diffusée sur Netflix, reprend les codes de la comédie romantique américaine à la virgule près. A une exception... L'éternel soleil qui nimbe les aventures de l'héroïne ne s'abîme pas dans l'océan Atlantique, mais dans le Bosphore.

Le temps où la Turquie d'Erdogan n'appuyait son *soft power* que sur des fictions exaltant l'empire ottoman est terminé. Cette nouvelle production présente une Istanbul de carte postale, moderne, ouverte sur le monde. Les tribulations de Leyla et de sa bande d'amis ressemblent à s'y méprendre à celles de jeunes à Londres, Paris ou New York. En les regardant évo-

Depuis sa création en 2011, la plateforme n'en finit plus d'internationaliser ses contenus. Une estimation du cabinet Ampere Analysis projette qu'en 2024, plus de la moitié de son budget de production (7,9 milliards de dollars sur un total de 15,4 milliards) serait fléchée hors de l'Amérique du Nord. Ces feuilletons présentent un double avantage pour Netflix. Moins chers à réaliser (la série coréenne *Squid Game* a coûté 21,4 millions de dollars quand le budget de la dernière saison de *Stranger Things* dépassait les 270 millions), ils sont aussi de plus en plus regardés par un public américain désormais friand de séries en langue étrangère. Mais il ne faut pas s'y tromper : la plupart des créations internationales qui occupent le top 10 des contenus les plus visionnés de Netflix se coulent parfaitement dans le moule anglo-saxon.

En sept saisons, *Elite*, thriller relatant les déboires d'adolescents espagnols fortunés, a repris sans vergogne les codes de sa prédécesseuse new-yorkaise *Gossip Girl*. Quelques années plus tard, *Blood and Water* suivait la même recette en Afrique du Sud. L'année dernière, les Belges imaginaient leur propre version, laissant évoluer la jeunesse dorée de *Knokke off* dans une station balnéaire à la frontière avec les Pays-Bas. A chaque fois, à de rares variations près, le même format, la même manière de filmer, les mêmes personnages évoluant dans des décors confortables, agrémentés d'une vague « couleur locale ». Un peu comme si la création était devenue un gigantesque hub international, direction New York. On peut, selon sa sensibilité, s'en réjouir ou s'en désoler. Qu'importe que la place des Etats-Unis soit, ces dernières années, de plus en plus questionnée à l'international. Avec Netflix, l'*american way of life* a gagné. ★

ALEXANDRA SAVIANA

A chaque fois, le même format, la même manière de filmer, les mêmes personnages évoluant dans des décors confortables

luer, difficile de ne pas penser aux réflexions du journaliste britannique David Goodhart, qui, dans son ouvrage *Les Deux Clans*, opposait « les gens de n'importe où » (*anywhere*) et « le peuple de quelque part » (*somewhere*). « *Anywhere* » jusqu'au bout des ongles, *Merci et au suivant !* est une version chimiquement pure de ce que sont les séries originales Netflix : des productions standardisées, ancrées dans la mondialisation, imprégnées des valeurs américaines.



1
2



1 RALF TECH, SPACE MILLENIUM

Dans l'immensité infinie du cosmos, un lien s'étend entre les abysses et l'espace. Il transcende la simple coexistence. C'est une danse entre l'obscurité et la lumière, dans laquelle les vagues océaniques résonnent avec les ondes cosmiques en un seul élan harmonieux. RALF TECH et Le CNES vous convient au voyage extraordinaire avec la nouvelle SPACE MILLENIUM.

ralftech.com

2 LOTION YON-KA, L'ICONIQUE BRUME DE SOIN RÉINVENTÉE

Pour ses 70 ans, la marque française de soins cosmétiques Yon-Ka réinvente son produit iconique. La LOTION YON-KA se pare d'un nouvel habit plus éco-responsable : 12,8 tonnes de verre et 2,7 tonnes de plastique sont ainsi économisés chaque année.

Cette brume de soin phyto-aromatique rafraîchit, vivifie, tonifie. 99% d'ingrédients d'origine naturelle.

yonka.fr

Prix : 39 euros TTC

3 USM, UN CLASSIQUE INCONTOURNABLE DU DESIGN

À la maison comme au bureau, les meubles USM Haller offrent une variété infinie de solutions personnalisées et colorées.

Leur conception modulable permet de les imaginer puis de les modifier en fonction de ses besoins. Leur design intemporel et leur qualité de fabrication en font une référence en matière de pérennité et de durabilité.

Showroom USM :

23, rue de Bourgogne Paris 7e

info.fr@usm.com - usm.com

4 PEYRASSOL, BY BERTRAND LAVIER

C'est à l'occasion de l'exposition temporaire, « En couleur », qui lui est consacrée à la Commanderie de Peyrassol, que l'artiste Bertrand Lavier a développé son vin rosé lors d'une dégustation avec les œnologues du domaine. Objet de collection comme de dégustation, le flacon créé par l'artiste loge la cuvée 2023 qui allie finesse et fraîcheur !

Prix : 40 euros

vignobles-austruy.com

5 LINEA DI CORSA, MODÈLE TARGA

Le modèle Targa est un design neo vintage des années 60 retravaillé pour offrir plus de confort et d'élégance. Comme tous les modèles Linea di Corsa, la chaussure Targa est dotée d'une double semelle adaptative qui procure un excellent confort de marche.

Résolument urbaine, elle est en cuir et en nubuck à l'extérieur et en cuir à l'intérieur.

lineadicorsa.com

Boutique: 32 rue du Dragon 75006 Paris

NOS ENVIES



3



4
5



LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE L'EXPRESS

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

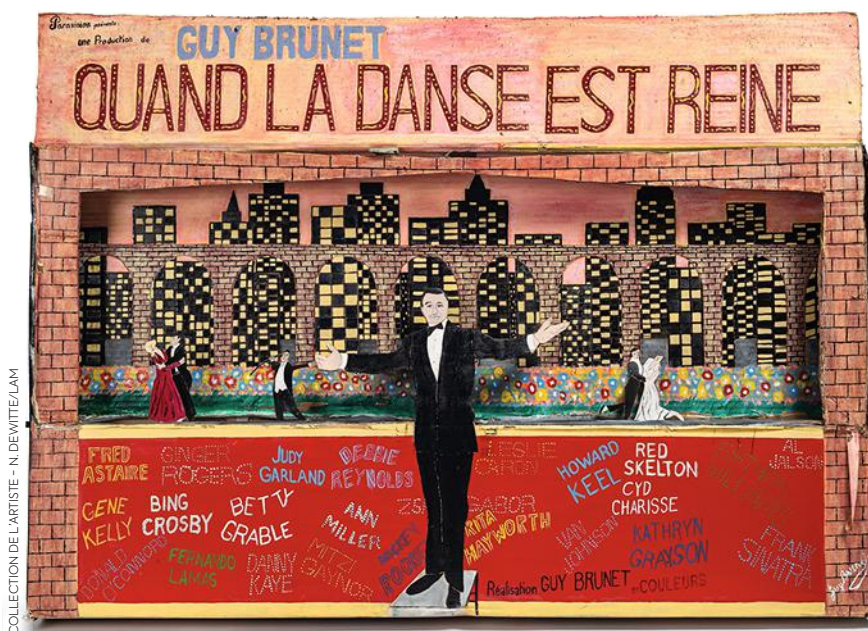
Quand Guy Brunet fait son cinéma

Biberonné au 7^e art, ce fondu de bobines réalise depuis quatre décennies des films-épopées à l'aide de personnages et d'accessoires en carton. Le LaM lui consacre une salutaire rétrospective.

L'histoire de Guy Brunet, c'est d'abord celle de son père, Charles. Au début des années 1930, cet électricien-photographe arpente les villages de l'Aveyron avec son projecteur pour présenter gratuitement des films aux habitants, avant de créer son propre cinéma, le Caméo, à Rignac. Suivront le Plaza et l'Idéal à Cagnac-les-Mines, dans le Tarn. Guy, né en 1945, cadet d'une fratrie de trois garçons, contracte dès sa petite enfance le virus paternel. Les grandes figures de l'âge d'or hollywoodien, qui voit les acteurs se muer en stars, deviennent ses compagnons de route. John Ford, Gene Kelly ou Charles Laughton peuplent ses rêves de gamin, à l'instar des longs-métrages de Marcel Pagnol, Vittorio De Sica, Fritz Lang ou Alfred Hitchcock : « Les vedettes faisaient partie de ma seconde famille. J'ai toujours vécu avec elles comme si c'étaient mes frères ou parents qui étaient devant moi sur l'écran. » À 6 ans, Guy crayonne des saynètes inspirées de ses productions préférées. Dix ans plus tard, il devient projectionniste au côté de son père et écrit ses premiers scénarios, dans lesquels il change la destinée de ses héros favoris : puisque, à son grand dam, ils meurent souvent à la fin de l'histoire, il en tord la trame pour lui donner un happy end, ou bien il s'y adjoint lui-même en tant que protagoniste, réalisateur ou producteur – parfois les trois en même temps. Ainsi, pour sa relecture du *Pont de la rivière Kwai*, c'est lui qui est aux manettes de la réalisation, tandis que David Lean est crédité au générique comme son assistant.

Il filme, en « tourné-monté », des successions de plans avec ses silhouettes positionnées devant des décors de carton

Guy Brunet n'a jamais lâché l'affaire. Pour faire bouillir la marmite, il trime à l'usine, avant de s'adonner à plein temps au 7^e art dès 1986. Dans sa maison de Viviez, au nord de Rodez, il peint et assemble des matériaux de récupération, crée des silhouettes, des décors et des affiches. En 2001, il achète une caméra VHS, fonde la firme Paravision et réalise son premier film en hommage à son idole, Cecil B. DeMille. Depuis, 14 autres ont vu le jour, parmi lesquels *Quand la danse est reine* (2002), *Le Monde magique des frères Lumière* (2012) et *Rendez-vous à Evian* (2018). Tous sont construits sur le



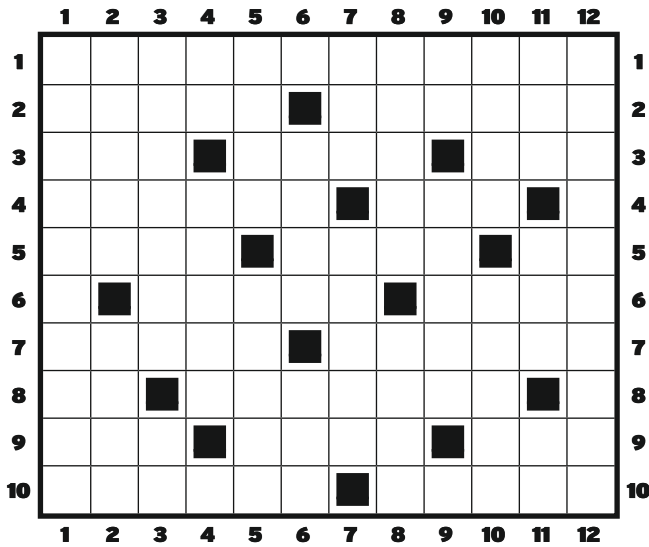
Quand la danse est reine, peinture sur carton.

principe du « tourné-monté » cher au cinématographe. Dans le studio de tournage aménagé chez lui, il filme, dans l'ordre chronologique, des successions de plans avec ses silhouettes positionnées devant des décors de carton, puis cadre les acteurs le temps d'un dialogue, tout en leur prêtant sa voix, qu'il module à l'envi. Avec l'emprunt de musiques signées de compositeurs du grand écran ou la réalisation de ses propres arrangements, il construit ses bandes sonores, maîtrisant ainsi toute la chaîne de production.

À Villeneuve-d'Ascq, le LaM, qui suit depuis plusieurs années le parcours hors normes de Brunet pour assurer la sauvegarde d'une œuvre et d'archives désormais menacées, lui consacre jusqu'au 29 septembre une passionnante rétrospective. Sous le commissariat de Christophe Boulanger et l'intitulé *Le Cinéma de mon père*, l'exposition retrace le processus créatif du cinéaste à l'aide d'une vaste sélection de silhouettes, de décors, d'affiches, de scénarios originaux dessinés et écrits au fil de sept décennies de passion dévorante. Et, à la question de savoir qui est vraiment cet inclassable, à la frontière de l'art brut et du cinéma, c'est l'intéressé lui-même qui répond par une pirouette : « Je suis un guérisseur, je soigne les spectateurs. »

LETIZIA DANNERY

Mots croisés



Horizontalement

1. C'est du costaud... pour le costume. 2. En France ou aux Etats-Unis. Comme des souris grises. 3. Fait une pose. Pas de l'Armée rouge. A fait bloc. 4. Mit en fuite. Accumulation de paillettes. 5. Philippe religieux. Conseil de sécurité. Morceau de mambo et de samba. 6. Un homme en vue ou en voix. Site de noces. 7. A construit bien des pyramides. Preuve de réussite. 8. Il opère sur la table. Elle part en vrille. 9. A fini sa vie en exil. Coups de Trafalgar (Square). Pas bêta. 10. Points critiques. Fait la fortune du pot.

Verticalement

1. Avec elles on ne compte plus. 2. Genre de poire. Est toujours en blanc. 3. Faciles à entretenir. Est commune en Normandie. 4. Parfois au mois. Sans signe de reconnaissance. 5. Appoint de saloon. Fut fréquenté par des beatniks. 6. N'a pas le beau rôle. Personnel pour président. 7. Berceau du Shinto. Végétal de bouquet. 8. Il tourne en rond. S'attaque aux favoris? 9. Article de bureau. Garde sanctionnée. 10. Existents en version dure et tendre. Donna pour certain. 11. Bandes de cousettes. Est faible en cours. Un certain éclat. 12. Calcul à vérifier.

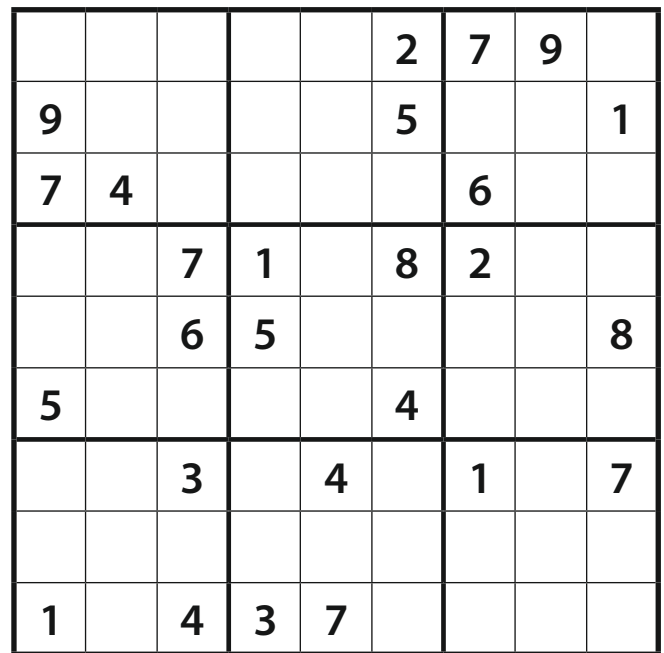
| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| S | I | F | F | L | O | T | E | M | E | N | T |
| A | V | I | A | I | R | E | U | S | E | R | |
| N | E | S | T | I | E | N | S | F | I | | |
| D | C | A | S | E | A | T | E | L | E | | |
| A | D | A | M | L | E | V | L | E | E | | |
| L | I | L | A | S | M | A | R | I | S | | |
| E | N | N | U | B | I | L | E | S | P | | |
| T | E | R | T | R | E | S | G | E | M | I | |
| T | U | E | E | L | E | V | E | U | E | | |
| E | R | R | A | T | A | A | L | O | R | S | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | 4 | 8 | 5 | 1 | 9 | 6 | 7 | 2 |
| 2 | 7 | 1 | 4 | 6 | 8 | 5 | 3 | 9 |
| 5 | 9 | 6 | 2 | 7 | 3 | 4 | 8 | 1 |
| 1 | 8 | 9 | 6 | 4 | 5 | 7 | 2 | 3 |
| 4 | 6 | 2 | 1 | 3 | 7 | 9 | 5 | 8 |
| 7 | 3 | 5 | 9 | 8 | 2 | 1 | 6 | 4 |
| 8 | 5 | 3 | 7 | 9 | 4 | 2 | 1 | 6 |
| 9 | 1 | 7 | 3 | 2 | 6 | 8 | 4 | 5 |
| 6 | 2 | 4 | 8 | 5 | 1 | 3 | 9 | 7 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 1 | 2 | 1 | 5 | 1 |
| 4 | 5 | 4 | 2 | 3 |
| 3 | 1 | 3 | 5 | 4 |
| 5 | 4 | 2 | 1 | 3 |
| 2 | 1 | 3 | 5 | 4 |
| 3 | 4 | 2 | 1 | 2 |
| 2 | 5 | 3 | 4 | 5 |
| 4 | 1 | 2 | 1 | 3 |
| 2 | 3 | 4 | 5 | 4 |
| 1 | 5 | 1 | 2 | 3 |
| 3 | 2 | 4 | 5 | 1 |

Solutions du numéro 3805
paru le 6 juin 2024

Sudoku



Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.



Tectonic®

Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).

Christophe Donner



Le dernier MeToo à Paris

Le film de Jessica Palud s'appelle *Maria*. Croyant à un biopic sur Maria Callas, j'y suis allé en me disant que j'allais au moins entendre des grands airs d'opéra. Quand je me suis rendu compte qu'il s'agissait d'un film sur Maria Schneider, j'ai compris que le destin avait encore frappé à la porte de mes étourderies, car je venais juste de terminer le chapitre du roman que j'essaie d'écrire où il est question de *What a Flash !*, le film qu'elle a tourné en 1971, quelques mois avant *Le Dernier Tango à Paris*. Un film qui défraya la chronique à cause d'une scène où Marlon Brando sodomise la jeune actrice sur le parquet défoncé de ce grand appartement crasseux, non meublé, inlouable en l'état, mais magnifique, plein sud, donnant sur le métro aérien de la romantique station Passy. Après quelques préliminaires du genre « Je voudrais bien savoir ce qu'il y a dans ta tirelire », Marlon plaque Maria Schneider au sol, lui ouvre le jean, de force, tout en ramenant du bout du pied, acrobatiquement, la plaquette de beurre

opportunément placée là par l'accessoiriste. Il plonge ensuite ses doigts dans la plaquette, en prélève une certaine quantité de beurre qu'il applique entre les fesses de l'actrice et, à ce qu'on dit, le salopard lui aurait réellement enfoncé ses doigts dans le derrière. Acte inutile puisqu'il n'est pas montré, mais revendiqué comme nécessaire par le metteur en scène désireux de saisir l'expression de surprise, d'effroi et de douleur, et les larmes vraies sur le visage de l'actrice. Il s'ensuit un acte plus ordinaire de copulation dont la réalité ne résiste pas au visionnage. Mais peu importe, le mal était fait. Car à partir de là, pour des années et des années, on n'a plus regardé une plaquette de beurre sans penser à Maria Schneider, et surtout, on n'a plus pensé à elle, plus parlé d'elle, plus été voir ses films sans que nous vienne à l'esprit cette scène qu'on n'avait dès lors même pas besoin d'avoir vue, à quoi bon s'emmerder à se taper un mauvais film de deux heures et quart, quand les deux minutes essentielles sont tellement bien racontées par les copains qui, eux non plus n'ont pas vu le film ?

Je me souviens de l'hilarité que suscitait l'évocation de cette scène, je me souviens aussi que ça ne me faisait pas beaucoup rire, mais que je ricanais quand même, pour ne pas me faire remarquer, surtout rester discret, qu'on ne me demande pas si je m'y connaissais en sodomie ; on devient vite la cible d'une grivoiserie, à l'âge que j'avais.

Et puis, j'avais connu Maria sur le tournage de *What a Flash !*. Elle m'avait un peu énervé, à l'époque, avec ses grosses joues de bébé Cadum, elle avait débarqué sur le plateau, habillée tout en blanc, au bras d'un moustachu lui aussi habillé tout en blanc, histoire de montrer qu'ils formaient un couple fusionnel et qu'ils ne se prenaient pas pour du caca. On avait tous les deux autant de mots à dire, une douzaine. Moi, je faisais l'enfant de chœur, tandis qu'elle avait une scène où elle jouait la Vierge. Mais cette chipie refusait de se mettre un voile sur la tête : « Pour quoi faire ? Je suis en blanc, ça me suffit, je suis la Vierge. »

Sa beauté arrogante la rendait imbuvable.

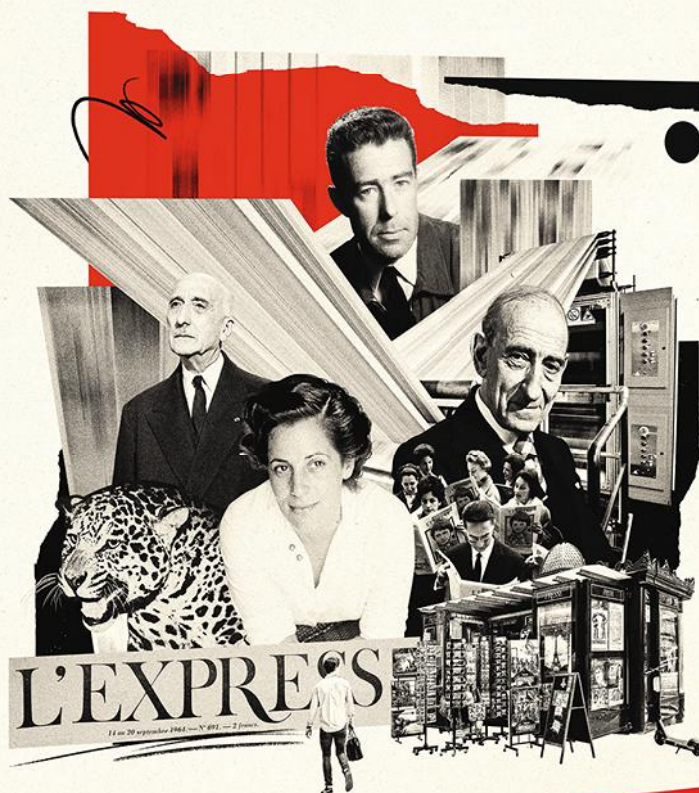
Quelques années après la sortie du *Dernier Tango*, lors d'une interview à un magazine, Maria explique qu'elle s'était sentie « un peu violée » après le tournage de la scène. Je n'avais pas vu le film, à l'époque. Mais en cinquante années de scandale ininterrompu, combien d'extraits : c'est incalculable, sans jamais voir la scène de la plaquette de beurre. Il a fallu qu'une étourderie m'entraîne devant le film de Jessica Palud pour que l'impérieuse nécessité s'impose de louer le film de Bertolucci. La comparaison est édifiante entre la scène telle qu'il l'a tournée et la reconstitution qu'en fait Palud. Expérience édifiante au-delà de la scène en elle-même, pour ce qu'elle raconte de la violence masculine, celle des réalisateurs de films qui se prennent pour qui, au fait. ✱

Christophe Donner, écrivain.

L'EXPRESS

**70
ans**

LE GRAND RÉCIT



L'EXPRESS 1953-2023

Entretiens sur les 70 ans à venir :
Bill Gates, Shirin Ebadi, Steven Pinker et Thomas Jolly

EN VENTE DANS VOTRE FNAC
OU SUR FNAC.COM



SANTOS
DE
Cartier